GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1886 — **ROMA** — LUNEDI 22 FEBBRAIO — NUM. 43

ABBONAMENTI ALLA GAZZETTA		Trim.	Sem.	Anno	GAZZ. e RENDICONTI Anno
In Roma, all'Ufficio del giornale	L.	9	17	32	36
Id. a domicilio e in tutto il Regno	»	6	19	36	44
All'estero, Svizzera, Spagna, Portogallo, Francia, Austria, Germania, Inghilterra, Belgio e Russia	»	22	41	80	125
Turchia, Egitto, Romania e Stati Uniti	»	32	61	120	165
Repubblica Argentina e Uruguay	»	45	88	175	215

Un numero separato, del giorno in cui si pubblica la Gazzetta: in Roma . . . Cent. 10; pel Regno . . . » 15

Un numero separato, ma arretrato: in Roma . . . » 20; pel Regno . . . » 30; per l'estero . . . » 25

Per gli *Annunzi giudiziari* L. 0 25; per altri avvisi L. 0 30 per linea di colonna o spazio di linea. — Le Associazioni decorrono dal primo d'ogni mese, nè possono oltrepassare il 31 dicembre. — Non si accorda sconto o ribasso sul loro prezzo. — Gli *abbonamenti* si ricevono dall'*Amministrazione* e dagli Uffici postali; Le *inserzioni* si ricevono dall'Amministrazione.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

ORDINE DELLA CORONA D'ITALIA

S. M. *si compiacque nominare nell'Ordine della Corona d'Italia:*

Sulla proposta del Ministro di Grazia e Giustizia e dei Culti:

Con decreti delli 11, 18 e 21 giugno 1885:

A cavaliere:

Altobelli Francesco, monsignore abate di Montefalcone Valtortore.
Della Torre Raffaele, presidente della Commissione amministratrice della Chiesa palatina di S. Arcangelo nel Gargano.
Unia Bartolomeo, arciprete di Garresio.
Biancheri Luigi, subeconomo dei Benefici vacanti in Genova.
Tirelli Giovanni Battista, id. id. id. Modena.
Pietropoli Paolo, avvocato residente in Padova.

LEGGI E DECRETI

Convention *entre le Gouvernement de la Grande Bretagne et le Gouvernement de l'Egypte, le 4 août 1877, pour la suppression du trafic des esclaves.* *

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Egypte, mutuellement animés du sincère désir de co-opérer à l'extinction du trafic des esclaves, et ayant résolu de conclure une Convention afin d'atteindre ce but, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants:

Art. I.

Le Gouvernement de Son Altesse le Khédive, ayant déjà édicté une loi à l'effet d'interdire dans les états soumis à son autorité, la traite des esclaves nègres ou abyssins, s'engage à prohiber dorénavant, d'une manière absolue, l'importation sur toute le territoire de l'Egypte et de ses dépendances, et le transit par voie de terre et par voie de mer à travers ce territoire des esclaves nègres ou abissins; et à punir sévèrement, d'après les lois egyptiennes en vigueur ou selon qu'il sera fixé ci-après, toute personne qui sera trouvée se livrant directement ou indirectement à la traite des esclaves nègres ou abyssins. Le Gouvernement de Son Altesse le Khédive s'engage, en outre, à prohiber, d'une manière absolue, la sortie hors du territoire égyptien ou de ses dépendances de tous nègres ou abyssins quelconques, à moins qu'ils ne soit établi d'une manière certaine que ces nègres ou abyssins sont libres ou affranchis.

Il sera constaté, dans les lettres d'affranchissement ou les passeports qui leur seront délivrés par l'autorité égyptienne, avant leur départ, qu'il pourront disposer d'eux mêmes sans restriction ou réserve.

Art. II.

Tout individu qui, sur le sol égyptien ou sur les confins de l'Egypte et de ses dépendances, vers le centre d'Afrique, sera trouvé se livrant directement ou indirectement au trafic des esclaves nègres ou abyssins sera, ainsi que ses complices, considéré par le Gouvernement du Khédive comme coupable de vol avec meurtre; s'il relève de la juridiction égyptienne il sera traduit devant un Conseil-de-guerre; dans le cas contraire il sera immédiatement déféré, pour être jugé, d'après les lois de son pays aux tribunaux compétents, avec les procès-verbaux dressés par l'autorité supérieure egyptienne du lieu où

* Annessa al R. decreto n. 3668, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 20 corrente.

le trafic aura été constaté et tous autres documents ou éléments de conviction remis par la dite autorité, et devant servir comme preuves au jugement des trafiquants, en tant que ces lois le permettent.

Tous les esclaves nègres ou abyssins trouvés en possession d'un trafiquant seront mis en liberté et traités conformément aux provisions de l'article III ci-après, et de l'Annexe (A), qui fait partie de la présente Convention.

ART. III.

Eu égard à l'impossibilité de renvoyer chez eux les esclaves nègres ou abyssins délivrés des mains des trafiquants et affranchis, sans les exposer à succomber de fatigue ou de misère, ou bien à retomber en esclavage, le Gouvernement égyptien continuera à prendre envers eux et à leur appliquer les mêmes mesures qu'il a déjà prises, et qui sont énumérées dans l'Annexe (A) susmentionnée.

ART. IV.

Le Gouvernement égyptien usera de toute l'influence qu'il pourrait avoir parmi les tribus de l'Afrique centrale, dans le but d'empêcher les guerres qu'elles se font, pour se procurer et pour vendre des esclaves.

Il s'engage à poursuivre comme assassins tous les individus qui seront trouvés se livrant soit à la mutilation, soit au trafic des enfants; si ces individus relèvent de la juridiction égyptienne, ils seront traduits devant un conseil de-guerre; dans le cas contraire, ils seront déférés aux tribunaux compétents, pour être jugés suivant les lois de leur pays, avec les procès-verbaux et autres documents ou éléments de conviction, comme il est dit à l'article II.

ART. V.

Le Gouvernement égyptien s'engage à publier une ordonnance spéciale, dont le texte sera annexé à la présente Convention, interdisant entièrement tout trafic d'esclaves dans le territoire égyptien, à partir d'une date spécifiée dans l'ordonnance, et réglant la punition des personnes coupables de contravention aux dispositions de l'ordonnance.

ART. VI.

Dans le but de rendre plus efficace la répression de la traite des esclaves nègres ou abyssins dans la Mer Rouge, le Gouvernement égyptien consent à ce que les croiseurs britanniques visitent, recherchent et, au besoin, détiennent, pour le remettre ensuite à l'autorité egyptienne la plus rapprochée ou la plus convenable, afin qu'il soit jugé, tout bâtiment égyptien qui sera trouvé se livrant à la traite des esclaves nègres ou abyssins, de même que tout bâtiment egyptien qui sera justement soupçonné d'être destiné à ce trafic, ou qui s'y sera livré pendant le voyage dans lequel il aura été rencontré.

Ce droit de visite ou de détention pourra être exercé dans la Mer Rouge, le Golfe d'Aden, le long de la côte d'Arabie et de la côte orientale d'Afrique et dans les eaux maritimes de l'Egypte et de ses dépendances.

Tous les esclaves nègres ou abyssins capturés par un croiseur britannique à bord d'un bâtiment égyptien, resteront à la disposition du Gouvernement britannique, qui s'engage à prendre des mesures efficaces dans le but d'assurer leur liberté.

Le bâtiment et la cargaison, ainsi que l'équipage, seront livrés, pour être jugés, à l'autorité égyptienne la plus rapprochée ou la plus convenable.

Néanmoins, dans tous les cas où le commandant du croiseur qui aura effectué la capture se trouverait dans l'impossibilité de consigner à un dépôt britannique les esclaves capturés, ou quand, sous d'autres circonstances, il paraîtrait être opportun et dans l'intérêt des esclaves nègres ou abyssins captures, qu'ils soient remis aux autorités égyptiennes, le Gouvernement égyptien s'engage, sur la demande que lui en sera faite par le commandant du croiseur britannique ou par un officier député par lui à cet effet, à se charger des nègres ou abyssins capturés et à assurer leur liberté, avec tous les autre privilèges réservés aux nègres ou abyssins capturés par les autorités égyptiennes.

Le Gouvernement britannique, de son côté, consent à ce que tout bâtiment naviguant sous pavillon britannique dans la Mer Rouge, dans le golfe d'Aden, et le long de la côte d'Arabie et de la côte orientale d'Afrique, ou dans les eaux intérieurs de l'Egypte et de ses dépendances, qui sera trouvé se livrant à la traite des esclaves nègres ou abyssins, puisse être visité, saisi, et détenu par les autorités égyptiennes; mais il est convenu que le bâtiment et sa cargaison, ainsi que l'équipage, seront livrés, pour être jugés, à l'autorité anglaise la plus rapprochée.

Les esclaves nègres ou abyssins capturés seront libérés par le Gouvernement égyptien et resteront à sa disposition.

Si le tribunal compétent juge mal fondés la saisie, la détention, ou la poursuite, le gouvernement du croiseur sera exposé à payer au Gouvernement du bâtiment adverse une compensation appropriée aux circonstances.

ART. VII.

La présente Convention entrera en vigueur à partir du jour de la signature pour l'Egypte proprement dite jusqu'à Assouan et dans un délai de trois mois à dater de la signature pour les possessions égyptiennes de la Haute Afrique et le littoral de la Mer Rouge.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Alexandrie, le quatre août mil huit cent soixante dix-sept.

(L. S.) C. VIVIAN.
(L. S.) CHÉRIF.

ANNEXE A *faisant partie de la Convention conclue entre le Gouvernement de la Grande Bretagne et le Gouvernement de l'Egypte, le 4 Août 1877, pour la soppression du trafic des esclaves.*

La police était jusqu'à présent chargée de tout ce qui concernait les esclaves, leur affranchissement, l'éducation des enfants, etc.

Désormais ce service sera confié à Alexandrie et au Caire à un bureau spécial établi au Gouvernorat respectif, qui pourvoira à tout ce qui regardera les esclaves et leur affranchissement.

Dans les provinces le bureau sera placé sous la direction des inspecteurs-généraux.

Il y aura dans ce bureau un registre destiné à la consignation de tous les détails intéressant l'esclave affranchi.

En cas de plaintes présentées par des autorités consulaires ou par des particuliers, le bureau procédera à l'information nécessaire.

Si l'information établit la légitimité des plaintes présentées, l'affaire sera déférée à l'autorité compétente, afin qu'il soit pourvu à l'application des dispositions relatives à l'affranchissement.

Si les plaintes sont présentées par l'esclave lui-même, le bureau, après constatation lui délivrera des lettres d'affranchissement détachées d'un livre à souche, spécialement affecté à cet usage.

Quiconque aura pris à un affranchi ses lettres d'affranchissement, ou bien l'aura privé ou aura contribué à le priver de sa liberté par des moyens subreptices ou violents, sera traité comme trafiquant d'esclaves.

Le Gouvernement pourvoira aux besoins des esclaves et des affranchis.

Les esclaves du sexe masculin seront employés, suivant les circonstances et à leur choix, au service domestique, agricole ou militaire.

Les femmes auront une occupation domestique, soit dans des établissements, dépendant du Gouvernement, soit dans des maisons honnêtes.

Les enfants mâles continueront à être reçus dans les écoles ou ateliers du Gouvernement, et les filles dans les écoles destinees à leur sexe.

Au surplus tout ce qui concernera l'éducation de ces enfants sera spécialement confié à la direction des Gouverneurs d'Alexandrie et du Caire, qui se concerteront avec le Ministère de l'Instruction Publique, en vue des meilleures dispositions à adopter.

Pour les enfants du sexe masculin qui se trouveront dans les provinces, les Inspecteurs Généraux les placeront dans les écoles des provinces. Quant aux filles, elles seront envoyées au Caire.

Au Soudan les esclaves libérés seront également employés, suivant les circonstances et à leur choix, au service agricole, domestique, ou militaire.

Ainsi fait à Alexandrie le 4 août 1877, pour être appliqué à partir de la même date que la susdite Convention.

Le Ministre des Affaires Etrangères
(Signé) CHÉRIF.

Nous, Ismaïl, Khédive d'Egypte, vu l'art. V de la Convention passée entre les Gouvernements de la Grande Bretagne et d'Egypte, le 4 août 1877, pour la suppression de la Traite des Esclaves, avons ordonné et ordonnons ce qui suit: —

Art. 1. La vente des esclaves nègres ou abyssins, de famille à famille, sera et demeurera prohibée en Egypte d'une manière absolue, sur tout le territoire compris entre Alexandrie et Assouan. Cette prohibition aura effet dans sept ans, à partir de la signature de la dite Convention, dont la présente Ordonnance fera partie intégrante. La même prohibition s'étendra au Soudan et aux autres provinces égyptiennes, mais seulement dans douze ans, à dater de la signature précitée.

Art. 2. Toute infraction à cette prohibition de la part d'un individu quelconque, dépendant de la juridiction égyptienne, sera punie de la peine des travaux forcés à temps, dont la durée pourrà varier d'un minimum de cinq mois à un maximum de cinq ans, suivant la décision du Tribunal compétent.

Art. 3. Le trafic des esclaves blancs ou blanches sera et demeurera prohibé sur toute l'étendue du territoire égyptien et dépendances. Cette prohibition prendra effet dans sept ans, à dater de la signature de la Convention sus-rappelée. Toute infraction à la dite prohibition sera punie conformément aux dispositions de l'article 2 qui précède.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice reste chargé de pourvoir en temps utile à l'exécution des présentes.

(Signé) ISMAIL.

Pour ampliation:
Le Ministre des Affaires Etrangères,
(Signé) CHÉRIF.
Alexandrie, le 4 août 1877.

Relazione a S. M. *sul decreto n. 3664 (Serie 3ª).*

SIRE!

Con decreto della M. V. fu aperto il 6 gennaio 1884 un concorso per la compilazione di un'Antologia italiana ad uso delle scuole pratiche e speciali di agricoltura del Regno.

Ventitre furono i manoscritti presentati a tale concorso, e sottoposti all'esame della Commissione a ciò deputata, la quale, pur giudicandone sei degni di considerazione (gli altri non le parvero che lavori mediocri e men che mediocri), non ne trovò alcuno che corrispondesse a tutti gli intenti dichiarati nella relazione che precede l'anzidetto decreto, e non ne potè in conseguenza proporre alcuno come degno di premio (*Gazzetta Ufficiale* del 28 gennaio 1886, numero 22).

Rimanendo ancora nella loro pienezza le ragioni di convenienza e di necessità addotte in quella relazione, stimerei opportuno, pel miglior vantaggio delle nostre scuole, che fosse bandito un altro concorso, nel quale, mantenute ferme le condizioni fondamentali del primo per ciò che spetta ai precisi fini dell'Antologia, si elevasse il premio, per accrescere viemeglio la probabilità che la nuova compilazione riesca conforme al nostro desiderio e al nostro bisogno.

Onde prego che la M. V. voglia degnarsi di apporre la sua Augusta firma a questo schema di decreto.

Il Numero **3664** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto il Nostro decreto del 6 gennaio 1884, n. 1838 (Serie 3ª), col quale fu bandito un concorso per la compilazione di un'Antologia italiana ad uso delle scuole pratiche e speciali d'agricoltura del Regno;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'Agricoltura, Industria e Commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Art. 1. È aperto un concorso per la compilazione di una Antologia ad uso delle scuole pratiche e speciali d'agricoltura del Regno.

Art. 2. È assegnato un premio di lire 1500 all'autore dell'Antologia che da speciale Commissione, nominata dal Nostro Ministro d'Agricoltura, Industria e Commercio, sarà in tutto riconosciuta corrispondente al suo fine.

Art. 3. L'Antologia deve essere consegnata manoscritta al Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio non più tardi del 31 dicembre 1886.

Art. 4. Un particolare manifesto del Nostro Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio determinerà le altre norme opportune concernenti questo concorso.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 7 febbraio 1886.

UMBERTO.

GRIMALDI.

Visto, *Il Guardasigilli:* TAJANI.

Il Numero **3652** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduta la domanda del comune di Alessandria del Carretto per la sua separazione dalla sezione elettorale di Platici e per la sua costituzione a sezione elettorale autonoma;

Veduta la tabella generale delle sezioni dei Collegi elettorali, approvata col R. decreto del 24 settembre 1882, n. 997 (Serie 3ª);

Visti gli articoli 47 e 48 della legge elettorale politica 22 gennaio 1882;

Ritenuto che il comune di Alessandria del Carretto ha 66 elettori politici e che le condizioni della viabilità fra Alessandria del Carretto e Platici sono pessime; per cui riesce molto difficile agli elettori di Alessandria del Carretto l'esercizio del diritto elettorale in Platici,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il comune di Alessandria del Carretto è separato dalla sezione elettorale di Platici ed è costituito in sezione elettorale autonoma del 2° Collegio di Cosenza.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 gennaio 1886.

UMBERTO.

DEPRETIS.

Visto, *Il Guardasigilli*: TAJANI.

Il Numero **3671** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto il Messaggio in data del 16 febbraio 1886, col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei deputati notificò essere vacante uno dei seggi di deputato al Parlamento assegnati al 3° Collegio di Firenze;

Veduto l'art. 80 della legge elettorale politica 24 settembre 1882, n. 999;

Sulla proposizione del Nostro Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il 3° Collegio elettorale di Firenze, n. 51, è convocato pel giorno 14 marzo p. v. affinchè proceda alla elezione di uno dei tre deputati assegnati al detto Collegio.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 21 successivo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 febbraio 1886.

UMBERTO.

DEPRETIS.

Visto, *Il Guardasigilli*: TAJANI.

MINISTERO DELL'INTERNO

Avviso di concorso.

È aperto un concorso per titoli per la nomina triennale di un medico visitatore di 3ª categoria con l'onorario di lire 1000 per l'Uffizio sanitario in Milano.

Gli aspiranti a tale posto debbono far pervenire al Ministero dell'Interno, non più tardi del 15 aprile 1886, le loro domande, corredate dei documenti prescritti dal regolamento 1° marzo 1864 comprovanti:

1° Di avere conseguito in una Università del Regno la laurea di medicina e chirurgia da tre anni almeno;

2° Di avere frequentato assiduamente, per sei mesi almeno, uno dei principali Sifilicomi del Regno, o un Ospedale con apposite sale destinate a cura delle sifilitiche, ed avervi fatto studi clinici sotto la direzione di medici ordinari;

3° Di avere tenuta buona condotta adducendo in prova un certificato del sindaco di ogni comune nel quale hanno fatto dimora nel triennio precedente alla domanda;

4° Di avere compiuto gli anni 25.

Sono riguardati come titoli da valere nel concorso:

L'assistenza prestata in un Sifilicomio od in un Uffizio sanitario del Regno per un anno;

Lo esercizio dell'arte medica nel ramo speciale di malattie veneree o affini;

Le pubblicazioni che trattino di affezioni sifilitiche od affezioni a quelle attinenti.

Roma, il 10 febbraio 1886.

Il Direttore Capo della 5ª Divisione

3 CASANOVA.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Avviso di concorso.

Colle norme prescritte dal Regio decreto 26 gennaio 1882, n. 629, modificato col Regio decreto 11 agosto 1884, n. 2621, è aperto il concorso per la nomina di professore ordinario alla cattedra di estetica, vacante nella R. Università di Napoli.

Le domande su carta bollata ed i titoli indicati in apposito elenco dovranno esser presentati al Ministero della Pubblica Istruzione non più tardi del 30 giugno 1886.

Ogni domanda inviata dopo quel giorno sarà considerata come non avvenuta.

Non sono ammessi i lavori manoscritti.

Le pubblicazioni dovranno esser presentate in numero di esemplari bastevole a farne la distribuzione ai componenti la Commissione esaminatrice.

Roma, 17 febbraio 1886.

Il Direttore capo della Divisione per l'istruzione Superiore

1 G. FERRANDO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(1ª *pubblicazione.*)

Si è dichiarato lo smarrimento della ricevuta rilasciata dalla Intendenza di finanza di Perugia, in data 26 gennaio 1883, col n. 4 ordinale e n. 83 posizione, n. 821 protocollo pel deposito della cartella del consolidato 5 0|0, num. 069812, di lire 25, fatto dal signor Ugo Baduel di Carlo, onde ottenerne il tramutamento in un certificato al suo nome, vincolato per cauzione dovuta da Ambrosi Orazio fu Pietro Paolo, nella sua qualità di usciere giudiziario presso la R. Pretura di Bevagna (Perugia).

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, eseguitesi le pubblicazioni prescritte dall'articolo 334 del regolamento 8 ottobre 1870, n. 5942, ove non intervengano opposizioni, il certificato risultato dal chiesto tramutamento della suindicata cartella sarà consegnato all'interessato signor Baduel Ugo di Carlo, senza obbligo della esibizione della ricevuta smarrita, che rimarrà di nessun valore.

Roma, li 19 febbraio 1886.

Pel Direttore Generale: FORTUNATI.

R. Scuola di applicazione per gli ingegneri in Torino

Classificazione degli allievi *che nell'anno 1885 riportarono il diploma di ingegnere civile, di ingegnere industriale o di architetto, secondo il regolamento approvato con Reale decreto in data 8 ottobre 1876.*

N. d'ordine di classificazione	COGNOME, NOME, PATERNITÀ e PATRIA DEL CANDIDATO	Voti ottenuti nelle prove di profitto di 2° e 3° anno	Voti ottenuti nell'esame generale	TOTALE dei voti
		massimo num. 1200	massimo num. 100	massimo num. 1300
	Ingegneri civili.			
1.	De Nora Michele, da Forlì	1120	100	1220
2.	Roux Eugenio Ernesto, da Nizza Marittima	1118	95	1213
3.	Dell'Arciprete Camillo, da Arielli (Abruzzo Citra)	1103	90	1193
4.	Carbone Agostino, da San Remo (Porto Maurizio)	1103	88	1191
5.	Franzero Giov. Emilio, da Racconigi (Cuneo)	1100	90	1190
6.	Silvestri Dante, da Verona	1079	100	1179
7.	Lubelli Ernesto, da Serrano (Terra di Otranto)	1099	80	1179
8.	Rossi Giuseppe, da Como	1075	95	1170
9.	Sizia Francesco, da Bubbio (Alessandria)	1049	98	1147
10.	Morelli Ettore, da Torino	1052	90	1143
11.	Raseri Cesare, da Savigliano (Cuneo)	1041	95	1136
12.	Campostrini Gio. Antonio, da Verona	1023	100	1123
13.	Negrotti Diofebo, da Lugagnano (Piacenza)	1013	95	1108
14.	Debolini Felice, da Montevarchi (Arezzo)	1002	95	1097
14.	Varrone Carlo, da Carmagnola (Torino)	1002	95	1097
16.	Vivi Adolfo, da Siena	998	95	1093
17.	Belloncelli Pietro, da Mede (Pavia)	999	90	1089
18.	Bosio Ernesto, da Pinerolo (Torino)	987	90	1077
19.	Steri Giuseppe, da Caraglio (Cuneo)	986	80	1066
20.	Maffei Massimo, da Parma	965	97	1062
21.	Masciadri Miro, da Como	964	95	1059
22.	Sgherlino Michele, da Dronero (Cuneo)	980	75	1055
23.	Campili Alfredo, da Terni (Umbria)	958,500	90	1048,500
24.	Macèra Dom., da Rosario di S. Fè (Repubblica Argentina)	968	70	1038
25.	Tarchiani Vittorio, da Firenze	933	95	1028
26.	Pampuri Luigi Camillo, da Vespolate (Novara)	950	78	1028
27.	Ponti Edoardo, da Casteggio (Pavia)	948	75	1023
28.	Varese Giuseppe, da Porto Maurizio	936,500	86	1022,500
29.	Troncone Amilcare, da Mortara (Pavia)	944,500	77	1021,500
30.	Vico Vincenzo, da Casalmaggiore (Cremona)	941	76	1017
31.	Tallero Giuseppe, da Napoli	934	77	1011
32.	Lucifero Giuseppe, da Milazzo (Messina)	928,500	75	1003,500
33.	Camagni Francesco, da Tirano (Sondrio)	913	90	1003
34.	Bedarida Isacco, da Nizza Monferrato (Alessandria)	933	70	1003
35.	Picasso Vittorio Emanuele, da Genova	918,500	80	998,500
36.	Druetti Alessandro, da Chivasso (Torino)	920	78	998
37.	Tedeschi Massimo, da Trieste	911	85	996
38.	Belloc Luigi, da Torino	921,666	70	991,666
39.	Sacerdote Lazzaro, da Vercelli (Novara)	907	80	987
40.	Fabaro Giovanni, da Poirino (Torino)	991	78	979
41.	Orsini Gaddo, da Pisa	895	75	970
42.	Jonghi Carlo, da Ornavasso (Novara)	883	82	965
43.	Solari Giuseppe, da Piacenza	875	85	960
44.	Pomba Giuseppe Luigi, da Torino	879	78	957
45.	Nieddu Pietro, da Nuoro (Sassari)	878	78	956
46.	Pistolese Pietro Antonio, da Trani (Bari)	877,666	75	952,666
47.	Morelli Giacomo, da Montebello (Pavia)	857	85	942
48.	Casoli Ettore, d'Asti (Alessandria)	870	72	942
49.	Malpetti Bartolomeo, da Cavriano (Mantova)	855,333	73	928,333
50.	Saccarelli Paolo, da Casale Monferrato (Alessandria)	853	75	928
51.	Setti Ubaldo, da Finale (Modena)	848,500	78	926,500
52.	Balzaretti Luigi, da Vercelli (Novara)	840	78	918
53.	Meda Giovanni Battista, da Cressa (Novara)	819,500	83	902,500
54.	Bergesio Camillo, da Racconigi (Cuneo)	812,500	80	892,500
55.	Vailati Giovanni, da Crema (Cremona)	815	75	890
56.	Signorelli Ercole, da Genova	814,833	74	888,833
57.	Chiapuzzi Gerolamo, da Varallo (Novara)	799,500	88	887,500
58.	Casanova Angelo, da Sampierdarena (Genova)	815	70	885
59.	Foà Dino, da Parma	792,333	85	877,333
60.	Lo Surdo Giuseppe, da Messina	803,500	70	873,500
61.	Zuccoli Andrea, da Iseo (Brescia)	791,666	78	869,666
62.	Callimaci Augusto, da S. Maria Nova (Ancona)	792	75	867
63.	Molinari Vittorio, da Sampierdarena (Genova)	786,500	72	858,500
64.	Centurione Carlo, da Torino	784,500	70	854,500
65.	Cassinis Francesco, da Torino	780	70	850
66.	Ciompi Umberto, da Pontedera (Pisa)	774,500	73	847,500
67.	Triulzi Silvio, da S. Benedetto Po (Mantova)	775,500	72	847,500
68.	Gramegna Carlo, da Vercelli (Novara)	771,500	75	846,500
69.	Segre Vito, da Torino	765	76	841
70.	Oddone Giuseppe, da Genova	767	70	837
71.	Rafanelli Giovanni Luigi, da Genova	758,500	73	831,500
72.	Massazza Cesare, da Mede (Pavia)	738,916	76	814,916
73.	Cosano Filippo, da Santhià (Novara)	702,666	70	772,666
*	Fairman Erberto, da Boulogne-sur-Mer (Francia)		90	
*	Dall'Armi Vittorio, da Feltre (Belluno)		85	
*	Zazera Giovanni, da Oderzo (Treviso)		83	
*	Alessandrini Davide, da Quistello (Mantova)		80	
*	Brisotto Francesco, da Negrizia (Treviso)		77	
*	Bergamini Edoardo, da Montù de' Gabbi (Pavia)		70	
*	Cugini Giuseppe, da Parma		70	

* Fuori di classificazione per aver superato presso altri Istituti alcuno delle prove di profitto di secondo e di terzo anno.

N. d'ordine di classificazione	COGNOME, NOME, PATERNITÀ e PATRIA DEL CANDIDATO	Voti ottenuti		TOTALE dei voti
		nelle prove di profitto di 2° e 3° anno	nell'esame generale	
		massimo num. 1300	massimo num. 100	massimo num. 1400
	Ingegneri industriali.			
1.	Errera Luigi, da Venezia	12[illegible]5	100	1335
2.	Gatti Enrico, da Novara	1258	95	1303
3.	Beretta Eugenio, da Bergamo	1156	100	1256
4.	Donati Guido, da Firenze	1156	90	1246
5.	Monaco Edoado, da Pezzana (Novara)	1104	88	1192
6.	Colorni Camillo, da Mantova	1083,500	92	1175,500
7.	Pianosi Pietro, da Macerata	987	80	1067
8.	Crova Carlo Angelo, da Asti (Alessandria)	990	75	1065
9.	Garzena Giacinto, da Graglia (Novara)	964	85	1049
10.	Cianciolo Arturo, da Genova	947	86	1033
11.	Chiarella Pietro, da Oneglia (Porto Maurizio)	919,500	85	1004,500
12.	Tabasso Cesare, da Torino	837,666	72	909,666
*	Martini Felice, da Padova		80	
*	Balasso Pietro, da Thiene (Vicenza)		77	

* Fuori di classificazione per aver superato presso altri Istituti alcune delle prove di profitto di secondo e di terzo anno.

N. d'ordine	COGNOME, NOME, PATERNITÀ e PATRIA DEL CANDIDATO	nelle prove di profitto	nell'esame generale	TOTALE
		massimo num. 900	massimo num. 100	massimo num. 1000
	Architetti.			
1.	Devoto Gerolamo, da Cagliari	736,500	70	806,500

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Si scrive per telegrafo da Vienna al *Journal des Débats* credersi generalmente in quei circoli politici che la Convenzione stipulata tra la Porta e la Bulgaria sarà approvata dalle potenze con l'eliminazione delle clausole contro le quali la Russia ha sollevato delle obbiezioni. Quando fossero rimosse le difficoltà a questo riguardo, la conclusione della pace tra la Serbia e la Bulgaria non dovrebbe subire nuovi ritardi, o quest'ultima potenza non metterebbe sul tappeto la questione dell'indennità che per darsi l'apparenza della moderazione rinunziandovi.

Allo stesso giornale si telegrafa da Londra in data 18 febbraio:

« Si dice nei circoli diplomatici che l'opposizione della Russia alla Convenzione turco-bulgara non sia ancora cessata. I negoziati in proposito continuano tra i tre imperi, e la Germania si adopera per ottenere un accordo. Però, siccome per la Germania il mantenimento della triplice alleanza è di un'importanza capitale al punto di stare al disopra di ogni altra considerazione, e siccome essa non ha nella questione dei Balcani un interesse diretto, ne consegue che la sua azione si esercita un po' mollemente, sebbene certe potenze desiderassero ardentemente che la questione avesse una pronta soluzione.

« Soltanto quando si saranno messi d'accordo, i tre imperi tratteranno colla Turchia. Importa ad essi di avere l'unanimità delle potenze prima di aprire i negoziati, sebbene, d'altra parte, non si dissimulino che ogni ritardo frapposto alla soluzione della questione potrebbe provocare delle complicazioni impreveduto. Ma è lecito affermare che le probabilità di una pacifica soluzione sono ora maggiori che non lo fossero da lungo tempo.

« Per quel che riguarda più particolarmente la Grecia, il signor Gladstone e lord Roseberry sono assolutamente decisi di non deviare affatto dalla linea di condotta tracciata da lord Salisbury. »

Telegrafano da Varna, 18 febbraio, al *Temps* di Parigi, che la situazione non ha mutato, e che i tentativi fatti ufficialmente per produrre un accordo diretto tra la Turchia e la Grecia, non hanno ottenuto, finora, alcun risultato notevole.

« Però, aggiunge il telegramma, la partenza precipitata di Feridun-bey, ministro turco ad Atene, dalla capitale greca, si considera come un indizio rassicurante.

« Le truppe turche concentrate a Mustapha-pascià sulla frontiera bulgara ebbero ordine di dirigersi sopra Vranja, dove i serbi concentrano truppe considerevoli.

« Il signor Tsanoff fu ricevuto dal sultano e gli dichiarò che erasi celebrato, in di lui onore, un servizio religioso in tutte le chiese della Bulgaria e della Rumenia, servizio a cui il principe Alessandro aveva assistito a Sofia, unitamente a tutti i suoi alti dignitarii civili e militari. »

Tutte le Camere di commercio di Costantinopoli hanno consegnato alla Porta ed ai rappresentanti delle grandi potenze una protesta contro le ordinanze del governo bulgaro che fa riscuotere ad Hermanly un dazio di entrata dell'8 per cento sulle merci, mentre che le merci medesime hanno già pagato un eguale dazio a Costantinopoli od a Dede-Agatch.

A Londra ebbe luogo il 18 febbraio un banchetto dato dal partito conservatore.

Il marchese di Salisbury, rispondendo ad un brindisi fatto in onore della Camera dei lordi, dichiarò che questa Camera si troverà, quest'anno, di fronte a doveri e responsabilità molto gravi.

« Il signor Gladstone, disse egli, non affronterà immediatamente la questione dell'autonomia in Irlanda, ma procedendo per gradi, proporrà probabilmente un Parlamento irlandese con garanzie multiple. »

Il marchese di Salisbury espresse il convincimento che queste garanzie saranno assolutamente fallaci, però che un Parlamento irlandese usurperebbe gradatamente la supremazia inglese, e gli avversari del signor Parnell si troverebbero ridotti ad una vera schiavitù.

L'oratore dipinge i pericoli che l'ostilità attiva di un governo irlandese creerebbe all'impero britannico in tempo di guerra. « Ma, aggiunse egli, questi pericoli sono di una importanza secondaria, se si paragonano al disonore che vi sarebbe di abbandonare la popolazione leale dell'Irlanda ».

Il marchese di Salisbury spera che la condotta della Camera dei lordi sarà degna delle sue tradizioni storiche.

I fogli inglesi pubblicano la seguente lettera diretta dal signor John Brady, segretario del signor Parnell, al signor Griffin, segretario della sezione della Lega nazionale irlandese a Cardiff, dove doveva avvenire la rielezione di uno dei membri del nuovo gabinetto, sir Edward Reed, assunto al posto di junior-lord della Tesoreria:

« Caro signore, accusando ricevimento della vostra lettera, ho l'onore di informarvi che, secondo il desiderio del signor Parnell e del Comitato esecutivo, noi dobbiamo adesso sostenere i liberali. Sembra assai probabile che noi otterremo da essi qualche soluzione soddisfacente della questione irlandese. In ogni caso, siamo nel nostro diritto punendo i *tories*, i quali, dopo l'appoggio che abbiamo loro prestato, ci hanno ricompensato, proponendo con inusata brutalità, di

applicare all'Irlada nuove misure coercitive, senza alcun motivo, o pretesto.

« Aggradite ecc.

« Firmato: JOHN BRADY. »

Gli stessi giornali pubblicano la risposta di lord de Vesci alla lettera inviatagli da Gladstone, e che anche noi riferimmo sono tre giorni.

Lord Vesci dice di appartenere alla Unione leale e patriotica irlandese, che ha per oggetto di mantenere l'unione legislativa tra la Gran Bretagna e l'Irlanda e di ricercare i mezzi di assicurare il benessere dell'Irlanda, sottoponendo i provvedimenti necessari per un tale scopo al Parlamento britannico.

Osserva poi lord Vesci come un gran numero di membri dell'Unione siano nell'impossibilità di esprimere il desiderio loro che la pace e l'ordine regnino nel paese, ed aggiunge che le persone incaricate di dirigere gli affari della Associazione, come conoscono a fondo e per esperienza ogni cosa che interessi l'Irlanda, esse si faranno un debito di mettere a disposizione del signor Gladstone ogni possibile informazione. Al quale fine pregano il primo ministro di dirigere loro un questionario sui diversi punti da lui accennati nel suo ultimo appello agli elettori.

Ripetute volte i deputati liberali del Parlamento germanico hanno chiesto che ai membri di quest'assemblea fosse assegnata una indennità che permettesse a quelli tra di loro che non hanno beni di fortuna, di esercitare le loro funzioni senza doversi preoccupare dei bisogni della vita. Ma il governo non solo ha sempre combattuto la proposta, ma ha fatto processare, sebbene senza successo, quei deputati i quali accettavano un'indennità dal loro partito.

Un deputato socialista, il signor Hasenclever, ha ripresentato la stessa proposta nella seduta del 17 febbraio del Parlamento. Esso si è studiato di dimostrare che l'indipendenza dei deputati non sarebbe affatto compromessa per il fatto che lo Stato desse loro una modesta indennità; aggiunse che i Parlamenti non erano fatti soltanto per i ricchi, e dichiarò che i deputati democratici-socialisti erano altrettanto orgogliosi di ricevere un'indennità quanto lo erano certi loro colleghi di spendere il loro proprio denaro in favore della cosa pubblica.

Messa ai voti la proposta del signor Hasenclever fu approvata dalla maggioranza del Parlamento. Votarono contro alcuni nazionali liberali, i conservatori liberi ed i conservatori.

Si ha da Madrid che il Consiglio dei ministri deliberò di far pubblicare nella prima settimana di marzo il decreto di scioglimento delle Cortes; di fissare le elezioni in aprile e l'apertura delle nuove Camere a maggio.

Il ministro delle finanze chiese ai suoi colleghi di trasmettergli al più presto il bilancio dei rispettivi dipartimenti, affine di potere fino dalle prime sedute delle nuove Cortes presentare loro il bilancio generale 1886-1887.

Il governo generale di Cuba venne affidato al signor Calleja, un impiegato, dicono i corrispondenti, che non ha alcun vincolo politico e la cui missione consisterà soprattutto nel far prova di una grande tolleranza nelle elezioni della colonia.

Si studia sempre per la consolidazione generale dei debiti cubani, ma si comincierà a consolidare il debito galleggiante di cento milioni, dandovi per garanzia le entrate del bollo a Cuba, e, sussidiariamente, la garanzia della metropoli.

Parecchi membri del Congresso degli Stati Uniti hanno presentato progetti di legge diretti a proibire completamente la immigrazione degli operai chinesi nel territorio dell'Unione.

D'altra parte Chang-Yin-Huan, ministro di China a Washington, ha protestato presso il governo americano contro gli ultimi eccessi di cui i chinesi furono vittime, e si diceva che il Celeste Impero stesse per domandare agli Stati Uniti una riparazione del torto fatto ai suoi connazionali sul territorio della repubblica.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

DUBLINO, 20. — Il ricevimento del nuovo vicerè d'Irlanda diede luogo ad alcuni disordini. Vi furono risse con alcuni feriti

BUCAREST, 20. — Nei negoziati di pace fra la Serbia e la Bulgaria sopravvennero difficoltà, rifiutando la Serbia di presentare alla Conferenza proposte scritte, come i delegati bulgari offrono di fare dal loro canto.

Le difficoltà provengono dal gabinetto di Belgrado e non dal suo delegato Mijatovich, che attende una risposta dal suo governo.

Si spera che il passo fatto da tutti i rappresentanti delle potenze produrrà effetto a Belgrado.

Oggi Mijatowich informò Madjid pascià e Gueschoff di aver ricevuto un telegramma da Garaschanine, il quale lo previene che gli giungerà stasera la risposta della Serbia.

I delegati rinviarono quindi a domani la seduta ufficiale della Conferenza per la comunicazione della risposta della Serbia.

BUCAREST, 20. — Gueschoff ha ricevuto istruzioni formali di non cedere, e di presentare alla Conferenza proposte di pace in scritto, soltanto se Mijatowich presenterà simultaneamente le sue.

LISBONA, 20. — Il nuovo ministero è così composto:

Giuseppe Luciano Castro, presidente del Consiglio e ministro dell'interno;

Veiga Beirão, ministro di giustizia;

Emidio Giulio Navarro, ministro dei lavori pubblici;

Mariano de Carvalho, ministro delle finanze;

Enrico Macedo, ministro della marina;

Barros Gomes, ministro degli esteri;

Visconte di San Januario, ministro della guerra.

COSTANTINOPOLI, 21. — L'ambasciatore di Russia, Nelidoff, presentò ieri alla Porta una Nota, nella quale sono confermate ed accentuate le obbiezioni, diggià conosciute, della Russia contro l'accordo turco-bulgaro.

BARCELLONA, 20. — Proveniente da Genova è qui giunto ieri il piroscafo *Adria*, della Navigazione generale italiana, diretto al Rio della Plata, e proseguì quest'oggi per Cadice.

ATENE, 21. — La notizia pubblicata dal *Temps*, circa l'arrivo al Pireo di una legione di volontari italiani, è assolutamente fantastica.

MADRID, 21. — L'infanta Eulalia è malata d'angina. La celebrazione del suo matrimonio fu quindi differita

SINGAPORE, 21. — Il piroscafo *Birmania*, della Navigazione generale italiana, diretto a Genova, è partito ieri per Colombo.

BELGRADO, 21. — L'assemblea plenaria dei radicali, riuniti a Nisch, si pronunziò contro Garaschanine, e respinse il progetto di unione coi progressisti. Questa decisione rende impossibile l'entrata dei radicali nel ministero.

VARNA, 21. — Si ha da Costantinopoli:

« La Nota che la Porta indirizzò a Belgrado facendo energiche rimostranze per gli armamenti della Serbia, dice che se tali armamenti non cessano, la Bulgaria farà altrettanto, e dichiara categoricamente che, in caso di ripresa delle ostilità, la Turchia difenderebbe la Bulgaria contro la Serbia. La Nota propone pure di far decidere dalle potenze la questione dell'indennità di guerra, insistendo per la pronta conclusione della pace. »

GENOVA, 21. — Oggi ebbero luogo al Politeama Genovese l'inaugurazione della bandiera e la premiazione del tiro a segno nazionale. Vi assistevano tutte le autorità e gran folla. Il presidente Chichizzola pronunziò un applaudito discorso, accennando agli scopi ed ai van-

taggi dell'istituzione. Il prefetto, consegnando la bandiera, disse patriottiche, applaudite parole. Seguì quindi la premiazione.

NEW-YORK, 21. — Il piroscafo *Archimede*, della Navigazione generale italiana, è partito ieri per Livorno.

TORINO, 21. — Ebbe oggi luogo la inaugurazione del Congresso delle Società delle tramvie.

Vi sono convenuti numerosi delegati delle Società stesse.

Le discussioni furono aperte da un discorso del presidente, avvocato Massa.

Venne spedito un telegramma all'onorevole Ministro dei Lavori Pubblici, plaudente alla sua iniziativa di regolare con opportuni provvedimenti le costruzioni e l'esercizio delle tramvie.

LA CANEA, 21. — Stamane è giunta nella baia di Suda la corazzata *Friedrich-Karl*.

CALLAO, 21. — E arrivato ieri il piroscafo *Giava*, della Navigazione generale italiana, proveniente da Valparaiso e Montevideo.

BUCAREST, 21. — Mijatovic ha ricevuto un telegramma da Garaschanine, che lo autorizza a presentare alla Conferenza in iscritto le proposte serbe per la pace, simultaneamente alla presentazione di quelle bulgare pure in iscritto.

Lo scambio delle proposte fra i delegati serbo e bulgaro si farà domani.

Questo risultato si attribuisce all'azione collettiva dei rappresentanti delle potenze a Bucarest.

PARLAMENTO NAZIONALE

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Sabato 20 febbraio 1886

Presidenza del Presidente BIANCHERI.

La seduta comincia alle 2 15.

UNGARO, segretario, legge il processo verbale della seduta di ieri, che è approvato.

Votazione a scrutinio segreto di tre disegni di legge.

UNGARO, segretario, fa la chiama.

PRESIDENTE. Si lasceranno le urne aperte.

Svolgimento d'interrogazioni e d'interpellanze.

VOLLARO svolge la seguente domanda d'interpellanza:

« Il sottoscritto domanda d'interpellare il Ministro dell'Interno e il Ministro delle Finanze sulla esecuzione della legge 8 luglio 1883 pei danneggiati politici delle provincie meridionali. »

Ricorda le discussioni avvenute alla Camera su questo argomento, e specialmente quella importantissima fatta sopra petizioni mandate alla Camera.

Nel giugno 1882 si rinnovò la discussione a proposito di un capitolo del bilancio dell'Interno.

Finalmente fu presentato un disegno di legge, che diventò legge il dì 8 luglio 1883, con la quale appunto si provvede assai insufficientemente a questi danneggiati politici, e ciò dimostra citando le somme finora spese e il numero scarso di famiglie sovvenute.

A giudicare dall'andamento dei lavori della Commissione incaricata di esaminare le domande dei danneggiati, non prima del 1888 potranno essere compiute queste operazioni preliminari.

Intanto si è trovato modo di lesinare ritardando e frazionando i pagamenti che, a rigore di legge, dovevano farsi a questi danneggiati.

Onde i pagamenti che si faranno, quando saranno esaminate tutte le domande, si ridurranno a lire 42 annue per danneggiato, mensili 3 50 lorde e netto un soldo al giorno. E ciò di fronte a molti milioni di danni accertati.

Eppure le somme destinate a quei danneggiati dal dittatore Garibaldi furono realizzate dal Governo italiano!

D'altra parte quelle somme costituivano un capitale da pagarsi per risarcimenti e non un fondo di pensioni o di sussidi; tale era invece quello dipendente da un decreto 17 gennaio 1861 di Re Vittorio Emanuele, che, al pari di quello del dittatore Garibaldi, non ebbe esecuzione.

E così si cadde nella contraddizione di estinguere, colla legge 26 marzo 1885, crediti per danni di guerra che non avevano una assegnazione in bilancio; mentre non si dà, quando si dia, che una meschina pensione ai creditori napoletani e siciliani per i quali era stabilita una somma di 26 milioni.

MAGLIANI, Ministro delle Finanze, non può rilevare le censure che l'interpellante ha diretto alla legge 8 luglio 1863; e, limitandosi a raccogliere gli appunti da lui mossi all'esecuzione di quella legge, risponde: che le pensioni liquidate non potevano decorrere che dall'approvazione del successivo bilancio; che gli assegni sono adeguati alla somma disponibile; che non si può far rivivere il decreto luogotenenziale del 1861, il quale era inteso a provvedere in parte all'inesecuzione dei precedenti decreti del dittatore, onde la legge del 1883 fu diretta ad eseguire quei provvedimenti; che non vi è alcuna analogia fra il rimborso dei prestiti provvisorii della Lombardia, della Venezia e della Toscana e il risarcimento dei danni patiti per la libertà; che, infine, se la Camera lo vorrà, non esiterà a pubblicare i nomi dei pensionati di grazia.

VOLLARO non richiede la nota delle pensioni di grazia, che è già pubblicata, ma quella delle pensioni date in appoggio al decreto del 1861, le quali sono state tutte concesse illegalmente, contrariamente alle prescrizioni di quel decreto, e tome che siano state accordate a chi ad esse non aveva diritto.

Non consente poi per nulla nella interpretazione data dal Ministro della legge del 1883, la quale non ha menomamente abrogato nè il decreto dittatoriale nè il luogotenenziale.

GRIMALDI, Ministro di Agricoltura e Commercio, essendo stato relatore della legge del 1883, dichiara che l'interpretazione ad essa data dal Ministro delle Finanze corrisponde perfettamente all'intendimento della Commissione; perchè il Governo non accolse la proposta della Commissione di dedurre dal fondo da assegnarsi le somme costituite dalle pensioni in corso per i danneggiati politici, e preferì aumentare l'assegno, comprendendosi però gli assegni ai danneggiati politici che erano allora in corso.

DI SAN DONATO, invitato ripetutamente dall'onorevole Vollaro, dichiara che è perfettamente vero che egli ha richiesto ripetutamente l'elenco di quelli che hanno goduto degli assegni accordati dal decreto del 1861, e che stima poco corretto che si ignorino i nomi dei pensionati dallo Stato.

MAGLIANI, Ministro delle Finanze, pubblicherà quell'elenco.

VOLLARO, non essendo soddisfatto, presenta una risoluzione.

NICOTERA prega l'on. Vollaro di non insistere in una proposta che verrebbe innanzi alla Camera in un momento poco opportuno; quando le Commissioni avranno compiuto il loro lavoro, si potranno meglio apprezzare gli effetti della legge del 1883 e si vedrà che la legge stessa non ha raggiunto lo scopo che Governo e Parlamento si proponevano.

VOLLARO non insiste perchè sia ora stabilito il giorno in cui dovrà discutersi la sua risoluzione.

TAJANI, Ministro Guardasigilli, prega l'on. Aventi di differire a sabato prossimo lo svolgimento della sua interpellanza sull'amministrazione della giustizia penale.

AVENTI acconsente all'invito del Ministro.

ROUX, anche in nome dell'on. Savini, svolge la seguente domanda d'interrogazione:

« I sottoscritti chiedono d'interrogare il Ministro degli Affari Esteri sopra la tutela accordata agli interessi e alle persone dei connazionali nella Colombia. »

Dopo aver rammentato la petizione degli eredi di Vincenzo Caetani, intorno alla quale la Camera esortava il Ministro degli Affari

Esteri ad usare i mezzi diplomatici perchè a quegli eredi fosse resa giustizia dal Governo della Repubblica Argentina; espone altri fatti nei quali, a suo modo di vedere, è impegnato il nostro onore nazionale.

Ricorda i saccheggi impunemente patiti dai molti italiani residenti a Colon e a Bogota, con un danno di oltre due milioni, affermando che essi, per mancanza di rappresentanti italiani, dovettero rivolgersi, ma senza risultato, alla protezione del Consolato francese.

Domanda a che punto siano le pratiche fatte per ottenere dal Governo della Colombia l'indennizzo dei danni.

Più specialmente, poi, ricorda i danni patiti da Ernesto Cerruti, a cui furono saccheggiati e confiscati i beni e fatto soffrire angherie di ogni maniera; narra le trattative che, in proposito, corsero tra il Governo della Colombia e i rappresentanti d'Italia e della Spagna, interpostisi come mediatori, e domanda categoriche spiegazioni e precise notizie al Ministro degli Affari Esteri.

Deplora che i nostri numerosi connazionali nella Colombia e in altre parti dell'America meridionale siano dimenticati dalla madre patria, e ritiene che uno Stato come il nostro non possa fare a meno di accordar loro la più energica protezione.

Attende la risposta del Ministro.

ROBILANT, Ministro degli Affari Esteri, dichiara di avere la più viva simpatia per le colonie italiane dell'America del Sud, e crede che questa dichiarazione basti a far comprendere alla Camera come egli sia disposto a proteggere quei cittadini italiani ivi residenti, che ne siano meritevoli, in tutti quei modi consentiti dalle leggi di quei paesi e conciliabili con interessi maggiori.

In quanto alla vertenza degli eredi di Vincenzo Caetani, dice che, per le leggi vigenti nell'Argentina, non crede facile risolverla; ha già intavolato trattative e non potrebbe ancora dir niente sui probabili risultati.

Quanto all'odissea del signor Cerruti, ammette la veridicità dei fatti narrati dall'onorevole Roux, ma deve dire che si tratta di una questione molto complessa e delicata.

È però gravissimo il fatto che al Cerruti siano stati confiscati i beni prima ancora che fosse intervenuto il giudizio dei Tribunali.

Espone le trattative fatte dal Governo, facendo notare che furono già mandati nella Colombia alcuni legni italiani da guerra con la missione di tutelare i nostri interessi.

La mediazione della Spagna fu accettata solamente in principio, e col patto che le trattative dovessero aver luogo a Madrid; che, entro sei mesi, la vertenza debba essere risoluta; che intanto non sia molestato il signor Cerruti; che infine si escluda l'incidente di Bonaventura dove però deve dichiarare che non fu punto offesa la nostra bandiera.

Parlando in linea generale, dice che non può il Governo provvedere a tutti i casi che possono succedere agli italiani che vanno nell'America del Sud, dove le leggi, e più la loro applicazione, lasciano molto a desiderare; ma quel che non può fare il Governo d'Italia, non può farlo neanche nessun altro Governo.

Ma certamente il Governo non è disposto a tollerare troppo. E dopo avere esauriti tutti i mezzi della diplomazia, ricorrerà ad altri mezzi più energici e più solidi. Solamente, quel giorno bisognerà pensare da quale di quelle repubbliche dovremo incominciare. (Bene! — Si ride). È disposto, se la Camera lo crede, a dare altri schiarimenti, non essendo, in questo, obbligato a fare delle riserve. (Vive approvazioni).

ROUX dice che la risposta dell'onorevole Ministro ha superato le sue aspettative. Gli raccomanda di fare in modo che, dopo esaurite le trattative per l'affare Cerruti, si esauriscano altre consimili vertenze.

Confida che la parola del Ministro sarà udita nelle colonie italiane nell'Africa del Sud, e che i membri che le compongono gli saranno riconoscenti. (Bene!).

SANI SEVERINO svolge la seguente interrogazione:

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il Ministro dei Lavori Pubblici sul ritardo nell'esecuzione della legge sopra i porti, fari, ecc. »

Ricorda le interrogazioni svolte dagli onorevoli Placido e Della Rocca, e domanda spiegazioni al Ministro intorno al ritardo nell'esecuzione della legge sui porti, e in ispecie sopra una lettera da lui diretta alla Deputazione provinciale di Ferrara relativa al suo concorso nella spesa dei porti lungo l'estuario veneto.

GENALA, Ministro dei Lavori Pubblici, nega che ci sia ritardo nell'esecuzione della legge sui porti, la cui applicazione, però, è notevolmente difficile, per cause dipendenti dal nostro organismo amministrativo.

Prega l'onorevole Sani di riservare le sue critiche alla classifica dei porti a quando sarà finita. E fino a quando non sarà finita, bisogna applicare la legge ora vigente: ecco la spiegazione della lettera accennata dall'onorevole Sani. Certo è che la provincia di Ferrara, se avrà indebitamente pagato, sarà rimborsata.

SANI SEVERINO risponde che si sarebbe potuto, nonostante i ritardi amministrativi, abbreviare il ritardo. In quanto al resto, prende atto delle dichiarazioni del Ministro.

PRESIDENTE dichiara chiusa la votazione.

(I segretari Fabrizj, Di San Giuseppe, Mariotti e Melodia numerano i voti).

Risultamento della votazione a scrutinio segreto sui seguenti disegni di legge:

Approvazione degli accordi postali stipulati a Lisbona:

Favorevoli 186
Contrari 52

(È approvato).

Proroga del termine relativo agli sgravi ed agli aumenti provvisori di alcuni tributi:

Favorevoli. 172
Contrari 66

(È approvato).

Modificazioni alla legislazione sugli scioperi:

Favorevoli 117
Contrari 121

(È respinto — Commenti.)

SCIACCA DELLA SCALA svolge la seguente interpellanza:

« Il sottoscritto chiede d'interpellare l'onorevole Ministro d'Agricoltura e Commercio circa i provvedimenti per combattere la diffusione della fillossera. »

Espone i molti inconvenienti che il sistema finora seguito ha prodotti, e domanda se il Ministro intenda adottare il metodo curativo che fu consigliato dalla Commissione inviata in Francia, e chiede categoriche spiegazioni all'onorevole Ministro, trattandosi di una questione della più alta importanza.

GRIMALDI, Ministro di Agricoltura e Commercio, risponde che il Governo ha seguito sempre il metodo consigliato dalla Commissione consultiva, metodo, d'altronde, che ha prodotto buoni effetti, o che almeno ha scongiurato danni maggiori.

Quanto all'avvenire dichiara che studierà subito, insieme con la Commissione, i risultati delle esperienze fatte in Francia pel metodo curativo, e riconosce l'utilità di introdurre le viti americane, alla cui diffusione si è sempre adoperato con la massima cura.

SCIACCA DELLA SCALA si dichiara soddisfatto, e ricorda la Commissione parlamentare d'inchiesta nominata appunto per la fillossera.

GRIMALDI, Ministro di Agricoltura e Commissione, risponde che non potrà non tener conto delle conclusioni a cui questa Commissione è venuta. Prega di rimandare, per consenso dell'onorevole Toaldi, l'interrogazione da lui presentata.

DEMARIA, anche a nome degli onorevoli Favale, Frola e Roux, svolge la seguente interrogazione:

« I sottoscritti chiedono d'interrogare l'onorevole Ministro dei Lavori Pubblici sulle guarentigie adottate per la migliore applicazione dell'articolo 21 della legge sulle Convenzioni ferroviarie ai contratti di appalti per le provviste del materiale. »

Ricorda che, discutendosi le Convenzioni, la Camera fu unanime nel volere sicuramente garantite le industrie italiane. Invece sono avve-

nuti certi fatti dai quali si può ragionevolmente ritenere che le disposizioni della legge siano state violate.

Cita, ad esempio, un'ordinazione data a fabbriche svizzere di venti vetture di prima classe.

Invoca provvedimenti atti a impedire il rinnovarsi di simili irregolarità, e chiede di sapere quale sia l'interpretazione che il Governo intende dare all'articolo 21 della legge sulle Convenzioni

GENALA, Ministro dei Lavori Pubblici, dichiara d'esser lieto di poter smentire solennemente una quantità di dicerie corse in proposito. L'articolo 21 della legge delle Convenzioni è, per quel che concerne l'esercizio delle ferrovie, esattamente applicato.

Il Governo però aveva facoltà di spendere 15 milioni per acquisto di materiale mobile; e siccome c'era urgenza immediata di avere 20 vetture di prima classe, furono dovute ordinare all'estero non potendo l'industria italiana consegnarle subito. Per tutte le altre provviste, le ordinazioni furono date in Italia, avendo la nostra industria, col 5 per cento di protezione, vinto la concorrenza dell'industria estera.

Quanto all'interpretazione da dare all'articolo 21, dice che si applicano scrupolosamente le norme generali della legge di Contabilità.

DEMARIA è soddisfatto della risposta dell'onorevole Ministro.

PRESIDENTE annunzia le due seguenti domande d'interrogazione:

« Il sottoscritto desidera interrogare l'onorevole Presidente del Consiglio, Ministro dell'Interno, sui criteri dirigenti l'esecuzione della legge (gennaio 1885) sul risanamento della città di Napoli.

« Di San Donato. »

« I sottoscritti desiderano d'interrogare l'onorevole Presidente del Consiglio per sapere se intenda presentare un progetto di legge a favore dei medici morti nella cura di epidemie.

« Parona, Turbiglio. »

DEPRETIS, Presidente del Consiglio, dirà lunedì se e quando intenda di rispondere.

DI SAN DONATO prega il Presidente del Consiglio di ricordarsi di questa interrogazione nel caso gli pervengano proposte in proposito.

GENALA, Ministro dei Lavori Pubblici, presenta la sedicesima relazione sulle strade comunali obbligatorie.

La seduta è levata alle 6 35.

Nel *Resoconto sommario* di venerdì si stampò che il deputato Cavalli propose di mantenere la pena del carcere in vece di quella della detenzione, che non trovasi fra le pene contemplate dal Codice vigente.

E il deputato Di San Giuliano osservò che la parola *detenzione* era stata già approvata nell'articolo 2 del disegno di legge.

SCIENZE, LETTERE ED ARTI

L'ESPOSIZIONE ARTISTICA DEI METALLI.

I.

Nella magistrale relazione che a illustrare la mostra retrospettiva e contemporanea di suppellettili artistiche intagliate e intarsiate dettò il suo principale professore ordinatore Raffaele Erculei, e ne resta solenne documento, si legge: « Abbiamo fiducia che la seconda Esposizione parziale di industrie artistiche, organnizzata con maggior tranquillità, con maggior tempo, colla esperienza della prima, sia per vincere in ricchezza e in importanza la Mostra delle opere intagliate e intarsiate ». Il prognostico doveva lietissimamente avverarsi per la mostra degli oggetti artistici di metallo, condotta anch'essa a *glorioso porto* per cura della Direzione del Museo artistico industriale di Roma, e che si inaugurò or sono pochi giorni.

La Mostra è infatti riuscita splendidamente. La munificenza del Re e de' suoi Ministri, e in ispecie l'efficace patronato dell'eminente uomo che è Ministro dell'Industria, l'amore per le arti dei vari sodalizi italiani anche non artistici, di insigni collezionisti, di valenti artefici di ogni parte d'Italia, il desiderio in tutti di contribuire al progresso delle industrie artistiche, causa di perfezionamento morale e di prosperità economica nei paesi civili, infine la solerzia intelligente e infaticabile di chi è a capo del Museo industriale, hanno armonicamente cooperato a questo risultato. Si potè raggiungere il programma che il Comitato s'era prefisso: indicare cioè ai produttori moderni quanto gli antichi fossero perfetti nei loro sistemi ornamentali: istituire un fecondo parallelo fra il lavoro moderno e l'antico, e dall'insegnamento del passato trarre argomento di progresso per l'avvenire delle arti nazionali.

Ora noi vorremmo dare ai nostri lettori una assai sommaria illustrazione delle principali cose che si ammirano in questa Esposizione, sia rispetto ai veri tesori d'arte antica che si sono radunati, sia per quanto riguarda la bella mostra che vi fa di sè l'odierna industria artistica italiana. A farlo con maggior chiarezza gioverà premettere quali siano stati i precedenti tentativi di consimili esposizioni, e brevissimamente, quali siano le nobili tradizioni dell'arte italiana per questa parte dei metalli.

L'obbietto di queste Mostre parziali è quello di coadiuvare gli sforzi di coloro che vogliono far progredire il lavoro nazionale, di eccitare l'emulazione fra gli artisti, di generalizzare il sentimento del bello, di affinare il gusto delle classi agiate; in breve, di migliorare le condizioni economiche e la cultura del paese.

È superfluo dire quale vantaggio traggono da queste Mostre parziali coloro che esercitano industrie artistiche. Essi possono, almeno una volta nella vita, aver sott'occhio la storia dell'arte loro nei suoi più preziosi monumenti, trarre ispirazioni dal lavoro degli antichi, trovarvi tipi eletti da imitare, guida sicura a nuovi progressi.

È colle esposizioni e le scuole che l'Inghilterra ha incomparabilmente migliorate le sue manifatture, che la Francia lotta strenuamente per non perdere il primato nelle industrie artistiche, che l'Austria, la Germania, il Belgio vanno conquistando il loro posto fra i consumatori d'Europa.

L'Italia, giunta ultima in questa guerra di civiltà, può riguadagnare il tempo perduto, solo che si guardi intorno, che rivolga la sua attenzione ai modelli lasciatile dai maestri del Rinascimento, e si persuada che la genialità naturale dell'uomo e del paese non bastano a fare un artista perfetto, ma è d'uopo vi concorrano il lavoro, la perseveranza, lo studio.

Già a Londra, per cura del *South Kensington Museum*, a Parigi per iniziativa della *Union Centrale des beaux arts appliqués à l'industrie*, in Germania per impulso di musei congeneri al nostro di Roma o di Società di cultori ed amatori di arti belle, si suole, a periodi determinati, fare esposizioni retrospettive e contemporanee di speciali industrie artistiche. Quanto ai metalli, due specialmente se ne fecero finora, delle quali, la prima a Parigi nel 1880 al *Palais de l'industrie*.

Essa comprendeva un museo storico d'arte metallica, una larga esposizione di prodotti moderni, i saggi delle scuole di disegno di Parigi e dei dipartimenti: il passato, il presente, l'avvenire dell'arte metallica in Francia.

Restò viva la memoria in tutti quelli che visitarono quella Mostra dei bronzi d'arte, dei lavori in acciaio, degli utensili smaltati ed intarsiati delle riproduzioni indiane, cinesi e giapponesi, delle imitazioni degli antichi smalti di Limoges.

L'attrattiva maggiore della Mostra di Parigi era indubbiamente costituita dal salone orientale del Museo retrospettivo. L'estremo Oriente vi era rappresentato dagli oggetti lavorati in China e al Giappone; poi successivamente da tutte le arti arabe coltivate nelle varie epoche, dall'Asia fino a Cordova, e perfino a Venezia. I grandi vasi cinesi e giapponesi davano una nota di carattere chiaro e gaio all'insieme di quella sala tappezzata di bronzi anneriti dall'artistica *patina* del tempo. La miscela dei colori chiari e vivaci ai colori cupi fermavano l'attenzione del visitatore, e gli davano un'idea dell'originalità e della bizzarria dell'arte cinese e giapponese, la cui lavorazione in bronzo rimonta fino a quattromila anni or sono.

Inestimabili tesori sfoggiava poi quel Museo in fatto di numismatica e di scoltura in bronzo dell'antichità classica.

Quanto agli smalti vi figuravano, oltre a quelli celebri di Limoges, anche quelli italiani del XIII secolo della collezione Castellani. Ma l'Italia era più splendidamente rappresentata dalle opere di scoltura in bronzo e di oreficeria.

V'era il *Martirio di San Sebastiano*, una delle più belle opere del Donatello, una bella riproduzione del secolo XV del Marc'Aurelio capitolino, opere di Giovanni da Bologna e dei suoi allievi, e del sommo Benvenuto.

Un'altra Esposizione artistica internazionale di metalli si tenne nello scorso anno a Norimberga, sotto il patronato del re Luigi di Baviera. Nella quale figurò degnamente anche la moderna industria artistica italiana, avendovi inviato notevoli mostre, fra gli altri il Bencinelli e il Rinaldini di Firenze, il Pierret di Roma, il Cacciapuoti di Napoli, ecc. ecc.

Le più antiche tradizioni dell'arte italiana nella lavorazione dei metalli rimontano agli Etruschi, i quali pare abbiano conosciuto il modo di fonderli fino dai più remoti tempi. Le statue di bronzo nelle loro città erano così numerose che i romani ne contarono perfino duemila. Le facciate dei loro tempii erano decorate da statue in bronzo dorato; ne facevano anche di colossali, ma soprattutto un grandissimo numero di statuette, di vasi, di lampade, di specchi, di tripodi. Sebbene gli Etruschi possedessero in grado assai minore dei Greci il sentimento della bellezza e purezza delle forme, pure si deve loro qualche statua bellissima, qual'è quella detta dell'*Oratore*, conservata nel Museo di Firenze.

L'oreficeria degli Etruschi fu poi famosa nell'antichità: a proposito della quale è curioso notare come si rilevi dalle loro opere come la corona che diventò per i popoli moderni d'occidente emblema della dignità regale, era per gli antichi un qualunque gioiello che faceva parte dell'acconciatura, come il braccialetto o il collare.

I Romani. Anche per questa come per le altre arti, quando si parla delle loro opere artistiche, s'intende sempre dell'epoca imperiale, poichè prima di essa l'arte romana è costituita solo da opere di stile etrusco o greco. Bellissime statue in bronzo, magnifici busti e una infinità di statuine rappresentanti divinità o personaggi più o meno storicamente illustri caratterizzano quest'epoca che fu brillantissima fino ai principi della Siria, coi quali cominciò la decadenza che divenne massima con Costantino. Si fusero in bronzo immensi colossi, come quella statua di Nerone, opera dello scultore gallo Zenodoro, che misurava l'altezza di ben 35 metri.

La costumanza delle apoteosi faceva sì che gli artisti associassero spesso il ritratto del personaggio col dio al quale era assimilato: è perciò che gli imperatori sono spesso rappresentati tutti nudi o cogli attributi d'una divinità. Durante tutta l'epoca imperiale, si fecero degli splendidi mobili di metalli preziosi, dei quali però disgraziatamente non è rimasta traccia se non nelle descrizioni degli scrittori. Ci restano invece numerosi tipi di oreficeria e di armi romane, posseduti specialmente dal Museo di Napoli, e importanti collezioni della numismatica romana.

Medio Evo. — Il cambiamento di culto religioso che segnalò l'ultimo periodo della storia romana fece sì che a un tratto gli edifizi religiosi cristiani fossero ricchissimamente decorati. Candelabri e lampade in rame e in bronzo ornarono le chiese cristiane come avevano ornato i tempii pagani. La liberalità degli imperatori, le ricchezze dei neofiti, la pietà dei fedeli vi portarono vere magnificenze.

Spesse volte i barbari saccheggiarono i tesori racchiusi negli edifizi religiosi italiani, ma i barbari si convertivano presto e rendevano alle chiese le ricchezze rubate. Ciò è l'opulenza nella quale amavano vivere fecero sì che la fabbricazione degli oggetti metallici di lusso non cessasse mai in Italia durante le invasioni. Moltissime delle opere di quest'epoca sono però esclusivamente di stile bizantino, e fatte a Costantinopoli. Le memorie più schiettamente italiane si riferiscono ai monaci di Montecassino, i quali si mantennero fedeli alle tradizioni dell'arte classica romana, mentre lo stile bizantino dominò a Venezia durante tutto il medio evo. Gli oggetti che gli orefici fabbricavano in maggior numero erano i reliquiari d'ogni specie e d'ogni forma, taluni raffiguranti un castello, altri una cappella, una coppa, un vaso.

Le idee del rinascimento artistico si svilupparono, prima che altrove, nell'Italia centrale, e Siena, Pisa, Firenze ne furono i primi focolari. In queste città gli artisti lavoravano come si fa nelle botteghe da orefice, e l'educazione che ricevevano era talmente solida, che gli apprendisti ne uscivano capaci non solo di compiere a piacere statue o vasi, gioielli o medaglie, ma molti di essi diventavano anche pittori o architetti. Da questo momento abbondano i tesori dell'oreficeria religiosa, che giunsero fino a noi. Venezia, Verona, Monza, Milano, Pordenone, Firenze, Perugia, Orvieto, Siena li mostrano anche oggi con orgoglio. Fino a tutto il secolo XIV possediamo poche opere artistiche italiane in metallo che non siano di oreficeria da chiesa; ma giunti al XV ci si affacciano i più grandi nomi della scultura: e primo della serie, il Donatello, colle sue bellissime statue in bronzo, fra le quali un capolavoro di eleganza e di verità è il *Davide vincitore di Golia*. Di quest'epoca sono le celeberrime porte istoriate del Battistero di Firenze, opera del Ghiberti, sono il Verrocchio autore del monumento a Colleoni in Venezia, maestro di Leonardo, il Pollaiuolo, ecc.

Una grande importanza nella rinascenza artistica italiana ha anche l'incisione delle medaglie, molte delle quali furono ritenute autentiche dell'antichità romana o greca, tanto ne era perfetta l'imitazione. Altre riproducevano splendidamente l'effigie dei personaggi storici dell'epoca. U. D.

NOTIZIE VARIE

Bollettino Consolare. — Ecco l'indice delle materie contenute nel fascicolo primo (gennaio 1886) del *Bollettino Consolare*, pubblicato per cura del Ministero per gli Affari Esteri:

« Leggi e condizioni economiche della Serbia nel 1884-1885 - (Leggi e finanze - Banche - Commercio) ». — Rapporto del signor avvocato Fedele De Novellis, addetto alla R. Legazione in Belgrado, comunicato dal conte Vittorio Sallier de la Tour, inviato straordinario e Ministro plenipotenziario a Belgrado.

« Commercio e prodotti del distretto di Bona (Algeria) - Stato comparativo della importazione ed esportazione negli anni 1883-1884 dal porto di Bona nelle sue relazioni col commercio dell'Italia ». — Rapporto del cav. avv. Fiorenzo Zocchi, Regio viceconsole a Bona (Algeria), trasmesso dal comm. Ippolito Garrou, Regio console generale in Algeri.

« Rapport sur les ressources de Madagascar au point de vue de la colonisation », par M. D. Maigrot, consul Royal d'Italie à Tamatave.

« Renseignements sur la récolte des betteraves et la production du sucre en Allemagne », par M. le chev. G. Karow, consul R. d'Italie à Stettin.

« Raccolta dei vini in Francia nel 1885 ». — Notizie del cavaliere R. Provenzal, R. console a Bordeaux.

« Relazione sulla Esposizione internazionale di lavori in metalli preziosi e di bronzo e loro imitazioni in Norimberga (1885) », del cav. Teodoro Schilling, R. console a Norimberga.

« Rapporto sul movimento commerciale nel porto e nella Presidenza di Bombay durante l'anno amministrativo 1884-1885 - Prezzi medii dei principali generi esportati ed importati nel porto di Bombay, quarto trimestre 1885 - Movimento della navigazione italiana nel porto di Bombay, dal 1° gennaio al 31 dicembre 1885 », del cav. Francesco Bozzoni, R. console a Bombay.

« Movimento della marina italiana nella rada di Salonicco durante l'anno 1885 », del nob. avv. Pietro Baroli, R. viceconsole reggente il R. Consolato a Salonicco.

« Disposizioni consolari ».

BOLLETTINO METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 20 febbraio.

Stazioni	Stato del cielo 8 ant.	Stato del mare 8 ant.	Temperatura	
			Massima	Minima
Belluno	3/4 coperto	—	7,5	—2,7
Domodossola	coperto	—	7,2	—1,1
Milano	coperto	—	8,5	0,3
Verona	coperto	—	8,1	5,6
Venezia	coperto	calmo	10,0	1,2
Torino	coperto	—	6,3	2,0
Alessandria	coperto	—	4,6	0,9
Parma	coperto	—	6,5	2,2
Modena	coperto	—	7,5	2,9
Genova	coperto	calmo	11,7	5,7
Forlì	coperto	—	7,0	3,8
Pesaro	coperto	legg. mosso	7,0	5,3
Porto Maurizio	coperto	calmo	11,8	6,3
Firenze	3/4 coperto	—	12,6	3,9
Urbino	coperto	—	6,5	3,0
Ancona	coperto	calmo	8,0	5,5
Livorno	1/2 coperto	calmo	14,1	6,8
Perugia	3/4 coperto	—	11,6	2,9
Camerino	nebbioso	—	5,9	2,9
Portoferraio	coperto	legg. mosso	13,0	7,2
Chieti	coperto	—	9,1	2,2
Aquila	coperto	—	10,3	2,9
Roma	coperto	—	14,9	8,0
Agnone	piovoso	—	8,3	2,7
Foggia	3/4 coperto	—	12,1	3,1
Bari	sereno	calmo	11,7	5,5
Napoli	coperto	calmo	14,0	9,1
Portotorres	3/4 coperto	calmo	—	—
Potenza	1/2 coperto	—	7,2	1,1
Lecce	sereno	—	13,4	6,2
Cosenza	1/4 coperto	—	13,0	7,0
Cagliari	1/4 coperto	legg. mosso	17,0	8,0
Tiriolo	—	—	—	—
Reggio Calabria	1/2 coperto	calmo	14,8	10,0
Palermo	coperto	calmo	17,7	7,2
Catania	1/4 coperto	mosso	11,1	12,2
Caltanissetta	coperto	—	10,6	2,9
Porto Empedocle	1/2 coperto	calmo	16,1	9,2
Siracusa	1/2 coperto	agitato	13,8	7,0

REGIO OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO
20 febbraio 1886.
Altezza della stazione = m. 49,65.

	8 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0 e al mare	762,8	762,9	762,0	762,3
Termometro	9,2	11,1	12,0	9,5
Umidità relativa	89	82	74	83
Umidità assoluta	7,76	8,14	7,71	7,34
Vento	calmo	SSE	SSE	ENE
Velocità in Km.	0,0	5,0	1,0	4,0
Cielo	nuvoloso	nuvoloso pioggia	nuvoloso pioggia	nuvoloso pioggia

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Mass. C. = 12,7 R. = 10,16 - Min. C. = 8,0 - R. = 6,40.
Pioggia in 24 ore, mm. 3,1.

BOLLETTINO METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 21 febbraio.

Stazioni	Stato del cielo 8 ant.	Stato del mare 8 ant.	Temperatura	
			Massima	Minima
Belluno	coperto	—	6,5	—2,5
Domodossola	coperto	—	6,1	—
Milano	piovoso	—	7,7	3,0
Verona	piovoso	—	8,1	4,8
Venezia	coperto	calmo	7,9	0,9
Torino	coperto	—	7,0	2,7
Alessandria	piovoso	—	6,1	2,8
Parma	piovoso	—	6,4	2,7
Modena	piovoso	—	7,6	3,6
Genova	piovoso	legg. mosso	8,5	5,3
Forlì	piovoso	—	7,4	4,8
Pesaro	coperto	legg. mosso	9,0	6,3
Porto Maurizio	coperto	calmo	11,4	8,4
Firenze	piovoso	—	13,7	7,0
Urbino	nebbioso	—	6,0	3,0
Ancona	coperto	calmo	9,8	6,8
Livorno	3/4 coperto	calmo	14,7	6,8
Perugia	coperto	—	10,9	4,0
Camerino	1/2 coperto	—	5,5	3,0
Portoferraio	3/4 coperto	mosso	12,8	9,2
Chieti	coperto	—	8,8	2,2
Aquila	coperto	—	8,8	3,3
Roma	coperto	—	12,7	8,9
Agnone	coperto	—	6,4	2,8
Foggia	1/4 coperto	—	13,0	6,7
Bari	3/4 coperto	calmo	11,7	5,4
Napoli	coperto	calmo	11,8	8,4
Portotorres	1/4 coperto	calmo	—	—
Potenza	nebbioso	—	8,3	2,1
Lecce	sereno	—	13,0	6,8
Cosenza	1/4 coperto	—	13,1	6,8
Cagliari	coperto	legg. mosso	18,0	10,0
Tiriolo	—	—	—	—
Reggio Calabria	coperto	calmo	14,7	9,9
Palermo	sereno	calmo	16,9	2,4
Catania	3/4 coperto	mosso	11,5	7,7
Caltanissetta	1/2 coperto	—	10,8	2,8
Porto Empedocle	1/4 coperto	calmo	16,0	10,4
Siracusa	3/4 coperto	legg. mosso	14,1	7,2

REGIO OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO
21 febbraio 1886.
Altezza della stazione = m. 49,65.

	8 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	761,2	761,3	760,6	761,6
Termometro	9,3	10,3	10,0	9,6
Umidità relativa	80	77	84	84
Umidità assoluta	7,01	7,21	7,74	7,51
Vento	calmo	E	ENE	E
Velocità in Km.	0,0	8,5	10,0	3,5
Cielo	nuvoloso	coperto	coperto	coperto

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Mass. C. = 11,1 - R. = 8,88 - Min. C. = 8,9 - R. = 7,12.
Pioggia in 24 ore, mm. 1,0.

TELEGRAMMI METEORICI
dell'Ufficio centrale di meteorologia

Roma, 20 febbraio 1886.

Alte pressioni Russia: centro Mosca (787).
Depressione Mediterraneo occidentale (760).
Italia barometro Alpi 765; Calabrie 764; Sardegna 761.
Ieri qualche pioggia media Italia e Sardegna.
Stamane nuvoloso con dominio venti settentrionali.

Probabilità:

Venti deboli a freschi del 1° quadrante al nord con temperatura calante, del 2° al sud; cielo nuvoloso con qualche pioggia.

Telegramma del New-York Herald (in data 18 febbraio). — Una tempesta, che adesso si é scatenata all'est di Terranova, perturberà probabilmente la temperatura delle coste inglesi tra il 19 e il 20.

Roma, 21 febbraio 1886.

Alte pressioni Europa nord-ovest (785).
Depressione Mediterraneo occidentale (759).
Italia barometro Alpi 764; Sicilia ovest (761); Sardegna 759.
Ieri pioggie specialmente alta e media Italia.
Stamane piovoso al nord, nuvoloso altrove con dominio venti del 1° quadrante al nord, del 2° nel bacino meridionale del Tirreno.

Probabilità:

Venti del 1° quadrante al nord, del 2° al sud; cielo coperto con nevi al nord, altrove con pioggie; temperatura in abbassamento al nord.

Listino ufficiale della Borsa di commercio di Roma del dì 20 febbraio 1886

VALORI	GODIMENTO dal	VALORE Nominale	VALORE Versato	Prezzi nominali	PREZZI FATTI a contanti Apertura	PREZZI FATTI a contanti Chiusura	CORSI MEDI Contanti Apertura	CORSI MEDI Contanti Chiusura	CORSI MEDI Termine fine corr	CORSI MEDI Termine fine pross.
Rendita italiana 5 0/0	1° luglio 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Detta detta 5 0/0	1° gennaio 1886	—	—	—	—	98 10	—	—	98 08 ³/₄	—
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1885	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certif. sul Tesoro Emiss. 1860-64	»	—	—	99 »	—	—	—	—	—	—
Prestito Romano, Blount	»	—	—	98 80	—	—	—	—	—	—
Detto Rothschild	1° dicemb. 1885	—	—	99 25	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Beni Eccles. 5 0/0	1° ottobre 1885	—	—	—	—	99 50	—	—	—	—
Obbligazioni Municipio di Roma	1° gennaio 1886	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligaz. Città di Roma 4 0/0 (oro)	1° ottobre 1885	500	500	485 »	—	—	—	—	—	—
Azioni Regia Coint. de' Tabacchi	»	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette 6 0/0	»	500	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendita austriaca	»	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale Italiana	1° gennaio 1886	1000	750	2220 »	—	—	—	—	—	—
Banca Romana	»	1000	1000	1045 »	—	—	—	—	—	—
Banca Generale	»	500	250	—	—	—	—	—	—	—
Società Gen. di Credito Mob. Ital.	»	500	400	931 »	—	—	—	—	—	—
Obbl. Società Immobiliare	1° ottobre 1885	500	500	—	—	499 75	—	—	—	—
Banco di Roma	1° gennaio 1886	500	250	742 »	—	—	—	—	—	—
Detto (az. stamp.)	—	—	400	—	—	—	—	—	—	—
Az. Società di Credito Meridionale	1° gennaio 1886	500	250	510 »	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito	1° ottobre 1885	500	500	—	—	480 »	—	—	—	—
Fondiaria Incendi (oro)	1° gennaio 1886	500	100	—	—	—	—	—	—	—
Fondiaria Vita (oro)	—	250	125	—	—	—	—	—	—	—
Soc. Acq. Pia ant. Marcia (az. sta.)	1° gennaio 1886	500	500	1770 »	—	—	—	—	—	—
Detta Certificati provv.	—	500	200	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Soc. It. per condotte d'acqua (oro)	»	500	250	—	—	—	—	—	—	—
Anglo-Romana per l'illum. a gas	1° luglio 1885	500	500	1175 »	—	—	—	—	—	—
Gas Certificati provv.	—	500	100	—	—	—	—	—	—	—
Compagnia Fondiaria Italiana	—	150	150	—	—	—	—	—	—	—
S. F. del Mediterraneo	—	500	500	—	—	583 »	—	—	—	—
Ferrovie Complementari	—	200	200	—	—	—	—	—	—	—
Ferrovie Romane	1° ottobre 1885	500	200	—	—	—	—	—	—	—
Telefoni ed applicazioni elettriche	—	100	100	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Meridionali	1° gennaio 1886	500	500	695 »	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 0/0 (oro)	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Comp. R. Ferr. Sarde az. preferenza	—	250	250	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Immobiliari	1° gennaio 1886	500	262	774 50	—	—	—	—	—	—
Soc. dei Molini e Magaz. Gen.	»	250	250	—	—	—	—	—	—	—
Detta Certificati provvisori	—	250	200	—	—	—	—	—	—	—
Soc. de' Materiali laterizi	—	250	250	460 »	—	—	—	—	—	—
Soc. delle min.ᵉ e fond. di antimonio	1° ottobre 1885	250	250	345 »	—	—	—	—	—	—

Sconto	CAMBI		PREZZI MEDI	PREZZI FATTI	PREZZI NOMINALI
3 0/0	Francia	90 g.	—	—	99 45
	Parigi	chèques	—	—	—
2 0/0	Londra	90 g.	—	—	25 10
		chèques	—	—	—
	Vienna e Trieste	90 g.	—	—	—
	Germania	90 g.	—	—	—

Sconto di Banca 5 0/0. — Interessi sulle anticipazioni 5 0/0.

Per il Sindaco: MENZOCCHI.

PREZZI FATTI:

Rendita Italiana 5 0/0 (1° gennaio 1886) 98 07 ¹/₂, 98 10 fine corr.
Banca Generale 644 50 fine corr.
Società It. per Condotte d'acqua (oro) 543 fine corr.
Strade Ferrate del Mediterraneo 580 75 fine corr.
Società dei Molini e Magazzini Generali 440 fine corr.

Media dei corsi del Consolidato italiano a contanti nelle vari Borse del Regno nel dì 19 febbraio 1886:

Consolidato 5 0/0 lire 97 843.
Consolidato 5 0/0 senza la cedola del semestre in corso lire 95 673.
Consolidato 3 0/0 nominale lire 64 200.
Consolidato 3 0/0 senza cedola id. lire 62 910.

V. TROCCHI, *Presidente.*

Regia Prefettura di Palermo

AVVISO D'ASTA.

Alle ore 10 antimeridiane del 6 marzo pross. vent. in una delle sale di questa Prefettura, dinanzi il prefetto, o a chi per esso, si addiverrà col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, ed a termini abbreviati, allo incanto per lo

Appalto della fornitura dei meccanismi fissi occorrenti per l'armamento delle stazioni comprese nei tronchi Cefalù-Lascari e Lascari-Fiumetorto della ferrovia Messina-Cerda, per la presunta somma, soggetta a ribasso d'asta, di lire 37,700.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare nel suddesignato ufficio le loro offerte, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quello degli oblatori che risulterà il migliore offerente, e ciò a pluralità di offerte, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda ministeriale.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del vigente capitolato generale per gli appalti dei lavori pubblici di conto dello Stato, e di quello speciale in data 18 novembre 1885, visibili assieme alle altre carte del progetto nel suddetto ufficio della R. Prefettura di Palermo.

Il termine utile per la consegna dei materiali è fissato al 31 maggio 1886.

Per essere ammessi all'asta i concorrenti dovranno presentare il certificato di aver versato in una cassa di Tesoreria provinciale il deposito richiesto per adire allo incanto, avvertendo che non saranno accettate offerte con depositi in contanti od in altro modo.

Dovranno inoltre i concorrenti esibire:

a) Un certificato di moralità, rilasciato in tempo prossimo allo incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso.

La cauzione provvisoria è fissata in lire 1900 e quella definitiva in lire 3800, ambedue in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'aggiudicazione stipulare il relativo contratto.

Il termine utile per presentare nel suddesignato ufficio offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, resta stabilito a giorni 5 successivi alla data della aggiudicazione provvisoria.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

Pel presente appalto non saranno pubblicati i soliti avvisi di deliberamento; epperò si fa noto che il termine utile per presentare nel suindicato ufficio offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiore al ventesimo, scadrà al mezzodì dell'11 marzo p. v.

Palermo, 19 febbraio 1886.

5711 Il Segretario incaricato: G. SORGE.

Provincia di Roma — Città di Marino

AVVISO DI PRIMO INCANTO — *Appalto per la costruzione del mattatoio, lavatoio ed abbeveratoio e copertura del lavatoio presso l'Acqua Santa.*

Nel giorno tre entrante mese, alle ore 10 ant. (per abbreviazione di termine decretato dalla Giunta), nella residenza municipale, avanti l'illustrissimo sig. sindaco, o chi per lui, assistito dal sottoscritto segretario capo, si procederà col metodo della candela vergine ed in conformità alla legge sulla Contabilità generale dello Stato del 4 maggio 1885, n. 3074 all'appalto dei lavori per la costruzione del mattatoio, lavatoio ed abbeveratoio, e copertura del lavatoio presso l'Acqua Santa, in tre lotti distinti, cioè:

1° Mattatoio per la somma preventivata di lire 63,340;

2° Lavatoio ed abbeveratoio, lire 18,130;

3° Copertura del lavatoio presso l'Acqua Santa, lire 9200.

Sull'ammontare dei lavori suddetti resta a disposizione del Municipio la la somma complessiva di lire 6503 78 computata per assistenza e direzione.

I ribassi dovranno essere fatti sulla ragione decimale.

Per essere ammessi all'asta occorre che l'aspirante esibisca certificato di moralità e d'idoneità di data recente, e dovrà fare a titolo di spese e di garanzia il seguente deposito:

Primo lotto, per spese lire 2000; per garanzia lire 3000;

Secondo lotto, per spese lire 500; per garanzia lire 1000;

Terzo lotto, per spese lire 400; per garanzia lire 500.

Il deposito per garanzia verrà restituito dietro certificato dell'ingegnere comunale, allorchè gli appaltatori avranno eseguito un lavoro pel doppio del deposito fatto, e che rimane in surrogazione del deposito in danaro.

Il primo lavoro dovrà completarsi nel termine di giorni duecentocinquanta lavorativi, il secondo di giorni sessanta, ed il terzo di giorni trenta.

La perizia preventiva, capitolato d'oneri, piante e disegni sono ostensibili nella segreteria comunale e nelle ore d'ufficio.

Il collaudo verrà eseguito a spese dell'appaltatore dall'ingegnere del Genio civile, e dopo tre mesi della consegna dello stato finale, d'accettarsi mediante verbale.

Qualunque difficoltà o differenza che nascesse nel momento dell'asta verrà definita dal presidente.

Nel giorno 14 entrante mese alle ore 12 meridiane scade il termine utile (fatali) per il ribasso di vigesima.

Marino dalla Residenza municipale questo dì 15 febbraio 1886.

Visto — Il Sindaco: L. CAPRI.

5716 Il Segretario Capo: O. GIARRIZZO.

P. G. N. 9394.

S. P. Q. R.

NOTIFICAZIONE

In forza della legge 25 giugno 1865, n. 2359, e del R. decreto 8 marzo 1883 col quale venne approvato il piano regolatore generale della città, è data facoltà al Comune di estendere l'espropriazioni occorrenti per la sistemazione delle nuove strade a determinate zone laterali, quando ciò conferisca al decoro dell'opera ottenendone, ove occorresse, un suppletivo Regio decreto.

Il sottoscritto pertanto rende noto che il Comune ha deliberato di valersi di tale facoltà per chiedere al R. Governo la dichiarazione di pubblica utilità per l'espropriazione delle zone laterali occorrenti alla prosecuzione delle vie dello Statuto e Cavour nel tratto dall'incrociamento delle vie Quattro Cantoni, S. Martino ai Monti e in Selci, fino alla via Alessandrina.

Pubblica quindi il piano ed i relativi allegati che saranno visibili nell'ufficio della segreteria generale in Campidoglio dalle ore 10 ant. alle 2 pom. per quindici giorni consecutivi decorrendi da oggi e dalla contemporanea inserzione di questo avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, e chiunque avesse a fare osservazioni in contrario dovrà indirizzarle per iscritto al sindaco in detto periodo di tempo.

Roma, dal Campidoglio il 19 febbraio 1886.

Il ff. di Sindaco: L. TORLONIA.

5709 *Il Segretario Generale*: A. VALLE.

Amministrazione Provinciale di Terra di Lavoro

Avviso d'Asta.

Il mattino del dì 4 dell'entrante mese di marzo, alle ore 10 ant. con la continuazione sarà presso la segreteria suddetta proceduto ad un ultimo e definitivo incanto col metodo della candela vergine ed a termini abbreviati, per dare in appalto il mantenimento della strada consortile da S. Maria a Cubito ad Arnone, della lunghezza di metri 12874 50, non che per rimettere talune mancanze che esistono sulla strada stessa.

L'asta, per quanto riguarda la prima parte, si aprirà in ribasso dell'annuo canone, di lire 12,992 84.

Per quanto poi riguarda le remissioni in ribasso dei prezzi contemplati in apposito estimativo, del montare presuntivo di lire 32,629 23 col sistema a misura e con le norme del regolamento stradale della provincia e del capitolato speciale per quanto applicabili; le quali cifre sono già nette del ribasso del 2 per 0|0 che si ottenne nell'aggiudicazione provvisoria e del ventesimo, più centesimi 30 del prezzo di provvisoria aggiudicazione offerto in tempo utile.

Il relativo capitolato, una allo estimativo, è ostensibile a chiunque, in ciascun giorno meno i festivi da oggi al dì della subasta dalle ore 9 antimeridiane alle 4 pomeridiane.

Per essere ammessi a far partito, i concorrenti dovranno esibire un certificato d'idoneità a firma d'un ingegnere capo di un ufficio tecnico provinciale o governativo, di data non anteriore a mesi sei.

La cauzione provvisoria da darsi nell'atto dell'offerta è di lire 2000 e non sarà altrimenti accettata che in numerario; la definitiva, da darsi nell'atto della stipula del contratto, sarà pari ad un'annata di estaglio, e potrà fornirsi anche con rendita pubblica italiana al portatore, a corso di Borsa.

L'appalto avrà la durata di un sessennio, con facoltà all'Amministrazione di prorogarla di un altro anno.

Non appena divenuta definitiva l'aggiudicazione, l'aggiudicatario avrà il perentorio di giorni 8 per la stipula del contratto, a far tempo dalla data della notificazione dell'approvazione, anche in semplice forma amministrativa, e qualora non si presenti a sottoscriverlo, perderà la cauzione provvisoria, e sarà responsabile di tutti i danni ed interessi che potranno all'Amministrazione provvenirne

Il deliberamento è subordinato all'approvazione della Deputazione provinciale.

Caserta, 19 febbraio 1886.

5723 Il Segretario capo: FABROCINI.

Convocazione dell'Assemblea straordinaria della SOCIETÀ ANONIMA CARBONIFERA INDUSTRIALE ITALIANA stabilita in Genova

I soci della Società Anonima Carbonifera Industriale Italiana sono convocati in assemblea straordinaria pel giorno 15 marzo 1886, alle ore 2 pom., nella sede della Società posta in Genova, piazza Pellicceria, n. 5, per deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

Nomina del direttore e determinazione delle di lui attribuzioni e trattamento.

Per intervenirvi dovranno essere depositate, a termini dell'art. 11 dello statuto, le azioni presso la sede della Società, almeno dieci giorni prima di quello fissato per l'assemblea.

5720 IL CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE.

AVVISO.

Innanzi la Deputazione del Consorzio di Bacchiglione-Colli Euganei, in Padova, via Rovina, num. 4311, giovedì 25 corrente, alle ore dieci antimeridiane, si procederà all'asta unica col metodo delle offerte segrete per i lavori di sistemazione del secondo tronco scolo Rialto e scoli Rio Caldo e Pogese.

L'importo dei lavori esclusi i compensi a privati è di lire cinquantacinque mila settecentoquindici e cent. 24.

L'offerta di ribasso dovrà superare il minimo determinato dalla scheda segreta della Deputazione Consorziale ed essere accompagnata da certificato d'idoneità nel concorrente rilasciato da pubblico ufficio tecnico, e dal deposito di lire tremila.

La cauzione definitiva è di lire seimila.

Gli atti sono ostensibili nell'ufficio consorziale.

I lavori dovranno ultimarsi in giorni centocinquanta.

La stipulazione del contratto verrà fatta entro cinque giorni dall'aggiudicazione.

Padova, lì 20 febbraio 1886.

5701 Il Segretario: GIANI.

(2ª *pubblicazione*)

Banca Nazionale nel Regno d'Italia

Capitale versato lire 150,000,000

DIREZIONE GENERALE

AVVISO.

Il Consiglio superiore della Banca ha deliberato di convocare l'assemblea generale degli azionisti presso la sede di Genova per il giorno 22 del p. v. marzo.

La riunione sarà a mezzogiorno, nel palazzo della Banca, in via Carlo Alberto.

In tale assemblea si procederà alla elezione dei membri del Consiglio di reggenza della precitata sede, per la rinnovazione del terzo dei reggenti e dei censori uscente d'ufficio, e per la surrogazione di quelli che per qualunque altra causa avessero cessato dalle loro funzioni presso il Consiglio medesimo.

Hanno diritto d'intervenire all'assemblea tutti gli azionisti possessori da sei mesi almeno di un numero di azioni non inferiore a quindici.

Roma, 11 febbraio 1886. 5477

Società Napoletana di Navigazione a Vapore

Capitale versato lire 500,000 — SEDE NAPOLI.

Domenica 7 marzo 1886 avrà luogo l'assemblea generale ordinaria degli azionisti nell'ufficio sociale in Napoli, via Nuova Marina, n. 14, piano 1°, alle ore 10 antimeridiane.

Ordine del giorno:

1. Relazione dei sindaci sul bilancio del 1885;
2. Relazione del Consiglio d'amministrazione sulla gestione 1885;
3. Approvazione del bilancio e relativo dividendo;
4. Retribuzione dei sindaci;
5. Nomina di sei amministratori ed un supplente;
6. Nomina di cinque sindaci titolari ed un supplente.

Non avendo luogo l'adunanza nel suddetto giorno per mancanza di numero legale di azionisti, resta convocata in seconda tornata per domenica 22 detto mese ed anno.

Art. 17 (statuto sociale). Ogni azionista per intervenire all'assemblea deve, almeno cinque giorni prima, depositare presso la sede sociale le sue azioni, ritirandone ricevo.

Napoli, 19 febbraio 1886.

5721 Il Presidente: L. PETRICCIONE.

Società degli Alabastri in Volterra

COOPERATIVA, ANONIMA, PER AZIONI

Sono invitati gli azionisti all'assemblea ordinaria che avrà luogo il 14 marzo prossimo, alle ore 2 pom., nella sala al 2° piano del civico palazzo dei Priori.

Ordine del giorno:

Bilancio e relazione del Consiglio e dei sindaci;
Nomina di amministratori;
Modificazione degli articoli 16 e 17 dello statuto.

Non avendo luogo l'assemblea per mancanza di numero legale, intendesi convocata come sopra pel dì 21 marzo suddetto.

Volterra, 20 febbraio 1886.

5703 Il Presidente: L. RUGGIERI.

Intendenza di Finanza della Provincia di Firenze

Avviso per miglioria.

In relazione al precedente avviso d'asta in data 23 gennaio prossimo passato per l'appalto dell'esercizio dello spaccio all'ingrosso dei sali e tabacchi in Modigliana, si rende noto che nell'incanto oggi seguito, l'appalto stesso venne deliberato per l'offerta indennità di lire nove e cent. cinque (L. 9 05) per ogni cento lire sul prezzo d'acquisto dei sali e di lira una e cent. cinquantotto (L. 1 58) per ogni cento lire sul prezzo d'acquisto dei tabacchi, e che il termine utile per presentare a questa Intendenza le offerte di miglioria non inferiore al ventesimo sul suindicato prezzo di deliberamento scadrà alle ore 12 meridiane del dì 2 marzo prossimo venturo.

Le offerte dovranno esser redatte in carta bollata da una lira e corredate della prova dell'eseguito deposito di lire 1500 e del certificato comprovante la capicità nell'offerente di obbligarsi a termini del Codice civile.

Dalla Intendenza di Finanza di Firenze, lì 15 febbraio 1886.

5696 L'Intendente: CARIGNANI.

CASSA DI CREDITO BARESE

SOCIETÀ ANONIMA COOPERATIVA a capitale illimitato

CON SEDE IN BARI.

I signori azionisti della Cassa di Credito Barese sono invitati ad intervenire il giorno 7 marzo p. v., alle ore 9 antim., nel locale della Carovana dei Facchini Doganali, strada Palazzo di Città, 45, ove avrà luogo l'assemblea generale ordinaria dei soci per discutere e deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

1. Relazione del Consiglio d'amministrazione;
2. Relazione dei sindaci;
3. Approvazione del bilancio 1885 e ripartizione degli utili;
4. Nomina di 4 amministratori;
5. Nomina di 12 componenti il Comitato di sconto;
6. Nomina di 3 sindaci effettivi e 2 supplenti.

Ove nella detta tornata non si raggiunga il numero voluto dall'art. 61 Statuto sociale, l'assemblea s'intende convocata pel giorno 14 marzo nell'istesso locale ed alla medesima ora senza bisogno di altro avviso.

Bari, 16 febbraio 1886.

Cassa di Credito Barese
5693 Il Direttore: A. B. MALINO.

(1ª *pubblicazione*)

BANCA AGRICOLA IPOTECARIA

SOCIETA' ANONIMA

autorizzata coi Reali decreti 29 luglio 1868 e 11 giugno 1870

Sede sociale in Napoli, via Roma (già Toledo) 55.

Gli azionisti della Banca Agricola Ipotecaria sono convocati in assemblea generale ordinaria pel giorno 15 marzo prossimo venturo, alle ore 11 antimeridiane, nella sede sopra indicata, per discutere sulle materie fissate nel seguente

Ordine del giorno:

1. Relazione del Consiglio centrale di amministrazione sulla gestione a tutto il 1884;
2. Discussione sulla relazione medesima;
3. Approvazione dei bilanci;
4. Dividendo da pagarsi agli azionisti del nuovo bilancio;
5. Surrogazione degli amministratori che escono d'uffizio, e ratifica dei nuovi consiglieri nominati in virtù dell'art. 39 dello statuto sociale;
6. Nomina dei sindaci.

Hanno diritto d'intervenire all'assemblea generale tutti gli azionisti che, tre giorni prima di quello fissato per l'adunanza, avranno fatto deposito dei rispettivi titoli di azioni (come prescrive l'art. 78 dello statuto), eseguito nella Cassa sociale di Napoli.

Napoli, 22 febbraio 1886.

5516 IL CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE.

N. 3.

DIREZIONE TERRITORIALE
di Commissariato Militare del IV Corpo d'Armata (Piacenza)

AVVISO D'ASTA PER PRIMO INCANTO.

Si fa noto che nel giorno 1° marzo 1886, alle ore 2 pomerid. precise si procederà in Piacenza, nella Direzione suddetta, palazzo Morandi, strada al Dazio Vecchio, n. 41, piano 2°, avanti al direttore al pubblico incanto a partiti segreti per l'appalto della provvista periodica del grano occorrente ai Panifici militari qui sotto indicati:

INDICAZIONE del magazzino pel quale deve servire la provvista	Grano da provvedersi		Numero dei lotti	Quantità di cadun lotto *Quint.*	Peso netto effettivo del grano per ogni ettolitro *Chilogr.*	Rate di consegna	Somme per cauzione di cadun lotto
	Qualità	Quantità totale dei quintali					
Piacenza . . *Quint.*	Nazionale	10000	100	100	76	5	200
Pavia . . . »	»	4000	40	100	76	5	200
Parma . . »	»	3200	32	100	76	4	200
Genova . . »	»	4800	48	100	76	3	200

Tempo utile per le consegne. — Le consegne dovranno farsi nel magazzino sopraindicato in rate eguali nelle epoche seguenti, cioè: la prima rata dovrà essere compiuta nel termine di giorni dieci, a decorrere dal giorno successivo a quello in cui fu ricevuto dal deliberatario l'avviso dell'approvazione del contratto, e le successive consegne dovranno effettuarsi parimenti in dieci giorni, coll'intervallo però di giorni dieci dopo l'ultimo giorno del tempo utile tra la prima e la seconda, e così di seguito tra l'una e l'altra consegna sino a compimento della provvista.

Il grano dovrà essere nazionale, del raccolto dell'anno 1885, di qualità uguale al campione per ogni panificio esistente presso la suddetta Direzione.

La provvista dovrà farsi in base ai capitoli generali e speciali, ostensibili in questa Direzione territoriale e in tutte le altre Direzioni territoriali, Sezioni ed uffici locali di Commissariato militare del Regno; quali capitoli formeranno parte integrale del contratto.

Il deliberamento seguirà lotto per lotto a favore di colui che nel suo partito scritto su carta da bollo da una lira, firmato e suggellato a ceralacca, proporrà, per ogni quintale, un prezzo maggiormente inferiore, o pari almeno a quello segnato nella scheda segreta del Ministero.

Il prezzo offerto dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dell'offerta da pronunziarsi seduta stante dall'autorità presidente l'asta.

I fatali, ossia il termine utile per esibire un ribasso, non inferiore al ventesimo sui prezzi di aggiudicazione, ridotto a giorni cinque, scadono il giorno 6 marzo 1886, alle ore 3 pom. (tempo medio di Roma).

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti, ma però dovranno presentare tante offerte separate quanti sono i Panifici militari cui si riferiscono le provviste, e per essere ammessi a far partito dovranno anzitutto produrre la ricevuta dello effettuato deposito provvisorio fatto nelle Tesorerie provinciali del Regno di lire 200 per ciascun lotto.

Le ricevute dei depositi non dovranno essere incluse nei pieghi contenenti le offerte, ma presentate separatamente.

Se il deposito vien fatto con cartelle del Debito Pubblico, questi titoli saranno ricevuti pel solo valore del corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui vengono depositati.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare anche i loro partiti a qualunque Direzione territoriale, Sezione staccata e uffici locali di Commissariato militare, dei quali partiti però sarà tenuto conto solo quando arrivino a questa Direzione pel giorno dell'incanto e prima della proclamazione dell'apertura del medesimo, e siano corredati della ricevuta dell'effettuato deposito provvisorio.

Saranno accettate offerte sottoscritte dall'offerente e consegnate da altra persona, come pure quelle spedite direttamente per la posta a questa Direzione, purchè giungano in tempo debito al seggio d'asta, sigillate e regolari in ogni loro parte, e contemporaneamente nel giorno ed ora fissati per l'asta sia a mani di questa stessa Direzione la prova autentica dell'eseguito deposito. Gli offerenti che dimorano in luogo dove non vi è alcuna autorità militare dovranno altresì designare una località, sede di un'autorità militare, per ivi ricevere le comunicazioni occorrenti durante il corso dell'asta.

Le offerte di coloro che hanno mandato di procura non sono accettate e non hanno valore se i mandatari non esibiscono in originale autentico od in copia autenticata l'atto di procura speciale.

Sono nulle le offerte fatte per via telegrafica.

Le spese tutte di pubblicazione, di stampa, di affissione e d'inserzione degli avvisi d'asta nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Giornale della Prefettura, di carta bollata, di diritti di segreteria per la stipulazione dei contratti, nonchè la relativa tassa di registro secondo le leggi vigenti, sono a carico dei deliberatari.

Piacenza, addì 18 febbraio 1886.

Per la Direzione
Il Capitano Commissario: A. BORSARI.

5712

(3ª *pubblicazione*)

AVVISO

Il Pretore del mandamento di Montagnana

Rende noto

Che in questi giudiziali depositi esistono i seguenti depositi:

1. Sotto il n. 184 del Maestro a lire 265, rappresentato ora dalla polizza 5 marzo 1868, n. 5336, per italiane lire 222 47, verificatosi nel 1° luglio 1839 da Lazzaro Zorzan quale prezzo di delibera seguita a di lui favore degli immobili venduti all'asta giudiziale di ragione degli oppignorati Pertile Bortolo e Consorti sulle istanze di Trieste Gabriele e Bonajuto.

2. Sotto il n. 185 del Maestro a lire 705, rappresentato ora dalle polizze 5 marzo 1868, n. 5327, per italiane lire 588 50, e 20 febbraio 1369, n. 11792, per italiane lire 3 35, verificatosi nel 1° luglio 1839 da Eberle Pasquale quale prezzo di delibera degli immobili acquistati all'asta giudiziale 27 giugno 1839 e venduti a pregiudizio degli oppignorati Pertile Bortolo e Consorti sulle istanze di Trieste Gabriele e Bonajuto.

3. Sotto il n. 189 del Maestro dei Depositi, austriache lire 3 42, rappresentato ora dalle polizze 5 marzo 1868, n. 5311, per italiane lire 2 73, e 25 febbraio 1869, n. 11793, per centesimi 14, verificatosi nel 4 agosto 1839 dalla fabbriceria della Chiesa matrice di Montagnana a favore del sacerdote Don Marco Scandola quale elemosina di tre messe.

4. Sotto il n. 271 del Maestro dei Depositi, austriache lire 18 29, rappresentate dalle polizze 5 marzo 1868, numero 5312, per italiane lire 15 32, 25 febbraio 1869, n. 11794, per cent. 3, verificatosi nel 7 aprile 1845, residuo di maggior somma depositata da Cotti Antonio, ai riguardi di Ferraro Carlo, a pareggio importo stima immobili oppignorati e stimati in pregiudizio del Ferraro.

5. Sotto il numero 275 del maestro dei Depositi, austriache lire 26 90, rappresentate dalle polizze di deposito 5 marzo 1868, n. 5313, per italiane lire 23 30, e 25 febbraio 1869, num. 11797, per italiane lire 0 cent. 12, verificatosi nel 13 dicembre 1845 dalla Pretura di Montagnana ai riguardi dell'eredità giacente Verduschi dott. Francesco, quale ricavato dalla vendita all'asta di effetti spettanti all'eredità stessa.

6 Sotto il num. 280 del maestro dei depositi, austriache lire 51 25, rappresentate ora dalle due polizze di deposito 5 marzo 1868, n. 5314, per italiane lire 39 67, 25 febbraio 1869, n. 11796, per it. lire 3 35, verificatosi nel 16 aprile 1846 da Cisco Francesco ai riguardi di Anna Maria Fante, Galvan Isidoro e Consorti, quale importo di interessi di mesi nove e due giorni sopra il capitale di lire 1359 40.

7. Sotto il n. 305 del maestro dei depositi, austriache lire 19 50, rappresentate ora dalla polizza 5 marzo 1868, n. 5315, per italiane lire 16 30, verificatosi nel 15 aprile 1847 da Furlani Giuseppe ai riguardi di Val Pian Francesco, quale agente della Compagnia assicurazione gli incendii, in Milano, quale premio di assicurazione pel sesto anno.

8. Sotto il numero 325 del maestro dei depositi austriache lire 5 80, rappresentate dalle due polizze di deposito 5 marzo 1868, n. 5316, per italiane lire 4 83, e 25 febbraio 1869, n. 11797, per italiane lire 0 e centesimi 4, verificato nel 6 novembre 1848 da Poggetto Carolina fu Gregorio e c.ti ai riguardi di Visentini Marco fu Fidenzio, a pareggio del prezzo dei fondi aggiudicati e che erano del Visentini.

Decorsi oltre trentadue anni dalla giacenza di tali depositi, senza che alcuno siasi insinuato a reclamarli, a termini e pegli effetti della governativa notificazione 31 ottobre 1828, numero 38267, vengono citati i proprietari od aventi diritto sui medesimi, a produrre i titoli delle loro pretese nel termine di un anno, sei settimane e tre giorni, sotto comminatoria, in difetto, della devoluzione dei depositi stessi al R. Erario.

Ed il presente si pubblichi come di metodo, e pel tre volte nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Foglio di annunzi della provincia di Padova.

Montagnana, li 6 febbraio 1886.

Il Pretore RICCI.

5463 VICENTINI canc.

(2ª *pubblicazione*)

AVVISO.

Si deduce a pubblica notizia che nell'udienza del 26 marzo prossimo avanti la 2ª sezione del Tribunale civile di Roma, avrà luogo la vendita del seguente immobile in danno di Stampanoni Ercole ad istanza dell'Istituto di Credito Fondiario del Banco di S. Sprito di Roma.

Descrizione del fondo.

Casamento posto in Roma, nel quartiere del Celio, nella via dei SS. Quattro, lettere L, M, N, segnato alla partita catastale num. 6677, nella mappa rione X, n. 668, conf. via dei SS. Quattro e Capo d'Africa, gravato del tributo diretto verso lo Stato in lire 292 50.

L'incanto verrà aperto sul prezzo offerto dall'Istituto istante a termine dell'art. 663 C. P. C. ed a tutte le altre condizioni che trovansi descritte nel bando depositato presso la cancelleria del Tribunale civile di Roma.

Roma, 19 febbraio 1886.

5676 AVV. G. PATRIARCA proc.

(2ª *pubblicazione*) 5678

AVVISO.

A richiesta del sig. Alessandro Di Pietro nei nomi ecc., il giorno 26 marzo prossimo, avanti la prima sezione dei Tribunale civile di Roma avrà luogo la vendita con ribasso di otto decimi, ordinata a carico di Bertollini Francesco del seguente fondo:

Casa di tre piani posta in Morlupo, via del Corso, nn. 51, 54, soggetta ad usufrutto a favore di Bartollini Antonazzi Laura.

Il prezzo d'incanto è fissato in lire 3527 86.

La suddetta vendita fu ordinata con sentenza 31 agosto 1883, ed il nuovo incanto fu stabilito con sentenza 29 gennaio 1886.

Roma, 19 febbraio 1886.

AVV. FRANCESCO ANTONICOLI proc.

(1ª *pubblicazione*)

AVVISO.

Si fa noto che avanti la prima sezione del Tribunale civile di Roma, nel giorno 26 marzo 1886, ad istanza di Clementi Ercole, ed in danno di Crescimbene Pietro e Carlo Antonio, sarà posto all'incanto e deliberato al maggior offerente il seguente fondo, alle condizioni riportate nel relativo bando di vendita, ostensibile nella cancelleria del detto Tribunale:

Vigna e canneto posta fuori Porta Angelica, in vocabolo La Balduina, vicolo Massimo, num. 5 e 6, segnata nella mappa 160 coi numeri 110, 110 sub. 1, 110 sub. 2 e 111, enfiteutica a favore della Chiesa di Santa Maria di Monserrato, gravata del tributo diretto verso lo Stato di lire 61 87.

L'incanto si aprirà sul prezzo offerto dal creditore espropriante, rispondente al multiplo di trenta volte il tributo diretto, e cioè su lire 1856 10.

AVV. GIULIO CESARE CARBONI
5698 procuratore.

TUMINO RAFFAELE, Gerente.

Tipografia della GAZZETTA UFFICIALE.

SOCIETÀ ANONIMA
Banca Cooperativa Puteolana (Pozzuoli).

AVVISO.

Ai sensi dell'articolo 96 del Codice di commercio è convocata l'assemblea generale dei soci pel mattino 28 marzo 1886, ad ore 11 antimeridiane, nella sala del Municipio, per trattare gli affari contenuti nel seguente

Ordine del giorno:

1. Modifiche agli articoli 11, 15, 16, 17, 19, 20, 24, 25, 26, 29, 30, 31, 37, 38, 39, 40, 42, 60, 62, 67, 70, 78, 79 e 81 dello statuto.
2. Nomina dei sindaci, art. 183 Codice di commercio.
3. Nomina di un membro del Comitato d'appello.
4. Discussione del bilancio art 43 S.
5. Soppressione del giornale *Roma* per gli annunzi.

Nel caso di seconda convocazione l'assemblea s'intende riunita il mattino 4 aprile.

5734 IL PRESIDENTE.

DEPUTAZIONE PROVINCIALE DELLA CALABRIA ULTRA PRIMA

2° Avviso d'Asta.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 antimer. del giorno 18 marzo p. v., in una delle sale di questa Deputazione provinciale, innanzi l'ill.mo signor prefetto, o chi per esso, si procederà, col metodo della candela vergine, e con le norme stabilite dal regolamento di contabilità generale dello Stato, ad un secondo pubblico esperimento d'asta per lo

Appalto di tutte le opere e provviste occorrenti per il completamento del ponte a due arcate sul fiume Metramo e sue rampe, nel tronco della strada provinciale di 3ª serie, n. 16, Cinquefronde-Laureana per la presunta somma di lire 64,950.

Coloro che vorranno concorrere a detto appalto, nel giorno ed ora sopraindicati, dovranno presentarsi in questo ufficio provinciale, ed esibire i seguenti documenti:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di idoneità, di data non anteriore di sei mesi, spedito da un ingegnere capo del genio civile o provinciale, in attività di servizio, da cui risulti che il concorrente ha le cognizioni e capacità necessarie per lo eseguimento e la direzione dei lavori, di cui al presente avviso;

c) La quitanza di aver versato nella Cassa provinciale il deposito di lire 4000 in numerario o biglietti di Banca a corso legale, come cauzione provvisoria, a garanzia dell'asta.

Le offerte in ribasso del prezzo d'asta non potranno essere inferiori all'uno per cento.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del relativo capitolato d'appalto, redatto dall'ufficio tecnico provinciale in data 20 maggio 1884, ed approvato dalla Deputazione provinciale e dal Ministero dei Lavori Pubblici, visibile, insieme alle altre carte del progetto, in questa segreteria in tutte le ore d'ufficio.

La cauzione definitiva è fissata nella somma di lire 10,000, la quale non sarà altrimenti accettata che in numerario o in cartelle del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni 5 successivi al deliberamento prestare la cauzione definitiva e sottoscrivere il relativo atto di sottomissione, sotto pena d'incameramento del deposito provvisorio a favore dell'Amministrazione provinciale.

Si addiverrà all'aggiudicazione anche col concorso di un solo offerente.

Il termine utile (fatali) per presentare le offerte del ventesimo in diminuzione al prezzo di deliberamento scade alle ore 10 antimeridiane del giorno 30 marzo p. v.

Tutte le spese inerenti all'asta ed al contratto, quelle di bollo, di registro, per copie, niuna eccettuata, sono a carico dell'appaltatore, il quale dovrà all'uopo fare un conveniente deposito presso la segreteria della Deputazione provinciale.

Reggio Calabria, 19 febbraio 1886.

5725 *Il Segretario*: LUCIANI.

AVVISO D'ASTA.

L'Amministrazione dell'Ospitale civile di Caravaggio

Notifica

Che l'affittamento dodecennale della possessione Massolenga Santuario, in territorio di Caravaggio e di Misano, di ragione di questo Ospitale civile, della superficie di metriche pert. 896 60, colla rendita di lire 2774 82, di cui nell'avviso d'asta 23 p. p. gennaio 1886, venne deliberato questa mattina sul canone annuo locativo di lire 5660 (cinquemilaseicentosessanta), e che il termine utile per fare su detto prezzo l'aumento del ventesimo è di giorni 15, i quali scadono alle ore 12 meridiane del giorno di lunedì 17 marzo prossimo venturo 1886.

Dall'ufficio dell'Amministrazione suddetta, 19 febbraio 1886.

Il Presidente: Ing. A. EUGEL.

5731 Il Segretario: A. BONOMI.

MUNICIPIO DI CORATO

Diffidamento per offerta di ventesimo.

Essendosi proceduto all'incanto per l'appalto della riscossione del dazio consumo in questo comune chiuso, distinto in 6 gruppi, indicati nell'avviso riprodotto al 31 gennaio ultimo, pel quinquennio 1886-90, incominciando dal 1° gennaio corrente anno, lo stesso è rimasto provvisoriamente aggiudicato in secondo esperimento al signor Saccomanno Pasquale fu Giuseppe, di Trani, o persone a nominare, per l'annuo canone, cioè: 1° gruppo, vino, altro, lire 127.020; 2° gruppo, farine altro, lire 251.520; 3° gruppo, carne, pesce, altro, lire 35.520; 4° gruppo, paste, altro, lire 30.020; 5° gruppo, tufi e tubi lire 8.02); 6° gruppo, latticinii, altro, lire 7.020.

Potrà quindi presentarsi offerta di aumento di ventesimo per i suddetti gruppi, da oggi fino a tutto il mezzodì (tempo medio di Roma) del 24 febbraio andante mese corrente anno.

Le condizioni per il suddetto appalto e per le offerte sono quelle stesse pubblicate nei precedenti avvisi, e che trovansi depositate nella segreteria comunale, e visibili a chiunque nelle ore di ufficio.

Corato, 18 febbraio 1886.

5704 Il Segretario comunale: G. CARUOLO.

P. G. N. 9578. — 5710

S. P. Q. R.

NOTIFICAZIONE.

In base al Regio decreto dell'8 marzo 1883, già pubblicato con notificazione del 19 stesso mese, n. 16483, col quale è stato dichiarato di pubblica utilità il piano regolatore e di ampliamento di Roma, e in esecuzione della legge del 14 maggio 1881 sul concorso dello Stato nelle spese edilizie della città, il sottoscritto pubblica l'offerta di prezzo per la espropriazione del fondo qui appresso indicato.

Ciò si deduce a pubblica notizia a norma e per gli effetti della legge 25 giugno 1865, n. 2359, ed in ispecie degli articoli 22, 24, 25, 26, 27, 28 della legge stessa, con dichiarazione che per quindici giorni, a datare da oggi, dalle ore 10 antimeridiane alle ore 4 pom. nei giorni feriali, e dalle 10 antimeridiane all'1 pomeridiana nei festivi, nella segreteria comunale saranno ostensibili la pianta particellare e l'originale dell'elenco seguente.

Decorso detto termine senza che sia stato accettato per iscritto il prezzo offerto, si procederà agli atti ulteriori a forma di legge.

Roma, dal Campidoglio, il 19 febbraio 1886.

Il ff. di Sindaco: L. TORLONIA.

Il Segretario Generale: A. VALLE.

Stabile da espropriarsi e relativa offerta di prezzo.

COGNOME E NOME del proprietario	Designazione del fondo	Censo			Prezzo che si offre per l'espropriazione
		Rione	N. di Mappa		
			Princip.	Sub.	
Ditta Fratelli Cappi rappresentata da Carlo Cappi fu Luigi.	Fabbrica in costruzione posta sul Lungo-Tevere e sulla via del Politeama, confinante con le dette vie e la proprietà Loreti.	XIII	1462		275,600

ATTO DI CITAZIONE
A PROCEDIMENTO **FORMALE**
per pubblici proclami.

Avanti il R. Tribunale civile e correzionale in Lodi,

A richiesta dell'on Consiglio degli Ospitali in Lodi in persona del presidente del Consiglio stesso signor dottore e notaio Achille Bignami che lo rappresenta, residente in questa città, che verrà patrocinato in causa dall'avv. cav. Cesare Norsa, residente in Milano, e rappresentato dal procuratore legale avv. Angelo Sentati, residente in Lodi, con elettivo domicilio presso quest'ultimo, in Lodi, Corso Milano, n. 10,

Il quale ha esposto ed espone che:

L'Amministrazione dell'Ospitale Maggiore di Lodi, proprietario del cavo o canale, denominato Roggia Bolletta-Ospitala, fatto costruire nel 1500 a di lui cura e spesa, soleva da moltissimi anni concedere a titolo di affitto, a persone diverse, e per epoche determinate, una certa quantità di acque derivate da quel cavo che sopravanzavano ai bisogni di sua amministrazione. Infatti in epoca a noi non molto lontana, mediante rogito del notaio Carminati 19 agosto 1829, num. 2785, l'inallora amministratore di detto Ospitale Maggiore signor conte Giovanni Barni Corrado concedette a titolo di semplice affitto per la durata di anni 27 decorribili dal 1° aprile 1829 al 31 marzo 1856 a parecchie persone nominate in quel documento, che ivi contrassero rappresentate con apposite procure dai signori avv Giuseppe Martini, ingegnere Giuseppe Biancardi, Luigi Sordi e Giovanni Mazzasogni, l'uso di una certa quantità di acque derivate dal suaccennato cavo o Roggia Bolletta-Ospitala, pel corrispettivo annuo o canone di milanesi lire 10 mila parificate ad austriache lire 8827 58, sotto tutti i patti, le determinazioni e condizioni che si leggono in detto istromento; dal quale appare che il contratto d'affitto pattuito, veniva consentito in seguito ad insucesso di esperimenti d'asta tenutisi per l'affittanza tanto di un novennio quanto di un ventisettennio.

L'uso delle acque era accordato soltanto per la stagione estiva, vale a dire, solamente dal principio della loro decorrenza in ogni anno fino alla festa di S. Michele, essendo vietato, dopo di essa, agli utenti di servirsi delle acque, tranne che per abbeveramento di bestiami (art. 15). Il canone d'affitto veniva assegnato divisamente in proporzioni diverse, a sei bocchelli, col patto di solidaria obbligazione al pagamento negli utenti di ciascun bocchello, e colla condizione della caducità dell'affitto, oltrecchè del pagamento del caposoldo, in caso di mora al soddisfacimento del canone (art. 1 e 5). Si pattuiva che (art. 13) gli affittuari utenti fossero tenuti alla manutenzione di tutti gli edifizi ad essi particolarmente inservienti ed alle riparazioni ordinarie alle rive della Roggia, giusta quanto in allora erasi praticato; e restava a carico del P. L. la levata del fiume Muzza, la manutenzione di tutte le chiaviche, ponti, palificate e di ogni altro edifizio inserviente alla derivazione e condotta delle acque, solita a mantenersi dal P. L. —

Per maggior comodo dell'Amministrazione dell'Ospedale nel caso di promozione di atti giudiziari, si conveniva l'elezione di domicilio da parte degli affittari utenti presso il signor ingegnere Giuseppe Biancardi in Lodi (art. 2), il quale, oltre all'essere procurato delle varie persone contraenti l'atto della stipulazione, era indicato come regolatore nei rapporti d'interesse degli affittuari pel godimento rispettivo delle acque.

Codesto contratto ebbe esecuzione sì da parte dell'O. P. locatrice che da parte degli usuari delle acque; i quali nei loro rapporti facevano capo al denominato regolatore sig. ing. Giuseppe Biancardi. Scorsi molti anni, egli venne costituito amministratore dell'Ospital Maggiore di Lodi, nel 17 novembre 1849; e l'incarico di regolatore per gli utenti di dette acque fu assunto dal di lui figlio signor ing. Dionigi Biancardi.

Risulta dagli atti che, qualche tempo prima della scadenza della accennata affittanza, e precisamente nel 25 maggio 8850, dietro invito del suddetto ing. Dionigi Biancardi diramato per circolare agli utenti, onde stabilire quelle preliminari intelligenze che potessero essere del loro comune interesse, si radunarono in Lodi, in detto giorno, ventotto persone usufruenti dell'acqua della Roggia Bolletta Ospitala, i nomi delle quali appaiono dall'appuntamento all'uopo eretto in quel di, 25 maggio 1850, e d'accordo fra loro determinarono di iniziare trattative per un nuovo contratto d'affitto col P. L., possibilmente alla perpetuità, pel corrispettivo dello stesso annuo canone in corso, togliendo la solidarietà nell'obbligazione degli utenti, e sostituendovi a cauzione del locatore l'offerta di pagare un'annata anticipata di fitto, sotto corresponsione dell'interesse relativo del 5 per 0[0; e delegarono quindi alcuni interessanti scelti in rappresentanza dei sei bocchelli, a trattare coll'Amministrazione del L. P. in base al solito affitto, con le variazioni ed i cambiamenti di patti che credessero vantaggiosi agli utenti, tanto per un affitto perpetuo, quanto per un affitto temporario.

In base a detto appuntamento 25 maggio 1850 fu prodotta all'Amministrazione dell'Ospitale Maggiore in Lodi una istanza in data 24 agosto detto anno, sottoscritta da sette persone, signori Carlo Sordi, Giuseppe Griffini, G. B. Griggi, Alessandro Majocchi, Misach Longhi, Carlo Moroni e D. Zeffirino Ceresa in rappresentanza di diversi interessi, ed in concorso del signor ing. Dionigi Biancardi; nella quale proposero un contratto di nuova locazione coi seguenti elementi:

a) Che il P. L. accordasse perpetuamente l uso dell'acque della Roggia Bolletta Ospitala, nella quantità, tempi e modi sino allora praticati;

b) Che il P. L. riconoscesse individualmente ogni utente affittuario, accettando in garanzia il pagamento di una annata di fitto, sotto corresponsione del relativo interesse del 5 per cento da imputarsi nel canone;

c) Che l'annua mercede d'affitto e le condizioni del contratto fossero nel resto le stesse dell'affittanza in corso, salve le variazioni che l'Amministrazione locatrice credesse consigliate dall'esperienza, dal cambiamento della durata della locazione, o dal modo di cautarla;

d) Che inoltre il P. L. concedesse anche l'uso delle acque jemali. Gli istanti aggiunsero osservazioni tendenti a giustificare il perchè si facesse una tale proposta parecchi anni prima dello scadere dell'affittanza in corso, ed a dimostrare, a loro modo di vedere, il vantaggio del partito offerto.

Però l'ing. d'ufficio Antonio Merlini, cui fu comunicata la proposta pel suo parere, osservò nel voto 10 settembre 1850 n. 601; che la concessione di un affitto per lunga durata di tempo meritava un maggior corrispettivo, — che volendosi consentire una locazione maggiore di un dodicennio, o stabilirla per 27 anni, come la precedente, era del caso di provvedere ad una completa ricostruzione in rovere di un dato canale, sostenendo parte della spesa, — che ove poi si credesse accordare l'affitto oltre la durata di 27 anni, oppure a perpetuità, ed aggiungervi anche l'acque jemali, dovevasi portare un ragionevole aumento agli oneri degli utenti affittuari; e questo poteva consistere nell'addossare loro la manutenzione di tutte, od almeno di parte delle arginature addette alla Roggia, oltre gli obblighi che già loro incombevano di manutenzione per spurghi e ristauri, — che nelle trattative si poteva tenere a carico degli utenti la ricostruzione in vivo del canale detto l'Ospitalina, compresi gli accessorj, oltrechè la successiva manutenzione; — che pel prezzo offerto e per la cauzione, nonchè per l'uso sì delle acque estive che delle jemali, era opportuno prender norma dai registri dell'O. P. da cui emergeva lo ammontare degli affitti percetti nelle epoche anteriori; — e che accordandosi l'affittanza era conveniente constatare con regolare atto, a carico degli utenti, lo stato e l'andamento della Roggia, agli effetti della consegna.

In seguito a quel voto l'amministratore signor ing. Giuseppe Biancardi con decreto dello stesso giorno 10 settembre 1850 dichiarò di accogliere favorevolmente la proposta degli utenti affittuarj della Roggia Bolletta-Ospitala, risultante dall'istanza 24 agosto 1850, colla condizione, — che all'atto del contratto si dovessero sborsare due annualità d'affitto a cauzione, fruttanti l'interesse del 4 per 0[0 da abbonarsi annualmente sul canone, — che gli affittuarj dovessero assumere l'onere della costruzione e manutenzione di tutti i manufatti in legname occorrenti al riparo e difesa degli argini e strade — oltre alcune altre avvertenze, è con riserva di introdurre nella scrittura di affitto le variazioni volute dalla natura del contratto, e le clausole che maggiormente valevano a cautare l'interesse del P. L.

Dell'accoglimento favorevole della proposta il prefato signor amministratore diede comunicazione ai richiedenti mediante rescritto 19 settembre detto anno, con invito di porgere le loro osservazioni; e questi di poi in uno scritto recante la data 29 gennaio 1851 e presentato il 29 marzo detto anno, n. 260, dichiararono trovar conforme ad equità che si desse un corrispettivo per l'acqua jemale in L. 550 annualmente, da soddisfarsi dai singoli utenti nelle stesse proporzioni delle acque estive, di acconsentire a dare la cauzione di due annate di canone sotto corresponsione dell'interesse del 4 per 0[0; pagando però l'annuo affitto nel mese di giugno, anzichè in gennaio come in addietro, — e di assumere la cura, manutenzione, rifacimento degli argini ed altre opere in legno contro un corrispettivo di lire 1500 per ogni anno, e lo spurgo e taglio d'erbe di un tronco di roggia contro l'ulteriore corrispettivo di annue lire 500; deducendo quindi dal canone proposto l'importo di lire 2000 all'anno. In seguito a tali dichiarazioni l'amministratore del P. L., signor Biancardi, con deliberazione 29 marzo 1851 decise di accettare il progetto quale risultava dal combinato tenore della offerta scritta 24 agosto 1850 e dell'appendice 26 marzo 1851, e con analogo rapporto accompagnò la proposta alla R. Delegazione. Questa rescrisse (decreto 24 agosto 1851, numeri 8086[285, invitando l'amministratore ad eccitare gli utenti a migliorare la loro offerta, sia coll'accrescere il proposto canone, sia coll'assumere alcuni degli oneri determinati nel voto dell'ing. Merlini. — Comunicatosi tale rescritto all'ing. Dionigi Biancardi, quale domiciliatario degli utenti [illegible], i sunnominati proponenti mediante atto 17 settembre 1851, n. 546, produssero in appendice al progetto alcune osservazioni tendenti a dimostrare il vantaggio che, a loro avviso, derivava al P. L. dal progettato contratto, specie anche nei rapporti delle opere attinenti alla manutenzione di arginature ed agli spurghi di cui assumevano l'obbligo contro l'abbuono di lire 2000; e conclusero coll'offrire un miglioramento alla proposta riducendo di lire 400 il detto abbuono annuo, e limitando quindi a lire 1600 l'importo da dedursi dal canone offerto. La faccenda fu pertanto in tali termini rimandata all'inallora I. R. Delegazione provinciale. Nella prosecuzione della pratica venne confermato ed accertato che la offerta dei proponenti consisteva nel canone di austr. lire 8827 59 (milanesi lire 10,000) per le acque estive e di altre austr. lire 550 per le jemali, sotto deduzione delle austr. lire 1600 per compenso delle opere di riparazioni, manutenzioni e spurghi, e che veniva tenuto in vigore il patto di solidarietà fra gli utenti di ciascun bocchello, per l'obbligo del pagamento del canone in favore del L. P.

Rassegnati gli atti all'I. R. Luogotenenza, questa con dispaccio 18 febbraio 1852, n. 3400, dichiarò di approvare il progetto d'affitto delle acque della Roggia Bolletta-Ospitala, prescrivendo che, previa autorizzazione del competente giudizio pupillare pei minorenni Mamoli, dovesse essere redatto in regolare atto notarile sotto la sorveglianza della R. Delegazione provinciale in Lodi, la quale comunicando conseguentemente l'anzidetto dispaccio all'Amministrazione dell'Ospedale, le prescrisse che il contratto a concretarsi avesse a riportare l'approvazione del competente giudice pupillare pei minorenni Mamoli, ed indi fosse prodotta alla stessa Prov. Magistratura per la sua revisione ed autorizzazione a stipularlo in atti notarili.

L'amministratore signor Giuseppe Biancardi diede tosto partecipazione con note 27 febbraio 1852, n. 98, al signor ing. Dionigi Biancardi per gli utenti ed alla rappresentanza tutoria dei minori Mamoli, della approvazione in massima data al progetto col summenzionato dispaccio luogotenenziale 18 febbraio 1852. Però sull'istanza dei signori Carlotta Ceresa vedova Mamoli e dottor Zeffirino Ceresa, rispettivamente tutrice e contutore dei minori Mamoli, il R. Tribunale prov. di Lodi, con decreto 12 ottobre 1852, n. 7043, dichiarò di non voler proferire la chiestagli approvazione del contratto nell'interesse dei suddetti minori, e restituendo la domanda, ingiunse che gli venisse sottoposto il regolare contratto in cui fossero tracciati tutti i patti e le condizioni sotto le quali lo si voleva stipulare; in seguito di che avrebbe deliberato definitivamente sull'istanza. Ciò venne comunicato dal dottor Zeffirino Ceresa all'Amministrazione dell'Ospitale mediante rapporto 14 maggio 1852, n. 290. Nondimeno l'amministratore dell'ospedale con deliberazione pari data e numero incaricò il signor dottor Alessandro Crocciolani di redigere l'istromento per l'affitto delle acque. Il dottor Crocciolani produsse uno schema di minuta del contratto da stipularsi; d'altra parte la rappresentanza dei minori Mamoli, in vista della dificoltà incontratasi all'approvazione giudiziale ai riguardi dei nominati pupilli, dichiarò mediante rapporto 15 ottobre 1852 all'Amministrazione dell'Ospitale, di abbandonare ogni idea sul contratto in discorso, e di accettarlo invece in propria specialità, ossia per interesse particolare della tutrice [illegible] lotta Cere[illegible] signora Carlotta [illegible] vedova Mamoli. Laonde l'Amministratore del P L. ritenendo non facessero più parte degli aspiranti all'affitto i minori Mamoli, e quindi fosse cessato il bisogno di avere per essi l'approvazione del Tribunale, inoltrò il proposto schema di

istromento alla I. R. Delegazione provinciale per la di lei approvazione. In seguito di che la provinciale Magistratura, con Nota 20 novembre 1852, n. 10633[1007, retrocedette all'Amministrazione dell'ospedale gli atti colla dichiarazione che non trovava di eccepire a che Carlotta Ceresa assumesse in persona propria l'adempimento degli obblighi inerenti all'affitto perpetuo delle acque della Roggia Bolletta-Ospitala in luogo dei di lei figli minorenni, purchè però la medesima si obbligasse di cedere ogni ragione ed azione degli stessi suoi figli, qualora, divenuti maggiorenni, si facessero a chiedere tale cessione contro il pagamento di ciò che la loro genitrice avesse sborsato per la interessenza che andava ad acquistare nel detto affitto.

In seguito ai premenzionati atti il signor ing. Giuseppe Biancardi, quale amministratore dell'Ospitale maggiore di Lodi, ed uniti PP. LL. addivenne alla stipulazione dell'istromento 8 febbraio 1853, in atti dottor Crocciolani, n. 1718, colli signori Giuseppe Griffini e Carlo Sordi, stipulanti nell'interesse proprio e di molte altre persone (in numero di 54) nominate nei mandati di procura ivi allegati sub. D. E. F. G. H. I. L. M., nonchè col signor rag. Gian Giacomo Tamassia, quale procuratore di Francesco Bianchi, per mandato inserto in allegato N. e colli signori Carlotta Ceresa, vedova Mamoli, stipulante per sè e con promessa di rato pei proprii figli minorenni, e notaio dott. Zeffirino Ceresa loro contutore.

Mediante il quale istromento il prefato sig. amministratore ing. Giuseppe Biancardi unicamente in nome e per l'interesse dell'Ospitale civile di Lodi, ed all'appoggio delle autorizzazioni riportate nell'istromento, dichiarò di concedere a titolo di affitto perpetuo incominciando col 1° aprile dell'anno 1856 *in avanti*, alle persone menzionate nelle procure dimesse nel rogito in capo dei signori Griffini e Sordi, che dichiararono stipulare per interesse proprio e dei rispettivi mandanti, nonchè al sig. Francesco Bianchi, rappresentato dal procuratore Tamassia, ed alla signora Carlotta Ceresa vedova Mamoli per la sua interessenza ed anche pei di lei figli minorenni pei quali accettava il contutore dott. Coresa, l'uso perpetuo dell'acque estive ed jemali, costituenti la Roggia appellata Bolletta-Ospitala di spettanza del medesimo Spedale Maggiore, come era enunciato in narrativa pel quantitativo che dal solito irrigamento delle possessioni e dei beni dello stesso Ospitale locatore e dei poderi della signora baronessa Valsecchi e del sig. Griffini poteva sopravanzare, giusta quanto in allora si praticava da varii bocchelli, — con diritto negli affittuari dell'uso dei cavi, rivo ed acquedotti, e dell'esercizio delle altre ragioni che potevano competere al pio Luogo locatore a norma di ciò che si era fino allora praticato, — pel correspettivo dell'affitto annuo in corso di aust. lire 8827 e cent. 59 e di altre lire 550 per l'uso dell'acque jemali, e quindi pel fitto annuo complessivo di aust. lire 9377 59, che gli intervenuti per sè e loro mandanti si obbligarono di pagare con vincolo solidario fra gli utenti delle acque di ciascun singolo bocchello: sotto deduzione degli importi di annue lire 1200 per corrispettivo del mantenimento della ricostruzione d'argini e manufatti in legno a difesa degli stessi argini, e d'altre lire 400 per lo spurgo e taglio d'erbe di un tronco della Roggia; vale a dire in sostanza per l'annuo canone fittalizio stabilito definitivamente in aust. lire 7777 59 di cui si assegnava il riparto in sei quote disuguali in relazione a ciascun bocchello. E' a notarsi in tal proposito che nell'anzidetto rogito trovasi infatti allegato sub. *C*, il prospetto di assegnamento dell'affitto delle acque estive ed jemali della Roggia Bolletta-Ospitala, concessa in godimento agli ivi nominati utenti a far epoca dal 1° aprile 1856, e da esso è posto in chiaro, conformemente alle avvertenze soggiunte, che mentre nella locazione dei 27 anni compiutisi il 31 marzo 1856 gli affittuari utenti pagavano il canone annuo di lire 8827 59 austriache, colla nuova e più lunga locazione invece la mercede annua che essi venivano a pagare era di lire 7777 59 ed anzi tenuto conto del prelievo dell'interesse al 4 per cento su valore delle due annualità date in cauzione, pagavano come pagano infatti il canone annuo limitato di lire 7155 39 soltanto.

Giova pure notare che la quantità delle persone intervenute al detto istromento 8 febbraio 1853 in proprio o rappresentate a mezzo dei mandati di procura, non era soltanto quella del numero dei 28 individui pei quali era stata fatta la proposta d'affitto coll'istanza 24 agosto 1850 in base alla deliberazione presa nella riunione 25 maggio stesso anno, ma era ben maggiore come risulta dai documenti accennati; e come vien posto in chiaro nelle finchè 1ª e 2ª del prospetto di confronto che sarà prodotto, esso ascendeva ad un numero doppio all'incirca (a 59 persone), e fra loro si comprendeva la sig. Giuseppa Pavesi moglie allo stesso amministratore, ingegnere Biancardi concedente dell'affitto; — che d'altronde qualche dissonanza emerge non solo fra le persone per le quali lo affitto fu proposto ed accettato, e quelle alle quali venne concesso colla stipulazione a mezzo di mandati di procura nel rogito Crocciolani 8 febbraio 1853, ma eziandio fra le persone emittenti dei mandati di procura e quelle indicate come partecipanti ai vari bocchelli nell'elenco inserto in allegato *C*, dell'istromento stesso; — e che inoltre la rappresentanza delle parti contraenti assuntrici dell'affitto era affatto informe ed irregolare, e fra esse vi era accennato per fino qualche Corpo morale, quantunque senza giustificazione di una veste regolare ed autorizzata.

La concessione dell'affitto alle nominate parti contraenti si dichiarò vincolata all'immancabile osservanza ed adempimento delle condizioni e prescrizioni, ed alle rinuncie e caducità espresse nell'istromento, ritenendosi il tutto calcolato (sic) quale corrispettivo del contratto; ed anzitutto fu dichiarata una rinuncia vicendevole ai benefìcii di legge, specie anche a quello desumibile dalla eccezione per lesione enorme, quantunque siffatta rinuncia non fosse mai stata in verun modo accennata nella pratica della trattazione precorsa, e fosse estranea ai patti precedentemente contemplati e non consentita da alcuna autorizzazione governativa.

Il canone annuo venne distribuito in sei parti con assegnamenti disuguali in relazione ai bocchelli, col patto della solidarietà dell'obbligo fra gli utenti di ciascun bocchello (art. 1, 4 e 5) in relazione al prospetto allegato all'istromento, lasciando però facoltativo al corpo degli utenti delle acque di recedere in ciascun anno della locazione dal riparto contemplato, e di comunicare un nuovo riparto al P. L. locatore tre mesi prima dell'inizio dell'annata; e col patto altresì che il locatore non possa ricusare dal ricevere da ciascun singolo utente la di lui quota di canone.

L'epoca del pagamento di esso venne fissata nel giugno di ciascun anno (art. 4 e 5), scorso il qual termine fu in mancanza del soddisfacimento dichiarato essere in facoltà del P. L. non solo di agire contro i partecipanti delle acque di ciascun bocchello in via solidaria; e di pretendere il caposoldo sull'arretrato insoluto, ma altresì di far decadere gli utenti affittuari dalla concessione delle acque e dal loro godimento, oltre il pieno risarcimento di interessi, danni e spese. — Anzi siffatta facoltà di far decadere i concessionari dell'uso, e di sciogliere la investitura concessa, venne pattuita (articolo 19) per qualsiasi mancanza allo adempimento delle obbligazioni, od all'osservanza delle prescrizioni e condizioni contemplate nello stipulatosi istromento, sia da parte degli affittuari, sia da parte dei loro eredi e successori, e s'aggiunse anche dei loro fidejussori; coll'avvertenza che, ove nascesse qualche dubbio sulla estensione degli obblighi dei concessionari, e loro eredi e successori, esso dovesse sciogliersi coll'interpretazione più favorevole all'assunto del P. L., al qual uopo gli affittuari rinunziarono benanco al beneficio legale contemplato dalla 2ª parte del § 915 del Codice civile austriaco. — A carico del P. L. locatore fu mantenuto l'onere del pagamento del dazio dell'acqua, o sovrimposta per la Bolletta-Ospitala (art. 14).

Per qualunque scarsezza o diminuzione del corpo d'acqua per titoli o fatti non imputabili al locatore, fu pattuito (art. 16) non potere gli utenti affittuari pretendere dal P. L. alcun abbonamento o compenso, ritenendosi essi sottoposti a tutti gli infortuni, anche straordinari ed impensati.

In tempo dell'asciutta di Muzza fu vietato (art. 10) agli affittuari di introdurre nel cavo di Roggia-Ospitala qualunque quantità di acqua, anche se colaticcia, allo scopo che non siano ritardati, impediti o difficoltati i lavori, che in tale circostanza occorrono. Si pattuì (art. 8) che entro il mese di marzo 1856 si dovesse fare a mezzo di perito ingegnere, eleggibile dall'Amministrazione dell'Ospedale locatore, la descrizione e formale consegna per ogni effetto di ragione, della Roggia Bolletta-Ospitala, coll'indicazione di tutti gli edificii sulla medesima esistenti, ed il relativo stato dovesse essere firmato dagli affittuari ed unito all'istromento di concessione di affitto, data facoltà all'Amministrazione locatrice di far rilevare lo stato delle cose, con novella descrizione, a spesa degli affittuarii al compiersi di 18 anni.

Si pattuì (art. 9) essere essi in obbligo di prestarsi a loro spese, e senza compenso, agli spurghi e taglio d'erbe per tutta l'estensione del cavo, ed alla manutenzione e ricostruzione degli argini, penelli e simili manufatti in legno, che sarebbero stati indicati nell'atto di consegna, ritenendosi in ogni modo, e dichiarandosi dalle parti, che il cavo suddetto, gli argini, penelli, e manufatti, si reputassero in istato di ordinaria manutenzione, e dovessero conservarsi in eguale stato costantemente. —

A carico e spesa del locatore si dichiarò (art. 15) la quota di conservazione e di manutenzione di un sostegno in cotto e sasso appellato il Levadone di Paullo, della levata in legno detta della Dorada, e degli altri edifici in vivo, in cotto ed in legno esistenti lungo la Roggia, tranne quelli dei quali gli affittuari avevano assunta la ritazione ed il mantenimento.

Venne fatto obbligo agli affittuari (art. 11) prima dell'esecuzione di riparazione di qualche rilievo lungo la Roggia, di darne avviso all'Amministrazione del P. L., all'effetto che questi possa preventivamente far ispezionare i lavori occorribili, col diritto di impedire ogni arbitraria novità. Fu dichiarato facoltativo agli affittuari di godere in ragione delle acque estive, o di subaffittare le acque jemali (articoli 7, 17) nella misura consueta, per quel prezzo che trovassero di loro convenienza: e di servirsi dell'acqua che non ostante defluisce per la detta Roggia, sia per abbeveraggio di bestiame, sia per la formazione di ghiaccio od altro, purchè però non avesse a derivarne alcuno svantaggio all'Ospedale locatore, e salvo il diritto in lui di adottare provvedimenti pel decorso dell'acqua nel modo usato e contemplato dall'istrumento di concessione.

L'esecuzione del contratto in quanto concerne l'adempimento degli obblighi assunti dagli affittuarii dovendosi praticare in Lodi, i contraenti sigg. Griffini, Sordi, Bianchi e Ceresa per sè e pei loro rappresentati dichiararono di eleggere il domicilio in detta città, presso il signor ing. Dionigi Biancardi, con abilitazione a lui di ricevere tutti gli avvisi, ordini ed atti che potessero venire.

Il contratto fu mandato ad esecuzione successivamente. Però non si fece a forma e nei termini stabiliti dall'art. 8 del detto istromento la descrizione e stato all'uopo di formale consegna della Roggia Bolletta-Ospitala.

È evidente poi che non fu nemmen fatta alcuna perizia del valore dell'affitto concesso, nè alcun esperimento d'asta per esso. I concessionarii dell'uso dell'acque ne ebbero di fatto il godimento nella quantità determinata dal rogito d'affitto 8 febbraio 1853; e nel corso di molti anni che succedettero alla stipulazione di quell'istromento, l'Amministrazione dell'O. P. non ebbe occasione di riprendere in esame la cosa. Ben vero che appare siano insorti degli screzi, delle difficoltà o controversie fra i varii utenti, quali emergono da alcune circolari diramate nell'anno 1859, e pervenute a notizia del P. L. locatore; in altra delle quali il signor ing. Dionigi Biancardi scrivendo colla qualità di regolatore rammentava che per opera sua gli utenti, conchiudendo l'ultimo contratto d'affitto coll'ospitale, avevano assicurato l'irrigazione perpetua senza aumento di affitto; mentre dapprima ad ogni termine di locazione correvano pericolo di avere le campagne asciutte. Ma tali differenze, comunque pervenute a notizia del P. L. locatore, riguardavano i rapporti degli utenti fra loro.

Frattanto il signor ingegnere Giuseppe Biancardi che continuò nella funzione di amministratore del P. L. venne a morte nel 1855; ed all'amministratore dell'Ospitale Maggiore, cessato per virtù delle disposizioni di legge, succedutovi il Consiglio degli ospitali, a forma della vegliante legge sulle Opere pie, venne chiamato a far parte del Consiglio nell'anno 1863 — ed anzi all'ufficio di presidente di esso funzionando fino al 1868 — quello stesso sig. ing. Dionigi Biancardi, il quale fungeva, per incarico degli utenti affittuari delle acque, come regolatore, ed era altresì utente egli stesso nel proprio interesse, siccome erede della di lui madre Giuseppina Pavesi Biancardi compresa fra i concessionari dell'affitto.

Nel lungo decorso del tempo molti, quasi tutti gli affittuari contraenti nell'atto a rogito Crocciolani 8 febbraio 1853 cessarono dall'uso e godimento delle acque conceduto coll'istromento stesso, sia per morte, sia per cessione di cui credettero di farne oggetto a terze persone per atti fra vivi. Però la rappresentanza dell'O. P. locatrice non fu resa positivamente e regolarmente edotta dei mutamenti di persona nel godimento delle acque; poichè i canoni venivano pagati alla cassa dell'Ospitale sia in parte, sia in tutto, da persone incaricate e per conto di mittenti, conservando talora i nomi dei concessionari primitivi. In ogni

modo all'Amministrazione dell'O. P. non si presentò per molto tempo l'occasione od il movente di indagare ed accertare precisamente da parte e per interesse di quali persone venivano pagati i canoni.

In progresso, specie negli ultimi anni, essendosi mutato il Consiglio degli ospitali, venne in pensiero ad esso di prendere in esame lo stato delle cose a riguardo dell'affitto in discorso dell'acqua della Roggia Bolletta-Ospitala, poichè per l'Amministrazione dell'O. P., esso è cosa di assai rilevante interesse. Il Consiglio si avvide che, mentre l'affitto in discorso non sembrava e non appare favorevole all'interesse del P. L. amministrato, rimaneva e rimane indeterminata e giuridicamente inconsistente la persona della parte conduttrice dell'uso delle acque, e che le ragioni dell'O. P. locatrice non vennero e non sono legalmente assicurate. Ben considerate le risultanze degli atti esistenti, ha ritenuto la Rappresentanza dell'O. P., e ritiene — che nella pratica trattazione amministrativa del contratto che fu poi stipulato col rogito 8 febbraio 1853, non siano state esattamente osservate le formalità e condizioni che le leggi a quell'epoca vigenti prescrivevano per disporre della concessione d'affitto ed uso di acque per un termine assai eccedente il normale consuetudinario, e di gran lunga lontano ed indeterminato, tanto più che nella stipulazione venne introdotta un'esplicita rinuncia all'eccezione legale di lesione enorme, senza alcuna preventiva approvazione dell'autorità amministrativa, di guisa che tale rinunzia deve reputarsi invalida; — che il contratto d'affitto, sebbene nominalmente detto perpetuo, non poteva e non può per sua natura avere altro senso e valore giuridico se non quello di una concessione temporaria di conduzione od uso; ed avendo una apparenza illimitata per mancanza di determinazione al limite di sua durata, dovevasi e devesi ritenere che non abbia a sorpassare il termine di 30 anni dalla sua attuazione, essendo il trentennio la massima durata dalla legge concessa per un contratto d'affitto o locazione-conduzione; — che in realtà il contratto d'affitto concluso fra l'amministratore dell'Ospitale ed i varii utenti non era e non poteva essere perpetuo, e non lo è in realtà: poichè in fatto le persone con cui il contratto avvenne non esistono più, almeno nella massima parte; l'uso ed il godimento delle acque è in realtà continuato a favore e vantaggio di molte persone, tutt'altre e diverse dai primi concessionari, le quali non sono nemmeno legalmente note all'Ospitale locatore, nè da lui riconosciute; che inoltre le persone dei contraenti come affittuari nell'anzidetto rogito Crocciolani 8 febbraio 1853 non erano regolarmente rappresentate, nè si aveva l'approvazione occorribile per talune di esse; — che in conseguenza il detto contratto d'affitto che si pretende dovere essere perpetuo all'appoggio del rogito Crocciolani 8 febbraio 1853 numero 1718, deve piuttosto reputarsi legalmente nullo, invalido ed inefficace attualmente, sia perchè non furono osservate le formalità che si sarebbero dovuto esattamente adempiere in relazione alle prescrizioni portate dalle leggi che vigevano all'epoca dell'avvenimento di quel contratto, sia perchè esso venne stipulato con persone diverse da quelle per le quali era stata fatta e poscia accettata la proposta, e n'era stata emanata la approvazione, sia perchè rimase indeterminata la persona contraente assuntrice della conduzione del lunghissimo affitto; — che d'altronde l'affittanza consentita non poteva per sua natura e non può avere in ogni ipotesi l'effetto di durare alla perpetuità e per sempre; la durata derivante per effetto di essa non poteva e non può essere che temporaria, quantunque non determinata nell'epoca; l'uso delle acque concesso agli affittuari o conduttori doveva cessare naturalmente al decedere o cessare dell'utente concessionario: ed in qualsiasi modo deve cessare al più tardi col compiersi della massima durata stabilita dalla legge civile per gli affitti o locazioni-conduzioni, in cui oltrepassar non si può il limite di 30 anni.

Per queste e per molte altre ragioni ed argomentazioni che scaturiscono dai documenti prodotti, e saranno spiegati in corso di causa, ed eziandio pel motivo che non havvi nè certezza positiva e sicurezza giuridica nè determinazione legale nella parte conduttrice ed utente delle acque, nè garanzia a forma di legge pei diritti spettanti all'Opera Pia proprietaria locatrice, il Consiglio Amministrativo degli Ospitali, animato dall'obbligo che gli incombe di tutelare l'interesse dell'Opera Pia, ha deliberato di far cessare l'affitto delle acque conceduto, allo scadere dell'anno in corso che si compie col 31 marzo 1886 e di esercitare nelle vie legali i diritti competenti al Corpo morale amministrato. Rassegnò quindi la faccenda colle proprie deliberazioni all'onorevole Deputazione provinciale di Milano, la quale con decisione partecipata mediante decreto 21 ottobre 1884, n. 613 B, dichiarò di concedere facoltà all'Amministrazione dell'Ospitale di Lodi di farsi attrice in giudizio contro gli utenti della Roggia Bolletta Ospitala, premessi i mezzi conciliativi, onde evitare possibilmente un litigio.

Adempiendo a tale disposizione, il presidente del Consiglio ospitaliero con lettera circolare 24 novembre 1884, n. 3828, indirizzata agli utenti delle acque della Roggia Ospitala, recò loro a notizia, che la Deputazione provinciale aveva autorizzato a diffidare gli affittuari della Roggia a ritenere cessato col 31 marzo 1886 il contratto in atti Crocciolani 8 febbraio 1853, ed in caso di opposizione, a stare in giudizio; e li invitò ad intervenire ad una riunione da tenersi negli uffici dell'Ospitale Maggiore nel 16 dicembre stesso anno 1884, per discutere su proposte di accomodamento; e deliberare in proposito.

Alla riunione tenutasi intervennero molti utenti in persona o rappresentati (appaiono in numero di 36). Il presidente del Consiglio ospitaliero, — spiegate le ragioni ed il movente dell'invito all'adunanza, — accennati i vizi che infirmano il contratto d'affitto così detto perpetuo 8 febbraio 1853, — dimostrati i difetti più salienti, concernenti le garanzie a favore del P. L. locatore, — censurata la rinunzia all'eccezione di lesione enorme, — e rimarcato il difetto di consistenza giuridica nella parte contraente dell'affitto, — fece una triplice proposta; o di addivenire alla revisione del titolo non essendo ancora trascorso il triennio, costituire un regolare consorzio e rimaneggiare il contratto per modo che siano eliminati i vizi rilevati dall'Amministrazione del P. L., e siano migliorate le condizioni economiche del contratto, stimando essa che i patti attuali siano pregiudicevoli all'interesse dell'O. P., — ovvero di concedere in assoluta proprietà le acque irrigue agli affittuarii utenti ritenendoli partecipi, in concorso col P. L. proprietario, a tutti gli oneri inerenti alla proprietà, e che sono ora sostenuti da lui: — oppure in riguardo alla prima proposta di nominare una Commissione per gli utenti, la quale abbia a studiare la questione ed a formulare le proposte nel loro interesse, tenendosi estranea l'Amministrazione dell'O. P., che si riservava di prenderle poi in esame, rispettato però in ogni evento il termine per le sue deliberazioni prima del 31 marzo 1886.

Queste proposte si trovano riassunte nel verbale all'uopo eretto in detto giorno 16 dicembre 1884. — Gli intervenuti utenti, prendendo atto delle comunicazioni fatte dal presidente del Consiglio ospitaliero, si riservarono di dare le loro dichiarazioni in seguito ad opportuni studii, e di incaricare frattanto il signor ing. Pietro Allara, quale loro regolatore, a ritirare dalla Amministrazione degli Ospitali gli atti e documenti che questa aveva per cortesia offerto di comunicare, ed a riconvocare poi gli utenti ad una ulteriore assemblea nel successivo mese di gennaio.

Il prefato signor ing. Allara, addì 18 febbraio 1885, fece conoscere al presidente del Consiglio ospitaliero che gli utenti avevano, nel 25 gennaio, nominato una Commissione per prendere in esame gli atti, formulare le loro proposte, e provocare la costituzione di un regolare Consorzio; e chiese la concessione di tre mesi di tempo onde dare evasione alla pratica e parteciparne il risultato al Consiglio degli ospitali. Il termine venne concesso. Ma il risultato comunicato di poi con lettera 21 maggio 1885 del signor ingegnere Allara fu, che per risoluzione presa dagli utenti in una riunione tenutasi il 14 maggio 1885, deliberarono essi assolutamente di non riconoscere in alcun modo nell'Amministrazione dell'Ospedale maggiore di Lodi il diritto di far cessare, nè col giorno 31 marzo 1886, nè ad altra qualsiasi epoca avvenire, il contratto d'affitto della Roggia Bolletta-Ospitala, portato dallo istrumento 8 febbraio 1853, a rogito Crocciolani; di voler insistere invece, affinchè tale contratto abbia ad essere eseguito in ogni futuro tempo ed in ogni sua parte, salvo soltanto a procedere alla costituzione nei modi di legge di un regolare Consorzio degli utenti affittuarii; e di incaricare finalmente il signor ingegnere Pietro Allara di dar partecipazione di tale deliberazione all'Amministrazione degli Ospitali.

A siffatta adunanza e decisione presero parte circa quaranta affittuarii utenti, come appare dal verbale 14 maggio 1885. Il numero però delle persone che realmente fanno uso e godono come affittuarii delle acque della Roggia Bolletta-Ospitala è ben maggiore, e scende a 104, come si raccoglie dalla relativa nota contenuta nella finca terza del prospetto a prodursi; e sono precisamente tutte le persone infra indicate nel presente atto.

Per tal modo ogni mezzo conciliativo onde evitare possibilmente la lite, rimase vanamente tentato ed esaurito.

Il Consiglio degli Ospitali, conseguente a se stesso, e penetrato del proprio obbligo di dover proteggere gli interessi e di esercitare i diritti dell'O. P. amministrata, ha dovuto pertanto, quantunque a malincuore, deliberare di provvedere alla promozione e trattazione della causa ed alla citazione di tutte le persone che gli emergono essere utenti in fatto delle acque della Roggia Bolletta-Ospitala, e che ne pretendono tuttora il godimento in perpetuo all'appoggio della stipulazione del contratto a rogito Crocciolani otto febbraio 1853.

E ritenuto che il Tribunale di Lodi autorizzò la citazione per pubblici proclami sul ricorso e col decreto che si trascrivono come segue:

R. Tribunale civile e correzionale di Lodi.

Ricorso urgentissimo per autorizzazione alla citazione mediante pubblici proclami.

Il Consiglio ospitaliero di Lodi intende promuovere lite contro tutti quanti gli utenti affittuari della Roggia denominata Bolletta-Ospitala, e di proprietà del detto Pio Luogo, proponendo a giudicarsi in confronto delli stessi i seguenti capi di domanda:

1. Non essere i singoli attuali utenti di fatto citati col presente atto, tutti e ciascun d'essi, nè qualunque altro in diritto, locchè sia compiuto l'anno in locazione-conduzione ora in corso, e cioè dopo il 31 marzo 1886 di derivare e condurre a loro uso ed a beneficio ed irrigazione di beni immobili da essi posseduti, le acque del canale denominato Roggia Bolletta-Ospitala di proprietà della Attrice Opera Pia, all'appoggio e per virtù ed effetto della concessione d'affitto risultante dal rogito del notaio Crocciolani 8 febbraio 1853 n. 1718.

2. Essere in libera facoltà del precedente Consiglio degli ospitali di Lodi, rappresentante l'Opera pia proprietaria del menzionato canale Roggia Bolletta-Ospitala, di non concedere al venire del 1° aprile p. f. ed in poi, a tutti e singoli citati col presente atto, la derivazione ed il godimento delle acque dell'anzidetta Roggia, che i convenuti conducono a loro uso ed a beneficio di molti beni stabili.

3. Avere a legittima ragione il Consiglio degli ospitali precedente dichiarato, che si debba ritenere cessato, ed abbia realmente a cessare al 1° aprile p. f. ed in avanti, qualsiasi effetto della concessione d'affitto assentita per contratto recato dall'anzidetto Istrumento Crocciolani 8 febbraio 1553, e quindi segnatamente qualsiasi derivazione ed uso in tutti e singoli i citati, delle acque che essi deducono all'appoggio di quell'affitto dalla Roggia Bolletta-Ospitala.

4. Dovere quindi i singoli utenti stessi convenuti colla presente citazione, e qualunque altro, all'epoca del 1° aprile p. f. ed in avanti, astenersi dal derivare e condurre a proprio uso, godendone sia in vantaggio dei loro rispettivi terreni od altri enti immobili, sia altrimenti, ed a scopo diverso, le acque del rammentato canale o Roggia Bolletta-Ospitala, di proprietà dell'Opera Pia Attrice, sotto pena del risarcimento di ogni danno.

Attesochè gli utenti conosciuti di detta Roggia, come dall'unito elenco, sono in numero superiore ad un centinaio, oltre a molti altri di cui forse si ignora nome e domicilio; e siccome le norme di cui all'articolo 146 C. P. C. si estendono anche al caso in cui non si conoscano tutti e singoli gli interessati, contro cui promuovere l'azione (come evincesi dall'atto di citazione per pubblici proclami inserta nel numero 205 del 26 luglio 1866 della *Gazzetta Ufficiale del Regno*), così il Consiglio degli Ospitali trovasi nella necessità di chiedere autorizzazione per la citazione mediante pubblici proclami di tutti quanti i coutenti di detta Roggia Bolletta-Ospitala. Ed in conformità a precedenti di questo Tribunale, come dall'unito decreto 25 agosto 1866 che si unisce a schiarimento, confida verrà assecondata la domanda di cui in appresso.

I principali utenti a cui notificare la citazione nei modi ordinari di legge sarebbero, come evincesi dall'unito elenco:

1. La Congregazione di Carità di Lodi rappresentata dal suo presidente dott. Luigi Lenta.
2. Griffini Giovanni fu Giuseppe di Terenzano.
3. Cav. Emilio Conti di Milano, via Monforte n. 26.

L'azione da intentarsi va a perimere col mese di marzo 1886, e quindi si officia questo Tribunale per la spedizione in via d'urgenza, onde trovarsi in grado di attivare le pratiche opportune avanti il compiersi della prescrizione.

Il Consiglio degli Ospitali di Lodi a mezzo del suo procuratore avv. Angelo Sentati

Chiede

Piaccia al R. Tribunale civile e correzionale autorizzare la citazione per pubblici proclami di tutti quanti i coutenti della Roggia Bolletta-Ospitale, perchè abbiano a comparire nella via formale, avanti questo Tribunale e nel termine da stabilirsi a sensi degli articoli 146, 152 Codice procedura civile per rispondere alle domande più sopra trascritte; ordinata la citazione in via ordinaria pei tre coutenti sopra indicati, e di quegli altri che il Tribunale reputasse del caso, ordinata l'inserzione nei pubblici fogli a sensi di legge.

Documenti annessi.

1. Mandato 23 gennaio 1886, rilasciato dal presidente del Consiglio per brevetto a rogito dott. Bassano Silvetti.

2. Elenco degli utenti noti di Roggia Bolletta-Ospitale.

3. Ricorso e decreto 25 agosto 1886 di questo Tribunale — firmato avvocato Angelo Sentati, procuratore.

N. 38 R. R. p.° 3 febbraio 1886. — N. 16 R. R. del P. M. p.° 3 detto.

Il P. M. letto il discorso.

Ritenuto che il numero rilevante degli utenti della Roggia Bolletta-Ospitala, che si vogliono da questo Consiglio ospitaliero tradurre in giudizio, prova la necessità di procedere alla citazione mediante pubblici proclami.

Letto l'art. 146 del C. P. C.

Conclude:

Piaccia al Tribunale ill.mo autorizzare la ricorrente ad usare della citazione per pubblici proclami coi mezzi voluti dal menzionato articolo 146, lasciando al Tribunale di stabiltre a quanti e quali degli utenti citandi debbasi notificare la citazione nei modi ordinari.

Lodi, li 3 febbraio 1886.

Fir.: Segala, proc. del Re.

Decreto.

Il presidente del Tribunale C. e C. di Lodi, visto il suesteso ricorso e le pedisseque conchiusioni del Pubblico Ministero,

Visto l'art. 188 del regolamento generale giudiziario, delega il sig. Giudice D. Vigorelli Carlo per la relazione in Camera di consiglio, da effettuarsi nel giorno 6 corrente, ore dieci mattina.

Lodi, 3 febbraio 1886.

Fir.: Bottacco, presidente.

Decreto — N. 9. R. C.

Il R. Tribunale C. e C. in Lodi, riunito in Camera di consiglio nelle persone dei signori cav. Luigi Bottacco, presidente, e Giudici dott. Carlo Vigorelli e dott. Francesco Gaviraghi;

Udita la relazione dell'avanti steso ricorso, fatta dal giudice delegato, e lette le conchiusioni del Pubblico Ministero cogli art. 146, 150 e seguenti del Codice procedura civile e 185 del regolamento generale giudiziario. — Le medesime adottando

Autorizza

Il ricorrente Consiglio degli Ospitali di Lodi a citare per pubblici proclami i coutenti della Roggia Bolletta-Ospitala, indicati nell'elenco unito al ricorso, perchè abbiano a comparire nella via formale, avanti questo Tribunale e nel termine di giorni 30 dalla inserzione, affissione e notificazione come infra ordinate, per rispondere alle dimande specificate in ricorso, e siano invece citati nei modi ordinari i principali coutenti, e cioè la Congregazione di carità di Lodi in persona del suo presidente dott. Luigi Lenta, il sig. Griffini Giovanni di Terenzano, il sig. cav. Emilio Conti di Milano, via Monforte, n. 26, ordinando che la citazione sia pubblicata non solo nella *Gazzetta Ufficiale* e nel Giornale degli annunzi della provincia, ma anche nel giornale il *Corriere dell'Adda* di Lodi, ed affissa nei comuni di Cavenago, Mairago, Gorgonzola ed Agnadello.

Lodi, 6 febbraio 1886.

Il presidente: firm. Bottacco — Firm. Tosetti C.°

Per copia conforme all'originale, in atti di questa cancelleria,

Lodi, 7 febbraio 1886.

Il cancelliere Tosetti.

(L. T.)

Per copia conforme: Damonti Antonio usciere,

Tutto ciò premesso e ritenuto, io sottoscritto Damonti Antonio usciere addetto al R. Tribunale civile e correzionale in Lodi, eseguendo la fattomi richiesta, dichiaro col presente mio atto di

Citare, come cito,

con pubblici proclami mediante le inserzioni ed affissioni ordinate col suriportato tribunalizio decreto tutti e cadauno i seguenti coutenti, cioè: - Allegri Angelo, di Mairago - Agazzi Rosa ed Asti Giuseppe, di Basiasco - I figli ed eredi del fu Asti Domenico, cioè Asti Giovanni e Pietro, di Basiasco, ed Asti Rosa in uno a suo marito Dragoni Battista, di Castiglione d'Adda - I figli ed eredi del fu Barbieri Battista, cioè Barbieri Antonio, di Basiasco, Barbieri Angelo e Carlo, di Gorgonzola, Barbieri Rosa in uno a suo marito Cattani Ant., di Agnadello, e loro madre Mariani Cesarini, vedova Barbieri, di Gorgonzola - Belloni Carlo ed Alfeo fu Davide, di Lodi - Bocconi Luigia fu Luigi *quondam* Agostino, minorenne rarpresentata dalla madre Moiraghi Marianna, vedova Bocconi di Lodi - Bracchi Cassiano, di Caviaga - Carminati Agostino di Lodi - Cremascoli Antonio e Giorgio, di Basiasco - Gli eredi del fu D. Achille Ceresa, cioè Bellisomi Carolina, vedova Ceresa, di Lodi, Ceresa Achille fu Zeffiro, minorenne rappresentato dalla madre Orsola Grassi, di Lodi, Mamoli Giuseppina in uno a suo marito cavaliere Giovanni Rossi, di Lodi - Mamoli Emmanuela, vedova Banaudi, di Torino - Mamoli Pietro, di Milano - Mamoli Enrichetta in uno a suo marito Fedrighini cav. Luigi, di Roma - Bruschini Jone in uno a suo marito ingegnere Vincenzo Galleani, di S. Colombano al Lambro, Bignami Luigi, Pietro e Cesare fu Giuseppe, di Milano - Favini Bernardo, di Basiasco - I figli ed eredi della fu Maria Ferla, cioè De Paoli Raffaele per sè e pel minore suo figlio Ezzelino, e gli altri figli maggiorenni, De Paoli Paolo ed Amalia, tutti di Cavenago d'Adda - Ferrari Francesco, Fruttaroli Antonio, Francesca e Cristina, di Mairago - Grossi Giovanni, Teresa, Giuseppina e Diamantina, di Lodi - Griffini Paolo, di Caviaga - I figli ed eredi del fu Grossi Giuseppe, cioè Bettoni Rosa per sè e qual madre dei minorenni Grossi Teresa e Carlo ed i figli maggiorenni Grossi Giovanni e dott. Alessandro, di Sesto Pergola - Maj Leandro fu Gaetano, minorenne, rappresentato dalla madre Luigia Ferrari, in uno al costei marito in seconde nozze Tarenzi Luigi, di Mairago - Majocchi Luigi e dott. Giuseppe di Mairago - Sordi Zeffirina per se e qual madre dei minori Majocchi Carlotta, Carlo e Maria fu Angelo, di Mairago - Meazza dott. Bassano, di Lodi - Pandini Francesco e Francesca, e Gola Maria, vedova Pandini, di Mairago - Picozzi dottor Francesco, di Lodi - I figli ed eredi del fu dott. Luciano Raj, cioè Pennè Maria, vedova Raj, Raj Paolo, Achille, Annibale, Pietro ed Edoardo, di Cavenago d'Adda, Raj Ernesta in uno al di lei marito Cesari Bassano, di Lodi, e Raj Maddalena in uno al marito Sacchetto Carlo, di Torino - Rota Chiara in uno al marito Cornalba Gaetano, di Basiasco - Soffientini Antonio e Tronconi Rag. Achille, di Bolvignate - Sac. Roda don Carlo parroco di Basiasco, sac. Molteni don Angelo parroco, di Canevago, e sac. Belloni don Adamo parroco, di Mairago - Vasconi Giuseppe, di Soltarico - Vasconi Ercole ed Angelo, di Runo (Luino) - Bozzi Giuseppa, vedova Valcarenghi per sè e qual madre dei minori Valcarenghi Ernesto, Angela ed Edoardo, di Cavenago, Zighetti Maria fu Battista e Zighetti Giuseppe, Gaetano e Rosa, di Mairago - Anelli avvocato Alessadro, di Milano - Bagatti-Valsecchi nobili Giuseppe e Fausto, di Milano - Gli eredi del fu ing. Dionigi Biancardi, cioè Biancardi ing. Angelo, usufruttuario e suoi figli nati e nascituri - Calchi-Novati nobile Luigi per se e suoi figli nati e nascituri, Calchi-Novati nobile Antonietta in uno al di lei marito nobile Leonazza Mariano, questi anche quale rappresentante i suoi figli nascituri ed i già nati minori Leonazza Pierina, Cristina, Marianna e Pier Luigi - Ragioniere Federico Bussi per sè e suoi figli avuti dalla fu Giuseppina Calchi-Novati ancora minorenni Stefano, Gerolamo e Luigia, tutti di Milano - Comaschi avv. Carlo, di Milano - Gellera Filomena vedova De Fabiani Luigi per sè e minori suoi figli De Fabiani Gaspare, Ernesto, Giuseppe ed Egidio, di Milano - Smancini Giulia fu Giacomo, in uno al di lei marito Cadolini comm. Giovanni, di Roma - Triulzio nob. Gian Giacomo in rappresentanza del proprio figlio minorenne nobile Triulzio Luigi Alberico, di Milano.

Con avvertenza che tutti i sunnominati mariti, in quanto non abbiano anche un interesse proprio vengono citati per l'autorizzazione maritale a sensi dell'articolo 803 Codice procedura civile.

E vengono tutti e cadauno citati come li cito a comparire avanti il Regio Tribunale civile e correzionale in Lodi, entro il termine di giorni trenta (30), giusta il prescritto nel suriportato Tribunalizio decreto, ed a forma di legge, per successivamente rispondere colle norme del procedimento formale, e sentir pronunciare sulle dimande che si vengono ad esporre, ed identiche a quelle inserte nel ricorso per pubblici proclami, colle quali l'esponente rappresentante l'Opera pia attrice,

Conchiude e chiede

Piaccia al Regio Tribunale giudicare e pronunciare.

I. Non essere i singoli attuali utenti di fatto, citati col presente atto, tutti e ciascun d'essi nè qualunque altro, in diritto, lorchè sia compiuto l'anno di locazione-conduzione ora in corso, e cioè dopo il 31 marzo 1886, di derivare e condurre a loro uso, ed a beneficio ed irrigazione di beni immobili da essi posseduti, le acque del canale, denominata Roggia Bolletta-Ospitale di proprietà dell'Opera pia, all'appoggio e per virtù ed effetto della concessione d'affitto risultante dal rogito del notaio Crocciolani 8 febbraio 1853, n. 1718.

II. Essere in libera facoltà del procedente Consiglio degli Ospitali di Lodi, rappresentante l'Opera pia proprietaria del menzionato canale Roggia Bolletta-Ospitale, di non concedere al venire del 1° aprile prossimo futuro ed in poi, a tutti e singoli i citati col presente atto, la derivazione ed il godimento delle acque dell'anzidetta Roggia, che i convenuti conducono a loro uso od a beneficio di molti beni stabili.

III. Avere a legittima ragione il Consiglio degli Ospitali procedente dichiarato che si debba ritenere cessato, ed abbia realmente a cessare, al 1° aprile prossimo futuro ed in avanti, qualsiasi effetto della concessione d'affitto assentita per ontratto recato dall'anzidetto istromento Crocciolani 8 febbraio 1853, e quindi segnatamente qualsiasi derivazione ed uso in tutti e singoli i citati, delle acque che essi deducono all'appoggio di quell'affitto dalla Roggia Bolletta-Ospitala.

IV. Dovere quindi i singoli utenti stessi convenuti colla presente citazione e qualunque altro, all'epoca del 1° aprile prossimo futuro ed in avanti, astenersi dal derivare e condurre a proprio uso godendone sia in vantaggio dei loro rispettivi terreni od altri enti immobili, sia altrimenti, od a scopo diverso, le acque dal rammentato Canale o Roggia Bolletta-Ospitala, di proprietà dell'Opera pia attrice, sotto pena del risarcimento di ogni danno:

Salvo e riservato qualsiasi altro diritto esercibile o domanda proponibile, anche in corso di causa, e qualsias, ragione ed azione dell'Opera pia, nell'interesse della quale si procede, e protestati i danni e le spese della lite per la rifusione.

Si offrono in comunicazione mediante deposito che sarà fatto in cancelleria dei seguenti

Documenti.

1. Istromento 19 agosto 1829, dottor Carminati, portante l'affitto della Roggia Ospitala per anni 27 dal 1° aprile 1829 al 31 marzo 1856.

2. Progetto d'affitto 24 agosto 1850, presentato da alcuni utenti ed insertovi appuntamento 25 maggio 1850.

3. Voto dell'ing. Antonio Merlini 9 settembre 1850, in merito al progetto di nuovo affitto della Roggia-Ospitala.

4. Deliberazione dell'amministratore dell'Ospitale 10 settembre 1850 di accettazione della proposta

5. Lettera del detto amministratore 19 settembre 1850, n. 601, al signor ing. Dionigi Biancardi.

6. Istanza 29 marzo 1851, num. 260, degli affittuari di Roggia-Ospitala, a modificazione del progetto.

7. Nota 24 agosto 1851, n. 8086|285, dell'I. R. Delegazione provinciale in Lodi.

8. Scritto 17 settembre 1851, n. 546, di appendice al progetto d'affitto.

9 Nota 23 febbraio 1852, n. 1488|135, colla quale l'I. R. Delegazione provinciale di Lodi comunica il dispaccio della Luogotenenza 18 febbraio detto anno, n. 3400, portante approvazione del progetto.

10. Istanza della signora Carlotta Ceresa vedova Mamoli 26 luglio 1852, n. 7013, al Tribunale di Lodi con decreto 12 ottobre 1852.

11. Nota 18 luglio 1852, n. 6441|234, dell'I. R. Delegazione provinciale di Lodi.

12. Rapporto 15 ottobre 1852, n. 538, delli signori Carlotta Mamoli e dottor Ceresa all'Amministrazione dell'Ospitale.

13. Nota 20 novembre 1852, numero 10633|1007, dell'I. R. Delegazione, riflettente la domaada Mamoli.

14. Istromento 8 febbraio 1853, numero 1718, del notaio Crocciolani.

15. Circolare 3 febbraio 1859 di alcuni utenti di Roggia-Ospitala, contonente proteste al regolatore ing. Dionigi Biancardi.

16. Circolare 7 febbraio 1859 dello stesso regolatore.

17. Decreto 17 ottobre 1884, numero 613 B, della Deputazione provinciale di Milano.

18. Circolare a stampa 24 novembre 1884, n. 3828.

19. Verbale 16 dicembre 1884, eretto nell'Ospitale di Lodi in contesto di adunati affittuari.

20. Lettera 18 febbraio 1885 dal signor ing. Pietro Allara.

21 e 22. Lettera 21 maggio 1885 del suddetto signor Allara, ed unitovi verbale di adunanza degli utenti 14 maggio 1885.

23. Prospetto comparativo di affittuari-utenti delle acque.

24. Mandato 23 gennaio 1886, n. 12 repertorio, per brevetto a rogito notaio cav. dott. Bassano Silvetti.

25. Ricorso e decreto di autorizzazione ai pubblici proclami, con annesso elenco-utenti.

26. Citazione originale colle relazioni di notifiche, affissioni ed inserzioni.

Lodi, 15 febbraio 1886.

5662 DAMONTI ANTONIO usc.

AVVISO.

In seguito della domanda avanzata dai signori Benedetto e Giovanni del fu Giuseppe Brovelli, di Nettuno, per essere autorizzati ad aggiungere al loro cognome quello materno di Soffredini, il Ministero di Grazia e Giustizia, con suo decreto 18 gennaio scorso, li autorizzava a far eseguire la pubblicazione della loro domanda giusta il disposto dell'art. 121 del R. decreto 15 novembre 1865.

Ciò si deduce a notizia di chiunque possa avervi interesse.

BENEDETTO e GIOVANNI BROVELLI-SOFFREDINI.

5717

R. TRIBUNALE DI COMMERCIO in Roma.

Si richiede la trascrizione della scrittura privata, registrata a Roma il 6 febbraio 1886, vol 14, serie 3ª, n. 7624, atti privati, con la quale il sig. Mariano Ceccarelli dichiara di recedere dalla Società G. Capponi e C., costituita con atto registrato a Roma il 30 maggio 1885, vol. 7, serie 1ª, n. 8914, per l'esercizio dei forni da calce in Monterotondo, vocabolo Santa Barbara, nulla avendo più a pretendere contro di essa; ed il socio Capponi Giovanni esonera il Ceccarelli da ogni responsabilità incorsa in nome e nell'interesse della Società.

Roma 7 febbraio 1886

Per l'avv. VIOLATI
avv. G. FERMINI sostituto.

Presentato addì 7 febbraio 1886, ed inscritto al num. 37 del registro d'ordine, al n. 29 del registro trascrizioni, ed al n. 11|1885 del registro società; vol. 1°, elenco 29.

Roma, li 8 febbraio 1886

Il canc. del Trib. di comm.
5707 L. CENNI.

AVVISO.

Si annunzia che con scrittura privata 10 andante mese, registrata il 16 al reg. 11, serie 1ª, n. 5271, con la tassa di lire 76 80, i signori Augusto Bombelli e Camillo De Lellis hanno tra loro costituito una Società in nome collettivo con sede in questa città, in via del Corso, al civico numero ..., e per la durata di anni cinque decorribili dal primo pel venturo marzo sotto la ragione sociale « A. Bombelli & C. » Oggetto di tale Società è di intraprendere operazioni di cambia-valute delle monete metalliche e carta monetata dello Stato ed estere, negoziare tutti gli effetti pubblici, nazionali ed esteri, come pure fare delle operazioni di Banca escluso tassativamente ogni giuoco di Borsa.

Il capitale sociale è di lire 60 mila immesso dal socio capitalista signor De Lellis, ed ambedue i soci hanno la firma sociale isolatamente e firmeranno « A. Bombelli & C. »

Roma, 17 febbraio 1886.

SAVERIO avv. SEGRETI.

Presentato addì 17 febbraio 1886, ed inscritto al num. 52 del reg. d'ordine, al num. 40 del reg. trascrizioni, ed al numero 17 del reg. Società; vol. 1°, elenco 40.

Roma, li 18 febbraio 1886.

Il canc. del Tribunale di comm.
5745 L. CENNI.

CITAZIONE per pubblici proclami.

L'anno 1886, i giorni 18 e 19 febbraio, in Isernia, Miranda, Forlì del Sannio e Roccasicura,

Ad istanza degli illustrissimi signori Duca di Traetto Francesco, Rosa e Paola Carafa di Traetto fu Giuseppe, proprietari, domiciliati in Napoli, riviera di Chiaia, n. 264,

In virtù di deliberazione emessa dalla prima sezione civile della Corte d'appello di Napoli, addì 18 gennaio ultimo, registrata nel cron.° n° 139,

Io Generoso Cerchione, usciere presso il Tribunale civile d'Isernia, qui domiciliato, via Marcelli n 164,

Ho citato personalmente: 1. Fasano Domenico fu Giulio - 2. Petrino Antonio fu Isidoro - 3. Ferrante Gennaro fu Domenico - 4. Maitino Giocondino fu Francesco, tutti possidenti domiciliati in Miranda - 5. Labella Giuseppe fu Clemente - 6. Berardinelli Domenico fu Felice, possidenti, domiciliati in Isernia - 7 Melaragno Ferdinando fu Giuseppe, possidente, domiciliato in Forlì del Sannio - Siraco Benedetto fu Gaetano, possidente, domiciliato in Roccasicura.

Ho citato poi per pubblici proclami: 1. Marzano Michelangelo fu Giovanantonio - 2. Tortola Antonio fu Domenico - 3. Fasano Luciano fu Domenico - 4. Cafardo Nicola di Angelantonio - 5. Narducci Antonio fu Costanzo - 6. Labella Emiliano fu Pietro - 7. Labella Domenico fu Pietro - 8. Ferrante Antonio fu Domenico - 9. Petrino Donata col marito n. 8 - 10. Tortola Egidio fu Domenico - 11. Marzano Giovannantonio fu Amico - 12. Celli Giovanni fu Domenico - 13. Petrino Gregorio fu Carlo - 14. Tortola Alessandrina fu Antonio col marito - 15. De Benedictis Fulgenzio fu Giuseppe - 16. Marzano Costanzo fu Domenico e sua moglie - 17. Petrino Domenica fu Giovanni - 18. Di Pitto Pasquale fu Giocondino - 19. Marzano Maria fu Giovanni, col marito - 20. Marzano Egidio fu Antonio - 21. Marzano Domenico di Michelangelo - 22 Franceschelli Angelo fu Antonio - 23. Gentile Maddalena fu Giovanni, col marito - 24. Marcantuono Liborio fu Domenico - 25. Narducci Clemente fu Domenico - 26. Petrino Domenico fu Giov. - 27. Tortola Antonio di Domenico - 28. Cifolelli Giuseppe fu Massimiliano - 29. Borrelli Giovanni fu Costanzo - 30. Narducci Luciano fu Domenico - 31. Tortola Felice fu Vincenzo - 32. Celli Belisario fu Salvatore - 33. Pizzi Giovanni fu Giuseppe - 34. Cifolelli Domenico fu Giovanni - 35. D'Agostino Cosmo fu Angelo - 36. Pizzi Carmina fu Domenico col marito - 37. D'Agostino Angelantonio di Cosmo - 38. Marucci Felice fu Giovanni - 39. Di Pitto Cosmo fu Pietro - 40. Cervino Antonio fu Pietro - 41. Petrino Antonio di Felice - 42. Petrino Domenico fu Michelangelo - 43. Borrelli Maria di Domenico, vedova, rappresentante i figli minori Gaetano ed Angelantonio Pizzi fu Filippo - 44. Tortola Michele fu Antonio - 45. Narducci Antonio fu Angelo - 46. Lalli Michelangelo fu Felice - 47. Franceschelli Antonio fu Emiliano - 48. Fasano Antonio fu Domenico - 49. Ferrante Giocondino fu Giocondino e sua moglie - 50. Rampone Cristina fu Felice - 51. Marzano Costanzo fu Amico - 52. Tortola Felice di Michele - 53. De Benedictis Filomena fu Domenico col marito - 54. Borrelli Francesco fu Emidio - 55. Narducci Anna fu Costanzo col marito - 56. Pizzi Felice di Cosmo - 57. Franceschelli Vincenzo fu Giovanni - 58. Petrino Carmine fu Domenico - 59. Franceschelli Domenico fu Battista - 60. Tortola Pasquale di Michele - 61. Ferrante Angela fu Giuseppe col marito - 62. Ferrante Paolo fu Ferdinando - 63. De Benedictis Fulgenzio fu Domenico - 64. Cafardo Casimiro fu Antonio - 65. Pizzi Donato fu Vincenzo - 66. Pizzi Antonio fu Pietro - 67. Fasano Vincenzo fu Antonio - 68. De Benedictis Vincenzo fu Egidio - 69. Marzano Mariangela fu Giuseppe col marito - 70. Tortola Giovanni di Felice - 71. Marzano Giovanna fu Giuseppe col marito - 72. De Benedictis Serafino di Giuseppe - 73. Marucci Luciano fu Giuseppe - 74. Casciano Antonio fu Domenico - 75. Rampone Emiliano fu Emidio - 76. Rampone Luciarosa fu Felice col marito - 77. Guglielmi Domenico di Nicolantonio - 78. Rampone Addolorato fu Felice - 79. Ferrante Antonio fu Giovanni con la moglie - 80. Pecoraro Teresa fu Domenico - 81. Marzano Nicola di Giovanni - 82. Marzano Domenico fu Giov., *Cienzo* - 83. Marzano Antonio fu Sabatino - 84. De Benedictis Michele di Donato - 85. Pizzi Donato fu Giovanni - 86. Cifolelli Vincenzo fu Donato - 87. Ferrante Michelangelo fu Giovanni - 88. Apollonio Luciano fu Domenico 89. Borrelli Maria fu Domenico, col marito - 90. De Benedictis Vincenzo fu Egidio - 91. Petrino Donato fu Egidio - 92. Pizzi Baldassarre fu Antonio - 93. Cifolelli Felice fu Angelo - 94. Pizzi Olindo fu Raffaele - 95. Apollonio Raffaele fu Cosmo - 96. Maitino Giovanni fu Francesco - 97. Nucci Emiddio fu Saverio - 98. Nucci Antonio fu Saverio - 99 Guglielmi Filippo di Nicola - 100. Apollonio Giuditta fu Antonio, col marito - 101. Cifolelli Angelo fu Michele - 102. Fasano Benedetto fu Domenico - 103. Petrino Angelo fu Caramuele - 104. Apollonio Felice fu Antonio, *Zaniglio* - 105. Pizzi Fortunato fu Costanzo - 106. Cifolelli Michele fu Cosmo - 107. Maitino Domenicantonio di Giovanni - 108. Marucci Angelo fu Domenico - 109. De Benedictis Domenicantonio fu Giacomo - 110. Patriarca Domenico fu Benedetto - 111. Rampone Savatore fu Domenico - 112. Di Felice Domenico fu Pietro - 113. Tortola Antonio fu Pietro, *Grigliuzzo* - 114. Apollonio Antonio fu Clemente - 115. Labella Maria di Salvatore - 116. Franceschelli Domenicantonio fu Bonifacio - 117. Tortola Giovanni fu Benedetto - 118. Di Matteo Rocco di Domenico - 119. Patriarca Cosmo fu Benedetto - 120. Gentile Giuseppe fu Pietro - 121. Pizzi Michele di Antonio per la moglie - 122 Tortola Giovanni fu Domenico - 123 Tortola Domenico fu Antonio con la moglie - 124. Maitino Donata fu Domenico - 125. Tortola Pasquale fu Giuseppe - 126. Tortola Carmela fu Giuseppe - 127. Tortola Felicia fu Andrea col marito Angelantonio Labella - 128. Tortola Paolo fu Andrea - 129. Casciano Maria fu Domenico col marito - 130. Cervino Antonio fu Pietro - 131. Marucci Giocondino fu Carmine - 132. Marzano Cosmo fu Benedetto - 133. Marzano Vincenzo fu Giovanni - 134. Pizzi Egidio fu Cristinziano - 135. Pizzi Domenico fu Cristinziano - 136. Pizzi Michele fu Cristinziano - 137. Marzano Maria fu Giuseppe col marito - 138. Casciano Egidio di Troiano - 139. Franceschelli Carmine fu Francesco - 140. Franceschelli Maria fu Francesco col marito - 141. Pizzi Vincenzo di Giuseppe - 142. Patriarca Domenico fu Baldassarre - 143. Cifolelli Giuseppe fu Felice - 144. Franceschelli Angelantonio fu Michelangelo - 145. Pizzi Carolina fu Domenico col marito - 146. Ferrante Antonio di Pasquale - 147. Ferrante Pasquale fu Clemente - 148. Tortola Domenico fu Pietro - 149. Franceschelli Vincenzo fu Michelangelo - 150. Apollonio Santa col marito - 151. Tortola Donato fu Vincenzo - 152. Borrelli Domenico fu Nunzio - 153. Cifolelli Maria fu Giovanni, e per essa Angelo Franceschelli fu Antonio - 154. Cifolelli Raffaele fu Angelo - 155. Cifolelli Vincenzo fu Giovanni - 156. Cifolelli Benedetto fu Giovanni, ora il figlio - 157. Cifolelli Carmine fu Generoso - 158. Cifolelli Carmine fu Francesco - 159. Campanelli Domenico fu Luca - 160. Casciano Domenicantonio fu Angelo - 161. D'Agostino Angelo fu Domenico - 162. Di Felice Antonio fu Pietro - 163. D'Agostino Carmine fu Domenico - 164. D'Agostino Dionisio fu Nicola - 165. De Benedictis Giovanni fu Egidio - 166. Fasano Benedetto fu Clemente - 167. Fasano Benedetto fu Salvatore - 168. Franceschelli Maddalena fu F.co moglie di - 169. Borrelli Luigi di Giuseppangelo - 170. Fasano Donato fu Gennaro - 171. Ferrante Felice fu Cosmo - 172. Franceschelli Felice fu Fortunato - 173. Ferrante Giusino fu Salvatore - 174. Franceschelli Giuseppe fu Giovanni - 175. Ferrante Lucia fu Giovanni - 176. Franceschelli Raffaele fu Michelangelo - 177. Ferrante Giuseppe di Salvatore - 178. Franceschelli Vincenzo fu Giovanni - 179. Casciano Troiano fu Vincenzo - 180. Gentile Domenico fu Cosmo - 181. Gentile Antonio fu Raffaele - 182. Labella Antonio fu Liborio - 183. Labella Domenico fu Pietro - 184. Labella Carmine fu Egidio - 185. Marzano Vincenzo fu Benedetto - 186. Marcantuono Carmine fu Salvatore - 187. Maitino Cosmo fu Giovanni - 188. Mancini Vincenzo fu Gioacchino - 189. Maitino Sigismondo fu Luciano - 190. Marzano Domenico fu Giuseppe - 191. Marzano Donato fu Giovanni - 192. Maitino Fortunato fu Silvestro - 193. Marzano Giuditta fu Giovanni moglie di - 194. Galeazzo Germano - 195. Marzano Antonio fu Pasquale - 196. Marzano Angelo fu Giovanni - 197. Nardocchio Baldassarre fu Antonio - 198. Nardocchio Domenica fu Antonio ved° - 199. Narducci Diamanta fu Domenico ved° - 200. Narducci Luciano fu Giuseppe - 201. Narducci Filomena moglie di - 202. Tortola Domenico - 203. Ottaviano Filippo fu Vincenzo - 204. Ottaviano Francesco fu Vincenzo - 205. Ottaviana Sabina fu Vincenzo col marito - 206. Pizzi Vincenzo fu Raffaele - 207. Ottaviano Saturnina fu Vincenzo moglie di - 208. Borrelli Michele di Domenico - 209. Pizzi Felicia fu Cosmo col marito - 210. Tortola Domenico di Antonio - 211. Petrino Cosmo fu Egidio - 212. Petrino Giuditta moglie di - 213. Tortola Domenico - 214. Pizzi Angela moglie di - 215. Pecoraro Domenico - 216. Pizzi Domenico di Cosmo - 217. Petrino Palma fu Giovanni moglie di - 218. Tortola Felice - 219. Petrino Giovanni fu Gregorio - 220. Patriarca Giuseppe fu Benedetto - 221. Petrino Anna fu Adamo moglie di - 222. Tortola Angelo - 223. Petrino Santa moglie di - 224. Apollonio Michelangelo - 225. Patriarca Benedetto fu Gaudenzo - 226. Patriarca Angelo fu Liborio - 227. Petrino Maddalena moglie di - 228. Pizzi Domenico - 229. Petrino Antonio fu Giovanni - 230. Patriarca Agostino fu Filippo - 231. Patriarca Carmela moglie di - 232. Tortola Antonio - 233. Tortola Paolo fu Domenico - 234. Tortola Maria moglie di - 235. Nucci Raffaele - 236. Tortola Angelo fu Lorenzo - 237. Tortola Carmine fu Andrea - 238. Tortola Domenico di Felice - 239. Tortola Giovanni - 240. D'Agostino Carmine fu Clemente - 241. Franceschelli Domenicantonio fu Raffaele - 242. Marzano Angelo fu Antonio - 243. Colecchia Costantino - 244. Tortola Michele fu Andrea, tutti possidenti e domiciliati in Miranda - 245. Patriarca Maddalena fu Giovanni moglie di - 246. Patriarca Giuseppe - 247. Lombardozzi Giuseppe fu Domenicantonio - 248. Labella Mariano fu Gerardo - 249. Labella Bartolomeo fu Gerardo - 250. Berardinelli Domenico fu Vincenzo - 251. Berardinelli Pietro fu Vincenzo - 252. Berardinelli Arcangelo fu Michele - 253. Mattisoli Giu-

seppe fu Cosmo - 254. Imposimato Raffaele fu Antonio - 255. Laurelli Domenico fu Cosmo - 256. Berardinelli Vincenzo fu Carmine - 257. Berardinelli Giuseppe fu Michele - 258. Berardinelli Pietro fu Felice - 259. Berardinelli Antonio fu Pasquale - 260. Labella Emanuelo - 261. Lombardozzi Giovanni fu Benedetto - 262. Lombardozzi Lorenzo fu Luigi - 263. Labella Angela - 264. Lombardozzi Felice e fratelli fu Antonio - 265. Lombardozzi Stefano fu Giuseppe - 266. Matticoli Angelo - 267. Matticoli Felice - 268. Matticoli Giuseppe fu Francesco - 269. Mecogli Cosmo fu Giambattista - 270. Tommaso, Felice, Silvestro e Pietro Patriarca fu Giovanni - 271. Donato, Domenico e Giuseppe Patriarca fu Salvatore, tutti possidenti e domiciliati in Isernia - 272. Gentile Antonio fu Felice - 273. Letino Belisario fu Domenico (d'Isernia) - 274. Labella Domenicantonio fu Nicola (d'Isernia) - 275. Melaragno Carmine fu Giuseppe - 276. Calabrese Emiddio fu Antonio - 277. Melaragno Pasquale fu Giuseppe - 278. Melaragno Domenico fu Giuseppe - 279. Melaragno Donato fu Sabatino - 280. Mastrostefano Angelo fu Pasquale - 281. Melaragno Pietro fu Crescenzo - 282. Melaragno Cosmo fu Crescenzo - 283. Calabrese Raffaele fu Antonio - 284. Panzini Domenico fu Giuseppe - 285. Fisco Cristese fu Amico - 286. Antonelli Giuseppe fu Vincenzo - 287. Amicone Carlo fu Crisante - 288. Amicone Gennaro fu Amico - 289. Berardinelli Benedetto fu Carmine (d'Isernia) - 290. Calabrese Carmine fu Giacomo - 291. Calabrese Maria moglie di - 292. Berardinelli Felice di Costanzo - 293. Cifolelli Vincenzo fu Giovanni - 294. Calabrese Antonio fu Arcangelo - 295. Calabrese Giacomo - 296. Amicone Eredi di Giuseppe fu Crisante - 297. Amicone Eredi di Domenico - 298. Fantone Nicolina vedova del fu Giuseppe Fantone - 299. Ferrante Filomena fu Domenico - 300. Gentile Antonio fu Biase - 301. Jacovetti Fiore fu Domenico - 302. Marino Clemente fu Domenico - 303. Mastrostefano Lucio - 304. Mastrostefano Giuseppe - 305 Melaragno Santo fu Crescenzo - 306. Melaragno Biase fu Domenico - 307. Patete Pietro fu Gaetano - 308. Riccitelli Nicola fu Domenico - 309. Tonti Carlo fu Michele - 310. Vitale Antonio - 311. Amicone Lucio fu Remigio - 312. Amicone Carmine fu Crisante - 313. Calabrese Antonio - 314. Carmosino Pasquale fu Domenico, tutti possidenti domiciliati in Forlì del Sannio - 315. Di Iorio Felicissimo - 316. Di Iorio Giuseppe - 317. Marzano Camillo fu Antonio - 318. Marzano Baldassarre fu Antonio - 319. Marzano Antonio e fratelli fu Germano - 320. Lettieri Rosario fu Nicola - 321. Di Giorgio Giuseppe - 322. Di Gironimo Michele, Maria ed Antonia fu Antonio, tutti possidenti, domiciliati in Roccasicura,

A comparire innanzi alla prima sezione della Corte d'appello di Napoli la mattina di lunedì quindici entrante mese di marzo 1886 per il seguente oggetto:

Il Tribunale d'Isernia, con sentenza del 9 maggio del decorso anno, pubblicata addì 3 giugno, reg° n. 290, a 22 detto, lire 18, De Dominicis, senza attendere alle eccezioni d'inammissibilità e di prescrizione, che rigettò, pronunziando sulla dimanda spiegata dagli istanti, vi fece dritto e mettendo fuori causa alcuni dei citati, perchè riconobbero che le terre da essi occupate appartengono agl'istanti, dichiarò che tutti gli altri convenuti non hanno verun dritto nè degli usi civici, nè di colonia perpetua, nè di censo riservativo sulle quindici sedicesime parti dell'ex-feudo Roccavarallo e Sasso, attribuite in piena proprietà agli istanti con ordinanza prefettizia 13 febbraio 1880, e conseguentemente condannò tutti i convenuti medesimi a rilasciarle libere in favore degli istanti signori Carafa di Traetto con la rivalsa dei frutti percepiti da liquidarsi nei modi di legge. — Avverso siffatta sentenza han prodotto appello dugentotrentasei convenuti, citando gli istanti in linea sommaria innanzi alla detta Corte d'appello di Napoli per il dì 10 corrente mese di febbraio, ed han chiesto rivocarsi l'appellata sentenza, di dichiararsi inammissibile, o rigettarsi la domanda degli istanti contro i coltivatori di Roccavarallo e Sasso, e, ritenendo costoro coloni innamovibili nelle terre medesime con l'obbligo soltanto di pagare la settima, condannarsi gli istanti alle spese del giudizio.

Or dovendosi il giudizio in appello reintegrare con la presenza 'i tutti coloro che han fatto parte del giudizio di prima istanza, ho citato tutti essi individui sopraindicati a comparire presso la Corte d'appello di Napoli nella sopra fissata udienza, per sentir dichiarare inammissibile, o rigettare non solo il detto appello prodotto con atto del 14 novembre ultimo per l'usciere Marcello della Corte d'appello di Napoli, da Benedetto Narducci od altri, ma anche qualunque altro appello principale od adesivo potesse venir da altri individui prodotto, e per sentir confermare anche nel rapporto di essi sopra citati la menzionata sentenza del Tribunale d'Isernia, ordinandosene la piena esecuzione contro tutti i convenuti, con la condanna degli appellanti alle spese del giudizio e compenso di avvocati.

Per gli istanti signori Carafa di Traetto agirà presso la detta Corte di appello di Napoli l'avvocato e procuratore signor Giuseppe Sacchi, domiciliato alla strada San Giuseppe dei Nudi n. 71.

Ho fatto espressamente salvo agl'istanti ogni loro dritto, ragione ed azione, e specialmente di produrre anche essi appello principale od inciden tale avverso la stessa sentenza nei termini e modi di legge.

Copia dell'atto presente da me usciere collazionata e firmata è stata rilasciata agli istanti per essere inserita nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* — Generoso Cerchione usciere — specifica in totale lire 118 50.

5713 GENEROSO CERCHIONE usc.

AVVISO.

Si fa noto che il sig. Loreto Petrilli e la signora Annunziata Senesi, ambedue domiciliati in Tivoli, con mandato a rogito Cutiri, notaro, residente in detta città, del 1° andante mese, hanno costituito in loro legittimo procuratore e mandatario generale il signor Giovanni Franci, residente in Roma in via Marghera, n. 13, acciò possa rappresentarli, tanto unitamente che separatamente, in qualunque negozio, impartendogli ogni più ampia facoltà per stringere, definire e conchiudere qualunque affare, esigere qualunque somma e qualunque rendita maturata e da maturarsi dal R. ufficio del Debito pubblico, rilasciar quietanze, e liberazione, far transazioni e compromessi, nominare periti, arbitri ed avvocati, e far quant'altro è espresso nel procitato mandato oggi depositato nella cancelleria del R. Tribunale di commercio di questa città.

Roma, 17 febbraio 1886.

Rag. GIOVANNI FRANCI.

Presentato addì 17 febbraio 1886, ed inscritto al n. 51 del registro d'ordine, al n. 42 del reg. trascrizioni, vol 1°, elenco 42.

Roma, lì 19 febbraio 1886,

Il canc. del Trib. di commercio

5714 L. CENNI.

CITTÀ DI TRANI — Amministrazione Municipale

Subappalto dei dazi di consumo

Avviso per scadenza di fatali.

Si rende di pubblica conoscenza che negli incanti avvenuti ieri in questo Palazzo di Città pel subappalto dei dazi di consumo risultarono aggiudicatari gl'individui seguenti:

1. Dazio sulle farine, pane e paste lavorate: Botta Antonio di Lorenzo, per l'annua somma di lire 253,000.

2. Dazio sul vino, aceto, zagarese e moscato: Mannatrizio Luigi fu Giuseppe, per l'annua somma di lire 120,020.

3. Dazio sulle carni fresche macellate e sul pesce fresco: De Feo Nicola di Antonio, per l'annua somma di lire 68,050.

4. Dazio sui formaggi, salumi, salami, olio, petrolio ed altro: Botta Antonio, per l'annua somma di lire 34,005.

5. Dazio sullo zucchero, caffè ed alcool: De Feo Nicola, per l'annua somma di lire 8000.

Stante l'ottenuta autorizzazione per l'abbreviazione dei termini, la scadenza dei fatali per produrre le offerte in aumento, non minore del ventesimo del prezzo di provvisoria aggiudicazione, scadrà all'ora di mezzodì del 24 corrente mese.

Trani, 19 febbraio 1886

Visto — Il Sindaco: TOMMASO FUSCO.

5706 Il Segretario generale: G. DE SANTIS.

5735 AVVISO.

Il presidente del Consiglio notarile del distretto di Cosenza,

Visto l'art. 10 della vigente legge notarile, 25 maggio 1879, n. 4900;

Visto il 6° alinea dell'art. 135 citata legge e l'art. 25 del relativo regolamento;

Letta la C. M. del 23 ottobre 1879, n. 839;

Rende nota al pubblico l'apertura del concorso al secondo posto di notaro vacante nel comune di Fuscaldo.

Gli aspiranti allo stesso dovranno presentare la domanda corredata dei necessari documenti, entro quaranta giorni dall'ultima pubblicazione del presente avviso.

Dalla Presidenza del Consiglio, il 19 febbraio 1886.

Il presidente ANGELO GABRIELE.

DIFFIDA.

Con sentenza resa dalla quarta sezione della Corte d'appello di Napoli agli 11-13 decorso gennaio, si rigettava la domanda del signor Alfredo Landry con la quale si chiedeva l'annullamento degli atti compiuti dal signor Luigi Fiorentino relativamente alla gerenza, amministrazione e direzione dell'*Hôtel Bristol*, tra i quali principalmente le regolari annotazioni, affissioni e pubblicazioni di legge per la firma sociale, che più non si appartiene al signor Alfredo Landry, sia in virtù della predetta, quanto in forza dell'ultima sentenza resa dalla medesima sezione della Corte di appello di Napoli addì 15 corrente mese [illegible], e degli atti tutti del giudizio [illegible] [illegible]dento.

Di conseguen[illegible] [illegible] resta fermo ed invariato [illegible] quanto sul proposito si è le[illegible]mato e legalmente eseguito dal signor Luigi Fiorentino nel suo e nell'interesse dei terzi, che possono quando vogliano prendere conoscenza del vero stato delle cose e dei dritti scambievoli, senza potere in niun caso giovarsi di qualsiasi eccezione, od invocare la buona fede per la firma inerente all'amministrazione dell'*Hôtel Bristol*, la cui ragione sociale « A. Landry ed L. Fiorentino » non ha alcun valore od efficacia se non è spesa di proprio pugno e congiuntamente dai due soci Alfredo Landry e Luigi Fiorentino.

E perchè consti in qualsiasi tempo e contro chiunque segue la presente con salvezza di ogni dritto, ragione, azione, credito e gravame così in via civile che penale.

Napoli, 18 febbraio 1886.

5700 LUIGI FIORENTINO.

AVVISO.

Michelangelo, fu Antonio Silvano, residente in Pavia, nato a Pozzuolo Formigaro, mandamento di Novi Ligure, circondario e provincia di Alessandria e domiciliato in Pavia, con ricorso 27 gennaio 1886 all'eccelsa Corte R. d'appello di Milano, sezione d'accusa, ha domandato la riabilitazione ai termini del Codice di procedura penale, art. 847, in riguardo alle pene correzionali, inflittegli dal R. Tribunale civile e correzionale di Casale Monferrato, per Bancarotta, appropriazione indebita e truffa, sentenza emessa nell'anno 1869 e non appellata.

Pavia, 10 febbraio 1886.

5702 SILVANO MICHELE.

R. TRIBUNALE DI COMMERCIO IN ROMA.

Si annunzia che, mediante ordinanza in data di oggi, l'avv. Giulio Paolucci è stato nominato curatore definitivo del fallimento della ditta Raffi e C°.

Roma, 20 febbraio 1886.

5718 Il canc. L. CENNI.

(1° *pubblicazione*)

SVINCOLO DI CAUZIONE NOTARILE.

Il sottoscritto rende noto essere stata presentata alla cancelleria del Tribunale civile di Sassari domanda per svincolo della cauzione prestata dal fu notaro Ignazio Luigi P[illegible]ri, già esercente in Oschiri, consistente tale cauzione in annotazione di vincolo sopra un certificato della rendita di lire 150 (cento cinquanta), consolidato 5 p. 0[0, avente i numeri 118767-514067 e 67109 registro posizione..

Pubblicato a senso e per gli effetti dell'art. 38 della legge notarile

Sassari, 17 febbraio 1886.

5732 VIRDIS proc.

ATTO DI CITAZIONE PER SUNTO.

Ad istanza della ditta N. Testori e F., domiciliati elettivamente presso l'avvocato Ulisse E. De Angelis,

Io sottoscritto usciere del Tribunale di commercio di Roma ho citato la ditta Roberts-Jowlings e C., di Stroud, Inghilterra, a comparire innanzi il Tribunale suddetto, via Sant'Apollinare, all'udienza 25 maggio prossimo, ad un'ora pomeridiana, per ivi, stante il danno occasionato pel protesto di una tratta che non si doveva pagare al 28 gennaio scorso, sentirsi condannare all'emenda dei danni materiali e morali nella cifra di lire 2000, o altra più giusta somma, o quanto meno da liquidare cogl'interessi e spese di lite, e con esecuzione provvisoria.

Roma, 19 febbraio 1886.

5699 MUZIO CAMILLO usciere.

EDITTO.

Si rende noto che presso la cancelleria di questa Pretura trovansi depositi di danaro fatti da oltre trenta anni, e specificati nelle sotto elencate polizze, senza che mai alcuno si sia presentato a reclamarne la proprietà.

In conseguenza di ciò, ed in seguito alle disposizioni emanate dal R. Ministero di Grazia e Giustizia, si invitano tutti coloro che possono vantar diritti sopra i depositi stessi, a presentare a questa Pretura entro un anno, sei settimane e tre giorni dalla pubblicazione del presente i loro titoli, con avvertenza che, scorso infruttuosamente detto termine, i depositi medesimi saranno devoluti al R. Demanio.

Il presente editto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Foglio degli annunzi legali della provincia, ed affisso all'albo della Pretura e del Municipio di questo capoluogo.

1. Tonello Giuseppe, quale amministratore dell'oberato Angelo De Carli, data della polizza 13 febbraio 1868, numero della polizza 4622, somma portata dalla polizza 158 52, deposito eseguito a favore dei creditori iscritti.

2. Commissione ad asta giudiziale, data della polizza 13 settembre 1868, numero della polizza 4623, somma portata dalla polizza 5 03, deposito eseguito a favore di Tadiotto Nicolò e fratelli Rizzo.

Dalla R. Pretura di Oderzo, li 16 febbraio 1886.

Il Pretore: FANTARIO.

5708 Il Cancelliere: SORDONI.

Direzione del Lotto di Torino

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 22 marzo 1886 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco n. 282, nel comune di Monticelli d'Ongino, con l'aggio medio annuale di lire 1846 54.

Il Banco è stato assegnato alla categoria di quelli da concedersi ai reggenti ed ai commessi, salvo le disposizioni del R. decreto 18 novembre 1880, n. 3735.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta fornita del competente bollo, corredata dei documenti indicati dall'articolo 11 del regolamento sul lotto.

Si avverte che a guarentigia dell'esercizio del Banco medesimo dovrà essere prestata una malleveria in titoli del Debito Pubblico dello Stato corrispondente al capitale di lire 1350, o con deposito in numerario presso la Cassa dei Depositi e Prestiti, e che il titolare di detto Banco sarà assoggettato ad una ritenuta del 2 1/2 per cento sull'aggio lordo, a favore del Monte vedovile dei ricevitori del lotto.

Nella istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Torino, addì 20 febbraio 1886.

5729 *Il Direttore*: BIANCHI.

Intendenza di Finanza in Cosenza

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. 3, situata nel comune di Cassano a Ionio, assegnata per le leve al magazzino, e del presunto reddito lordo di lire 885 64.

La rivendita sarà conferita a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate dal certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Cosenza, addì 20 febbraio 1886.

5726 *L'Intendente*: BOERI.

SOCIETÀ COOPERATIVA ANONIMA
fra commessi ed impiegati di commercio

TORINO

I soci sono convocati in assemblea generale ordinaria per il giorno 14 marzo 1886, alle ore 2 pomeridiane, nel locale sociale, via Barbaroux, 37, per deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

1. Processo verbale della precedente assemblea;
2. Relazione del Consiglio di amministrazione e dei sindaci;
3. Bilancio consuntivo dell'esercizio 1885;
4. Nomina di amministratori e dei sindaci.

Qualora detta assemblea non riuscisse valida per mancanza del numero legale, quella di seconda convocazione è fin d'ora indetta per il 21 marzo successivo, all'istess'ora e col medesimo ordine del giorno, e sarà valida qualunque sia il numero dei soci intervenuti.

5705 IL CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE.

Il Prefetto della Provincia di Roma

Veduto l'elenco descrittivo degli stabili da occuparsi per l'esecuzione dei lavori della strada comunale obbligatoria dall'abitato di Villa S. Stefano al comune di Amaseno.

Vedute le perizie delle indennità offerte per gli stabili occupati, e che sono state accettate dai proprietari;

Veduto il decreto di approvazione del progetto della strada suindicata, che si constatò che l'opera fu dichiarata di pubblica utilità, ai termini dell'articolo 11 della legge 30 agosto 1868, num. 4613, e per gli effetti di quella del 25 giugno 1865;

Veduta la deliberazione del Consiglio comunale di Villa S. Stefano, con la quale venne determinata la contrattazione di un mutuo di lire 9000 con la Cassa dei Depositi e Prestiti per pagare le suddette indennità concesse al Comune per R. decreto;

Veduti gli articoli 30, 53, 54 e 55 della legge 25 giugno 1865 succitata,

Decreta:

Art. 1. È autorizzata l'occupazione degli stabili necessari per l'esecuzione della strada suindicata e descritti nella tabella che fa seguito e parte integrante del presente decreto.

Art. 2. Il presente decreto, ai termini delle succitate disposizioni di legge, dovrà essere, a cura e spese del comune, registrato all'ufficio di registro, trascritto nell'ufficio delle ipoteche, notificato all'Agenzia delle tasse, con i necessari documenti, per le volture catastali delle proprietà occupate in testa al Comune, inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, affisso per 30 giorni consecutivi all'albo pretorio del Comune, e notificato al domicilio dei proprietari.

Art. 3. Coloro che hanno ragioni da far valere sulle indennità potranno produrle entro i trenta giorni successivi a quello dell'inserzione nella *Gazzetta Ufficiale* di cui all'art. 2, e nei modi indicati nell'art. 51 della legge sopracitata del 25 giugno 1865.

Art. 4. Trascorso l'avanti prefisso termine, ed ove non siano prodotte opposizioni, si provvederà dalla Prefettura a dichiarare esigibili dai proprietari le indennità loro dovute, in base alle loro domande, corredate dei documenti constatanti la proprietà e la libertà degli stabili, salvo il pagamento entro il termine fissato dal Municipio.

Roma, 4 febbraio 1886.

5736 *Per il Prefetto*: GUAITA.

Intendenza di Finanza in Cosenza

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. 3, situata nel comune di Paola, assegnata per le leve al magazzino di Paola, e del presunto reddito lordo di lire 944 92.

La rivendita sarà conferita a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a quest'Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Cosenza, addì 20 febbraio 1886.

5728 *L'Intendente*: BOERI.

Direzione del Lotto di Torino

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 22 marzo 1886 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco num. 163, nel comune di Milano, con l'aggio medio annuale di lire 4791 72.

Il Banco è stato assegnato alla categoria di quelli da concedersi ai ricevitori del lotto per promozione o per tramutamento di residenza.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta fornita del competente bollo, corredata dei documenti indicati dall'art. 11 del regolamento sul lotto.

Si avverte che, a guarentigia dell'esercizio del Banco medesimo dovrà essere prestata una malleveria in titoli del Debito Pubblico dello Stato corrispondente al capitale di lire 5180 o con deposito in numerario, presso la Cassa dei Depositi e Prestiti, e che il titolare di detto Banco sarà assoggettato ad una ritenuta del 2 1/2 per cento sull'aggio lordo a favore del Monte vedovile dei ricevitori del lotto.

Nella istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Torino, addì 20 febbraio 1886.

5730 *Il Direttore*: BIANCHI.

TUMINO RAFFAELE, *Gerente* — Tipografia della GAZZETTA UFFICIALE.